

N. 15

ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERING

SEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE :

CONGE :

Page 444.

PROPOSITION DE RESOLUTION (Prise en considération) :

Page 444.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT (Suite de la discussion) :

Orateurs : MM. André, Wyninckx, Perin, Leemans, Lagasse, Jorissen, Radoux, M. Toussaint, Moureaux, p. 444. — M. Daulne, Mme Mathieu-Mohin, M. Martens, Premier ministre, p. 459.

BIENVENUE A UNE DELEGATION DU QUEBEC :

Page 459.

PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE AUX MESURES PRISES A L'EGARD DE L'ACADEMICIEN ANDREI SAKHAROV (Discussion et vote) :

Orateur : M. Radoux, p. 465.

PROJET DE LOI (dépôt) :

Page 467.

Le gouvernement. — Projet de loi portant approbation du Protocole portant modification du Protocole additionnel du 6 juillet 1970 à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «Eurocontrol», signé à Bruxelles le 21 novembre 1978.

PROPOSITIONS DE LOI (Dépôt) :

Page 467.

M. Basecq. — Proposition de loi modifiant la loi du 28 décembre 1967 relative à l'octroi d'un salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture.

Mme D'Hondt-Van Opdenbosch. — Proposition de loi modifiant l'article 23 de l'arrêté royal du 4 août 1932 relatif à la coordination de la loi électorale communale.

MM. de Wasseige et R. Gillet. — Proposition de loi relative à l'information et la publicité en matière de consommation d'énergie.

M. R. Gillet. — Proposition de loi complétant la loi du 18 novembre 1862 portant institution du système des warrants et accordant des facilités de crédit à certaines entreprises qui fabriquent des produits de série.

INHOUDSOPGAVE :

VERLOF :

Bladzijde 444.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE (Inoverwegingneming) :

Bladzijde 444.

MEDEDELING VAN DE REGERING (Voortzetting van de bespreking) :

Sprekers : de heren André, Wyninckx, Perin, Leemans, Lagasse, Jorissen, Radoux, M. Toussaint, Moureaux, blz. 444. — De heer Daulne, Mevr. Mathieu-Mohin, de heer Martens, Eerste minister, blz. 459.

VERWELKOMING VAN EEN AFVAARDIGING UIT QUEBEC :

Bladzijde 459.

VOORSTEL VAN RESOLUTIE BETREFFENDE DE MAATREGELEN GETROFFEN TEGEN ACADEMICUS ANDREIJ SACHAROV (Behandeling en stemming) :

Spreker : de heer Radoux, blz. 465.

ONTWERP VAN WET (Indiening) :

Bladzijde 467.

De regering. — Ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Protocol tot wijziging van het Additioneel Protocol van 6 juli 1970 bij het Internationaal Verdrag tot samenwerking in het belang van de veiligheid van de luchtvaart «Eurocontrol», ondertekend te Brussel op 21 november 1978.

VOORSTELLEN VAN WET (Indiening) :

Bladzijde 467.

De heer Basecq. — Voorstel van wet tot wijziging van de wet van 28 december 1967 betreffende een uitgesteld loon in land- en tuinbouw.

Mevr. D'Hondt-Van Opdenbosch. — Voorstel van wet tot wijziging van artikel 23 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1932 tot samenordering van de gemeentekieswet.

De heren de Wasseige en R. Gillet. — Voorstel van wet betreffende de voorlichting en de reclame inzake energieverbruik.

De heer R. Gillet. — Voorstel van wet ingediend waarbij de wet van 18 november 1862 houdende instelling van het warrantsysteem wordt aangevuld en kredietfaciliteiten worden verleend aan sommige bedrijven die serieproducten fabriceren.

PRESIDENCE DE M. ROBERT VANDEKERCKHOVE, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER ROBERT VANDEKERCKHOVE, VOORZITTER

MM. De Seranno et Bogaerts, secrétaires, prennent place au bureau.
De heren De Seranno en Bogaerts, secretarissen, nemen plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 05 m.
De vergadering wordt geopend te 14 u. 05 m.

CONGE — VERLOF

Mme Nauwelaerts-Thues, pour raison de santé, demande de l'excuser de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: Mevr. Nauwelaerts-Thues, wegens gezondheidredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROPOSITION DE RESOLUTION

Prise en considération

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

Inoverwegingneming

De Voorzitter. — Dames en Heren, de heer Wyninckx, gesteund door andere fractieleiders, heeft een voorstel van resolutie ingediend betreffende de maatregelen getroffen tegen academicus Andreïj Sacharov. De tekst is zoëven rondgedeeld.

Je propose au Sénat de procéder immédiatement à la prise en considération de cette proposition de résolution et d'en décider la discussion d'urgence, sans renvoi préalable à la commission. (*Assentiment.*)

Il en est ainsi décidé.

De beraadslaging over de tekst zal onmiddellijk na afloop van het debat over de regeringsmededeling plaatsvinden.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

Reprise de la discussion

MEDEDELING VAN DE REGERING

Hervatting van de bespreking

M. le Président. — Nous reprenons la discussion de la communication du gouvernement.

La parole est à M. André.

M. André. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, mes chers collègues, la discussion de la communication du gouvernement, qui est, en quelque sorte, la déclaration de la deuxième équipe gouvernementale présidée par M. Martens, vient, selon la tradition, en second lieu dans notre assemblée.

C'est sans doute un inconvénient : on risque de redire bien des choses déjà entendues au cours du débat à la Chambre des représentants;

mais c'est aussi un avantage, singulièrement dans la conjoncture présente : les quelques jours qui se sont écoulés depuis le débat et le vote de confiance au gouvernement en conclusion de celui-ci à la Chambre permettent d'exprimer des points de vue à la fois plus dégagés et plus mesurés peut-être à l'égard des événements que nous avons connus dans ce pays depuis la rentrée de janvier.

Dans son intervention au nom du groupe PSC de la Chambre, M. Vanden Boeynants a surtout insisté sur le fait que le PSC adhérerait aux propositions du gouvernement parce qu'il y voyait un ensemble équilibré et qu'en conséquence le gouvernement pouvait compter sur le soutien de notre parti, soutien qui, sans être spécialement enthousiaste, n'en sera pas moins fondé sur la franchise et la loyauté.

Il n'est pas nécessaire, dans le chef du groupe PSC du Sénat, d'insister davantage sur ce point : notre groupe a démontré dans les semaines qui ont précédé cette crise, et notamment dans le cadre des travaux de la commission de la Révision de la Constitution, son souci de conciliation et d'ouverture, tout en restant ferme et cohérent avec lui-même au niveau des principes.

Le groupe PSC continuera à œuvrer dans cette direction : ce n'est pas nécessairement la voie la plus confortable qu'il choisit; c'est cependant la seule voie raisonnable et acceptable dans cette phase spécialement ardue de la mutation de notre Etat. L'histoire politique de ces derniers mois retiendra, nous en sommes convaincus et le dire n'est pas faire preuve d'immodestie, les positions claires et constructives de notre parti et de ses responsables face à une problématique qui, reconnaissons-le, dérouta de plus en plus l'opinion publique de notre pays et maintenant aussi de plusieurs autres.

Il est, en effet, du devoir de tous ceux qui ont à cœur de rencontrer l'inquiétude de notre population — inquiétude qui va souvent de pair avec un scepticisme avoué sinon un découragement indéniable à l'égard de la classe politique belge —, de rechercher à la fois les objectifs et les méthodes, sinon les plus spectaculaires, du moins les plus efficaces, pour faire progresser au mieux la réforme de nos institutions.

A cet égard, plusieurs enseignements peuvent être tirés des événements de ces dernières semaines.

Il est à peine nécessaire de redire que le respect de la parole donnée et la confiance mutuelle doivent nécessairement présider à une solution durable des problèmes communautaires de ce pays. Il faut être clair : la remise en cause d'accords consciemment acceptés par les partis qui ont entendu former une majorité pour les appliquer est de nature à hypothéquer gravement, voire définitivement, la réforme de l'Etat et la pacification qui doit en résulter.

Le PSC n'a pas de reproche à se faire en l'occurrence. Il demande instamment à tous ses partenaires de ne pas se démarquer d'une attitude loyale et conséquente qu'il continuera, pour sa part, à garder.

Un autre enseignement peut être tiré des vicissitudes auxquelles ont été soumises les différentes équipes gouvernementales qui se sont succédé depuis 1974 : la présence au pouvoir des partis dits communautaires n'a pas eu les résultats favorables que certains escomptaient. C'est là un fait dont il faut tenir compte dans la vie politique de notre pays. Seules, les formations politiques qui entendent pleinement assu-

mer tous les risques et aléas d'une participation à un gouvernement et appliquer sans arrière-pensée son programme, peuvent revendiquer finalement la paternité de réformes aussi fondamentales que celle de l'Etat lui-même et de ses institutions.

M. Moureaux. — Qui a renié ses engagements? Ce n'est pas le FDF.

M. André. — On ne peut toujours et tout de suite vouloir l'impossible, alors que gouverner est l'art du possible.

Cette quête de l'impossible qui anime certains acteurs de notre vie politique et, dans le même ordre d'idées, l'évolution de la « dynamique » communautaire, surtout au cours des trois dernières années, ont démontré qu'à vouloir tout, à la fois et tout de suite, on débouche finalement sur le vide. « Qui trop embrasse, souvent mal étreint »; ce dicton illustre bien les raisons de l'échec, qu'il nous faut certes déplorer, dans la mise en œuvre notamment de l'article 107^{quater} de la Constitution.

Qu'on ne se méprenne pas toutefois: la mise en place des trois régions constitutionnellement reconnues en 1970 était un objectif parfaitement réalisable dans les délais raisonnables. Mais parce que cette réforme supposait à la fois que soient levées progressivement certaines hypothèques politiques concernant en particulier les limites et les pouvoirs des trois régions, et que les institutions régionales s'intègrent harmonieusement dans une Belgique qui fasse place en même temps aux institutions des communautés, sa mise en chantier appelait peut-être une démarche plus modulée.

Ce fut le mérite de la régionalisation dite préparatoire de dégager les perspectives d'une application effective de l'article 107^{quater}; les premiers pas du processus de régionalisation, entamé par la loi du 1^{er} août 1974, furent à la fois prometteurs et significatifs. Et ce fut d'autant plus une erreur de supprimer, dès juin 1977, les trois assemblées instaurées par cette loi pour chacune des trois régions, sous prétexte que quelques mois plus tard seraient instaurés des conseils régionaux, dotés cette fois de pouvoirs normatifs dans le cadre de l'exécution des accords dits Egmont-Stuyvenberg.

On sait ce qu'il est advenu de ceux-ci et du projet de loi 461 qui devait en assumer la traduction législative. Mais, outre le fait qu'il était déjà discutable de ne pas laisser continuer à travailler durant quelques mois les conseils fonctionnant depuis fin 1974 — et dont le travail ne fut certes pas inutile —, et cela de manière à en faire les structures d'accueil aux conseils régionaux dotés de pouvoirs normatifs, cette suppression s'est révélée d'autant plus dommageable que l'on s'est privé ainsi, pendant près de trois ans maintenant, d'un des rouages de la mécanique institutionnelle régionale qui aurait pu continuer à se roder et à tester davantage encore les voies et les moyens d'une bonne régionalisation.

Mais, trêve de regrets! Si j'ai évoqué cet accroc de la régionalisation dite préparatoire, dont la loi du 20 juillet 1979 a par ailleurs consolidé les acquis au niveau de l'Exécutif, c'est précisément parce qu'il démontre bien qu'en la matière — et qu'on le regrette ou non, mais les faits l'emportent en l'occurrence sur les sentiments — le mieux est l'ennemi du bien.

Les amendements que nous propose le gouvernement aux projets 260 et 261 ne réduisent pas le volet régional de la phase dite transitoire et irréversible à une « mini-régionalisation », comme on s'est, à dessein sans doute, complu à le répéter, en faisant bon marché de l'honnêteté intellectuelle, via certains média et une certaine presse.

Les aménagements apportés par le gouvernement par l'accord du 10 janvier et les ajouts à celui-ci — et j'ai volontairement employé le mot « aménagements » — n'hypothèquent nullement les dispositions essentielles relatives aux régions et à leurs institutions. Ils ne font que modaliser l'exercice par les trois régions de leur pouvoir de décision et donnent toutes les chances aux pouvoirs régionaux qui seront mis en place, de mettre en œuvre correctement et graduellement leur compétence normative dans les matières attribuées à celle-ci.

Ils permettent aussi, en ce qui concerne les matières personnalisables, de poursuivre l'expérience des exécutifs communautaires dans ce domaine où l'intervention des conseils de communauté aurait présenté certaines difficultés d'ordre constitutionnel et qui pourront être levées de toute façon ultérieurement.

La portée de la phase dite transitoire sort plus limitée de ces propositions, mais elle n'est pas entamée dans ses fondements. Ici encore, et si la volonté politique et la confiance des partenaires jouent bien en ce sens, on donne aux institutions régionales l'occasion d'un bon départ et d'un fonctionnement fructueux; le résultat de leur action sera d'autant mieux pris en compte pour la réforme définitive de l'Etat, que nous voulons, que celle-ci se situera dans la perspective d'une autonomie bien comprise.

C'est finalement la voie de la sagesse que nous proposons maintenant d'emprunter le gouvernement dont M. Maertens nous a dit dans sa communication de jeudi dernier, qu'il avait « décidé de limiter la portée de la deuxième phase pour que, d'une part, celle-ci ne puisse hypothéquer en aucun cas la phase définitive et pour que, d'autre part, elle puisse être approuvée rapidement ».

Il nous est demandé — et le Sénat, et plus particulièrement sa commission de Révision de la Constitution, est directement interpellé à cet égard — de traiter les projets de loi des régions et des communautés à court terme, au même titre que le projet de loi-programme — c'est ici l'affaire surtout de la Chambre des représentants — en manière telle « que ces deux projets progressent d'un même pas ».

Le gouvernement précise toutefois qu'il entend respecter les prérogatives au Parlement et que, s'il est prêt à accepter des améliorations aux projets en question, il demande cependant à la majorité de ne pas mettre en cause les équilibres politiques et les objectifs visés par ces mêmes projets.

Le groupe PSC du Sénat est conscient de l'importance et de l'urgence des enjeux en cause, en même temps qu'il est préoccupé de la qualité et de la sérénité des travaux parlementaires; il est dès lors d'avis que, sans être lié par des échéances rigoureusement strictes, dont le passé récent n'a fait que démontrer qu'elles n'étaient pratiquement jamais respectées, avec tout ce que cela peut engendrer comme climat de méfiance, l'examen des projets dont notre assemblée est saisie doit progresser à une cadence soutenue et raisonnable.

Notre groupe entend, certes, contribuer à améliorer des projets qui doivent être aussi valables que possible, là où c'est possible et quand c'est souhaitable. Notre ligne de conduite au cours des travaux précédents a toujours été de discuter les textes avec le souci de les rendre les plus cohérents et les plus intelligibles, mais il est bien entendu que ce souci légitime, que comprend d'ailleurs le gouvernement, doit aller de pair avec la volonté de traduire sans ambiguïté et sans atermoiement les objectifs politiques qui sous-tendent la philosophie des textes.

Le Sénat devra prouver, par un calendrier adéquat de ses travaux et par un rythme continu dans la discussion des textes qui nous sont soumis, qu'il est bien cette « instance de la sagesse », qui ne confond toutefois pas celle-ci avec un juridisme étroit, dissimulant de surcroît un refus inadmissible de faire aboutir en temps voulu la deuxième phase de la réforme de l'Etat.

On a dit et redit, ces derniers temps, que l'image de marque de notre pays était singulièrement compromise à l'extérieur de nos frontières; on a insisté et réinsisté sur le traumatisme de nos populations devant l'impuissance de la classe politique belge à affronter des problèmes qui ne sont pas de faux problèmes, mais qui ne sont pas non plus les seuls qui peuvent mobiliser les responsables du pays en ces temps de dépression sur le plan économique, social et budgétaire, et au moment où la conjoncture internationale est particulièrement angoissante.

Sans doute ne faut-il pas dramatiser ni exagérer ces considérations! Mais il est temps que, par une attitude responsable et dégagée de tous calculs électoraux ou autres, les parlementaires que nous sommes ne donnent pas tort à cette conclusion mesurée qu'un bon connaisseur français de notre pays — car il y en a aussi, heureusement, à côté d'autres détracteurs impénitents, et j'ai cité Pierre de Boisdeffre — livrait dans un article qu'il écrivait, il y a une quinzaine de jours, dans le journal *Le Monde*: « Je ne puis croire que l'esprit de compromis qui, jusqu'ici, l'a toujours emporté sur l'esprit de parti, ne puisse, une fois encore, l'emporter. »

Cette conclusion, c'est à la fois notre espoir et, en ce qui nous concerne en tout cas, notre volonté. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Heren Ministers, geachte collega's, met zeer veel aandacht hebben wij geluisterd naar uw regeringsmededeling, en vooral naar de paragrafen die handelen over de wijze waarop u toelicht hoe eens te meer enkele fundamentele deontologische regelen van het werken binnen een regering werden veronachtzaamd. Samen met u betreuren wij dit, des te meer omdat hierdoor de afstand vergroot tussen wat gebeurt aan de Brusselse Wetstraat en wat de man in de straat vandaag bezighoudt. Het is bijna aangstaanjagend de politieke gebeurtenissen van de jongste maanden in ons land af te wegen tegen wat er op internationaal vlak allemaal gaande is, en ook tegen de zorgwekkende ontwikkeling van onze budgettaire, monetaire, economische en sociale situatie. De hardnekkigheid waarmee u, Mijnheer de Eerste

Minister, uw zware opdracht vervult, dwingt eerbied af. De Vlaamse socialisten bevestigen dan ook hun vertrouwen in u en in uw regering.

Het is goed dat wij nu beschikken over een regering die steunt op de beide belangrijkste politieke families in dit land, zelfs wanneer het ideologisch en doctrinair profiel ervan wordt doorkruist door de eigenheid van onze communautaire verscheidenheid. Dit gegeven kan van groot gewicht zijn voor het noodzakelijke streven naar een gemeenschappelijke oplossing van het communautaire en regionale onevenwicht, maar ook om de nodige resultaten te boeken op het gebied van het noodzakelijk herstel van het budgettaire en het economisch-sociale evenwicht in ons land.

De wijzigingen welke eens te meer hebben geleid tot een compromis voor de voorlopige fase van de gewestvorming, beantwoorden aan het oorspronkelijke regeerakkoord, maar komen tegemoet aan de vele vragen die door de Vlaamse socialistes werden opgeroepen. Het is derhalve vanzelfsprekend dat wij nu in de Senaatscommissie voor de Institutionele Hervormingen met bekwame spoed de bespreking moeten kunnen voltooien van de ontwerpen van gewest- en gemeenschapswet. Ter zake moeten de meerderheidspartijen nu maar onomwonden bewijzen dat het hen ernst is met het uitvoeren van hun verbintenissen, want er wachten de regering andere en meer gewichtige opdrachten in deze periode van wereldcrisis en universele spanning.

De Vlaamse socialistes hebben deze bezorgdheid reeds bij herhaling tot uiting gebracht, en dit zonder voorbij te gaan aan een aantal Vlaamse en socialistische verzuchtingen inzake de communautaire problemen.

Wij wensen deze kort samen te vatten, omdat zij in de Kamer duidelijk werden toegelicht door Louis Tobback, wat ons de gelegenheid geeft om stil te staan bij enkele andere actuele problemen van het regeerbeleid.

Het voorgestelde akkoord doet geen afbreuk aan het voorlopig karakter van de regeling. De Vlaamse socialistes stellen dat de financiering van de persoonsgebonden materies moet geschieden op basis van de reële behoeften. Zij komen resoluut op voor de bescherming van de Vlaamse minderheid te Brussel, maar met meer aandrang nog dan sommige anderen, die mee ijveren voor de rechten van de Vlaamse minderheid te Brussel, waartoe zij behoren, maar veel minder vlug geneigd zijn om te antwoorden op de dringende vraag van de Vlaamse socialistes voor een doeltreffende regeling van de bescherming van de filosofische en ideologische minderheden in gans het Vlaamse landsgedeelte. Ter zake is het standpunt van de Vlaamse socialistes formeel. Voor hen is de problematiek van de persoonsgebonden materies niet alleen een probleem van de Vlaamse Brusselaars, maar voor alle Vlaamse niet-katholieken. Het cultuurpact dient van toepassing te zijn op de persoonsgebonden materies. Vandaar dat wij ook blijven ijveren voor het behoud van de executieven binnen de nationale regering, zolang ook op dat stuk geen sluitende oplossingen werden gevonden. De Vlaamse socialistes wensen nu ook dat spoedig wordt overgegaan tot het bespreken van de definitieve staatshervorming, waarbij de eigen financiële verantwoordelijkheid van de gewesten en de gemeenschappen wordt gerealiseerd, zonder dat afbreuk wordt gedaan aan noodzakelijke solidariteitsmechanismen.

In dezelfde zin moet nu dringend werk worden gemaakt van de bijkomende onderhandelingen met Nederland, met het oog op het afsluiten van de watervorderingen.

De Vlaamse socialistes richten bovendien een dringende oproep tot de senatoren van de Volksunie en tot de Partij voor Vrijheid en Vooruitgang...

De heer Vanderpoorten. — U moet eerst eens leren de oppositie te respecteren.

De heer Wyninckx. — ... om op kordate wijze hun medewerking te verlenen aan de werkzaamheden in de Senaatscommissie, en aan de andere werkzaamheden die het Parlement nu wachten in verband met de staatshervorming. In de fase van de voorbereidende bespreking van de definitieve gewestvorming kunnen de Vlaamse oppositiepartijen niet worden weggedacht, en dient ook rekening gehouden met hun inbreng. Hun afwezigheid zou een onevenwicht binnen de Vlaamse vertegenwoordiging veroorzaken, dat zeer nadelige gevolgen zou kunnen hebben voor de Vlaamse gemeenschap.

Het kwam enkele weken geleden in de commissie voor de Grondwetsherziening tot een incident, waarbij de Vlaamse socialistes uitdrukkelijk hebben aangedrongen op het zoeken van een oplossing die de terugkeer van de Vlaamse PVV-senatoren moest mogelijk maken. Soortelijke oplossing werd gevonden. Wij geloven dat wij op dezelfde wijze de voorwaarden moeten scheppen om de medewerking van alle Vlaamse partijen aan de staatshervorming te bekomen. Reeds bij de voorgaande werkzaamheden werd bewezen dat een Vlaams front niet

noodzakelijk is om een grote eenklank te bekomen bij het bepalen van de fundamentele opties voor de staatshervorming langs Vlaamse zijde.

Mijnheer de Eerste Minister, wanneer uw regering op deze wijze, zoniet aan de communautaire vrede, dan toch minstens aan een communautaire wapenstilstand zou kunnen werken, dan zal zij tevens kunnen bijdragen tot het vestigen van een wapenstilstand op het sociale en economische vlak, en dit met het oog op de budgettaire en monetaire wederopbouw.

De jongste weken werd het land opgeschrikt door een toename van de werkloosheid, door de dreiging van belangrijke sociale conflicten, en door de afkeurenswaardige staking van een deel van het artsenkorps, de tandartsen en de apothekers. Deze staking is nu ten einde, en wij verheugen ons als Vlaamse socialistes over de wijze waarop zij als het ware is doodgebloed.

Wij wensen uitdrukkelijk de artsen en apothekers geluk die, ondanks bepaalde kritieken op de regeringsvoorstellen, weerstaan hebben aan de zeer zware druk van het artsensyndicaat van dokter Wylen om de zorgenverstrekking stop te zetten. Maar toch blijven wij ongerust voor de toekomst, omdat wij vrezen dat uit de besprekingen die nu aanvangen eens te meer geen waarborg zal voortvloeien voor de zieken inzake de toe te passen tarieven. Voor ons, Vlaamse socialistes, leidt vrije geneeskunde naar commercialisatie en overconsumptie, voornamelijk inzake klinische biologie en farmaceutische producten. Dit brengt de ziekte- en invaliditeitsverzekering in gevaar. Wij verwerpen bovendien elke poging om een verhoogd remgeld te legaliseren en dit ten nadele van de zogenaamde kosteloze verzorging van de WIGW.

Wij komen op voor een kwaliteitsvolle democratische en sociaal georganiseerde geneeskunde, binnen een gezondgemaakte maatschappelijke zekerheid en binnen een globaal gezondheidsbeleid. Wij stellen het probleem van de representativiteit van het geneesherenkorps en betwisten het bestaan van de Orde van Geneesheren, die nu meer dan ooit haar werkelijke rol heeft bewezen, die er een is van conservatief verdedigen van corporatistische belangen. Wij blijven voorstander van de verzekering van de geneeskundige verzorging, wat onder meer het domiciliëren, het gezondheidsboekje, het stelsel van de conventies, het sociaal statuut van de artsen en de differentiatie van de vergoedingswijzen moet omvatten.

Over dit alles kan worden gepraat en onderhandeld, maar oplossingen ten laste van de zieken, invaliden en bejaarden worden door ons resoluut van de hand gewezen.

Op dezelfde wijze blijven wij de nadruk leggen op een globaal inkomensbeleid voor de derde leeftijd, dat een vermindering impliceert van de overdreven hoge pensioenen in de overheidssector en het toekennen van de welvaartvastheid aan de pensioenen en de sociale vergoedingen verzekert.

De regering heeft het advies van de Nationale Arbeidsraad van 1978 naast zich neergelegd, waarbij de welvaartscoefficiënt werd bepaald op 3 pct. Zal zij hetzelfde doen met het advies van december 1979, waarbij deze coëfficiënt wordt bepaald op 2 pct.? Mocht dit gebeuren, dan betekent dit een ontwaarding van de pensioenen en de sociale vergoedingen, samen met het opleggen van grotere bijdragen voor de gezondheidszorgen en voor hospitalisatie van de bejaarden.

Dit is voor ons, Vlaamse socialistes, onaanvaardbaar. De welvaartvastheid vormt een onderdeel van het beleid tot het optrekken van de laagste pensioenen, waarvan de noodzaak nog maar eens wordt bevestigd door het overzicht van de armoede en de ongelijkheid in België dat werd gepubliceerd in het septembernummer van het Belgische tijdschrift voor maatschappelijke zekerheid. In het besluit wordt onderstreept dat het vooral de gepensioneerden zijn die het slachtoffer zijn van al te lage vervangingsinkomens, met andere woorden, van een uitgesproken bestaansonzekerheid.

Een ander element van ongerustheid dat de Vlaamse socialistes, maar niet alleen hen bezighoudt, is de rol van de privé-milities, van de diverse politiediensten en van de magistratuur. In een tijdperk waarin veel traditionele waarden worden door mekaar geschud, blijven noch politie, noch rijkswacht, noch Staatsveiligheid, noch parketten onbesproken. Wij spreken de hoop uit dat, na de bespreking van de begroting van Binnenlandse Zaken in de Senaat, ten spoedigste het door de meeste fractievoorzitters ondertekende wetsvoorstel inzake het oprichten van een parlementaire onderzoeksc commissie voor deze materie, zal worden goedgekeurd, zodat de commissie haar werkzaamheden kan aanvangen.

Wat er de jongste dagen is gebeurd rondom het optreden van de Staatsveiligheid en de anti-drugbrigade van de rijkswacht roept immers eens te meer vragen op bij de publieke opinie.

En zo kom ik tot het laatste deel van mijn betoog.

Tegenover de politieke perikelen van de jongste maanden op het binnenlandse vlak, wordt de publieke opinie vandaag vooral beroerd door de steeds scherper wordende gesel van de werkloosheid. Naast de bijna 330 000 werklozen mogen wij de tienduizenden werkzoekenden niet vergeten. Er zijn vandaag in dit land méér dan een half-miljoen werkplaatsen te kort. Wat hebben wij de jonge generatie te bieden, wanneer zij vaststelt dat nu al weken en maanden het bestuur van het land wordt lamgelegd door communautaire twisten, terwijl zij met steeds meer leeftijdsgenoten een uitzichtloze toekomst voor zich heeft? Met enkele tienduizenden waren zij in Brussel op 9 december om hun werkelijke bezorgdheid tot uiting te brengen omtrent de huidige wereldcrisis. Vele parlementsleden van alle partijen hebben toen mee geprotesteerd. Ik behoorde tot hen.

De spanning op wereldvlak is niet afgenomen na de Viëtnamcrisis, maar er is een zeer merkwaardige situatie ontstaan, waarbij de conflicten zich zijn gaan toespitsen in het Indische werelddeel, het Midden-Oosten en in Centraal-Afrika. Vandaag heeft de Sovjetunie een niet-verbonden land onder de voet gelopen, enkel en alleen om geopolitieke redenen. De Verenigde Staten hebben zware klappen gekregen, en dit vooral in Iran. Wij beleven thans hoe zij samen met Volkschina gaan dokteren aan het herstel van het militaire evenwicht in deze kritische gebieden. En terzelfder tijd stellen wij vast hoe India zich uit zijn niet-gebondenheid gaat losmaken, en gaat meewerken aan het isolement van de Sovjetunie. Ook krijgt de toenadering tussen Israël en Egypte een andere betekenis, en wordt gesproken over Amerikaanse militaire steunpunten in Egypte, in Kenia en elders in dit explosieve werelddeel.

De Vlaamse socialisten veroordelen krachtig de bezetting van Afghanistan, zoals zij in het verleden ook andere agressies hebben veroordeeld van de Sovjetunie, maar ook van de Verenigde Staten en andere wereldmachten.

Zij maken zich bezorgd omtrent de rol van de oorlogszuchtige krachten die kennelijk in het Kremlin aan bod komen. Zij veroordelen de schending van het verdrag van Helsinki en van de slotakkoorden van Belgrado door de Sovjets, en betuigen hun solidariteit met de banneling Sacharov.

Zij keuren derhalve de maatregelen goed van de Belgische regering die een diplomatiek, economisch en commercieel beperken van de relaties met de Sovjetunie inhouden, maar die terzelfder tijd blijven aandringen op het voortzetten van de multilaterale onderhandelingen over de beperking van de nucleaire en conventionele wapenening. De Belgische regering vraagt dat de voorbereiding van de herzieningsconferentie voor de Europese conferentie voor veiligheid en samenwerking zou worden voortgezet.

Waarom zou dit Parlement de kans laten voorbijgaan die ons wordt geboden om, in mei, langs het kanaal van de bijeenkomst van de Interparlementaire Unie in dit huis, een gesprek tot stand te brengen met de vertegenwoordigers van de parlementen uit Oost-Europa?

De Belgische publieke opinie deelt deze bezorgdheid, omdat zij meer en meer het gevoel krijgt dat wij leven in een periode van nog niet verklaarde oorlog. Dit is een nieuwe vorm van koude-oorlogvoering, want inderdaad, zoals ik het heb gezegd in de Benelux-Raad: « Het wapengekletter komt niet alleen van Moskou. »

Het wordt mode over de derde wereldoorlog te spreken, en dit beangstigt ons.

De economische crisis in het Westen, dat onbekwaam is om zijn economische aftakeling en zijn monetaire wanorde te beheersen, de werkloosheid te bestrijden, en een nieuwe levenswijze tot stand te brengen, brengt mee dat sommige opiniemakers hier zondebokken zoeken.

Het is merkwaardig dat de leiders in het Kremlin hen dit alibi verschaffen, en dit juist aan hen die toch in het verleden dikwijls op een betwistbare wijze hun steun hebben verleend aan totalitaire regimes, of imperialistische oorlogen hebben gevoerd. Maar vandaag wordt het ontstaan van het koude oorlogsklimaat door dezen in de eerste plaats op de rug van de anderen geschoven, op de petroleumcrisis, de opmars van de islam, de agressie van de Sovjets.

Ook dat mag wel eens gezegd worden, willen wij niet doorgaan voor kiesdravers van Jimmy Carter, die op vrij onverwachte wijze een sponsor heeft gevonden aan het Rode Plein te Moskou.

België verkeert in een bevoorrechte positie, wanneer zijn regering zich niet door deze situatie laat beïnvloeden, maar resoluut blijft ijveren voor het dialoog tussen Oost en West, maar ook tussen Noord en Zuid.

Ik behoor, Mijnheer de Eerste Minister, tot degenen die in het partijbureau van de Vlaamse socialist in geweten en resoluut heb gestemd tegen een regeringscrisis over de rakettenaffaire, en ik ben er nog altijd van overtuigd dat dit een verantwoorde houding was.

Maar ik behoor ook tot degenen die consequentie verwachten van de Belgische regering inzake het aanwenden van het moratorium van zes maanden, om besprekingen te openen met Oostbloklanden over de veiligheid, de vrede en de ontwapening in Europa en in de wereld. Ook kleine Oostbloklanden, en niet-gebonden landen als Joegoslavië, waar de rillingen van de koude oorlog te voelen zijn bij de publieke opinie. Ook deze landen kampen met sociaal-economische en monetair moeilijkheden. Ook zij gaan bebukt onder de toegenomen wapeningsuitgaven. Maar vooral, ook bij hen moet de man in de straat angst hebben voor de toekomst.

De Belgische regering kan inspanningen doen om het internationale politieke klimaat opnieuw te verbeteren. Wij zijn trouwe Nato-partners, die ons op de derde plaats bevinden wat betreft de wapeningsuitgaven, en dit spijs onze budgettaire beperkingen. Dit geeft ons recht van spreken. Wij zijn geen naïeve pacifisten. Maar de bevolking verwacht van de regering initiatieven, samen met onze Benelux-partners, samen met onze EEG-partners, samen met de andere kleine Nato-partners, of desnoods alleen. Dat is vandaag misschien belangrijker dan alles wat de regering bezighoudt.

Zeër zeker, de communautaire twisten gaan over het voortbestaan van België en van onze beide gemeenschappen binnen deze Natie. Zeër zeker, onze budgettaire, monetair en economische perikelen gaan over het voortbestaan van onze samenleving en over het behoud van onze traditionele waarden, of zij nu humanistisch of christelijk geïnspireerd zijn.

Maar het gaat vandaag over het behoud van de vrede, dus over ons bestaan als mens, als vaders en moeders, als verantwoordelijken tegenover onze kinderen, die in dit nieuwe België nog andere lichtpunten willen vinden dan oplossingen voor communautaire vraagstukken, waarover wij, hun ouders, nu reeds jarenlang redetwisten.

Bertold Brecht heeft in 1951 aan de Duitse schrijvers een brief gericht, waarin hij zegt « Wenn wir zum Krieg rüsten werden wir Krieg haben ». Ik ben, met velen binnen en buiten deze vergadering, erom bekommerd dat Brecht eens te meer gelijk zou kunnen krijgen. Misschien kunt u, Mijnheer de Eerste Minister, uw gezag, en dit van uw regering, nu aanwenden om niet alleen aan de binnenlandse vrede te werken, maar ook aan de wereldvrede, door uw stem te verheffen, hoe bescheiden deze te midden van het koude-oorlogsumoer ook moge klinken, om dringend initiatieven uit te lokken om Oost en West, Noord en Zuid terug bij elkaar te brengen. Het getij kan allicht worden gekeerd. Het is nooit te laat om aan de wereldvrede te werken. (Applaus op de banken van de meerderheid.)

M. le Président. — La parole est à M. Perin.

M. Perin. — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers collègues, je voudrais commenter brièvement la nouvelle déclaration gouvernementale, dont le texte nous a été lu puis distribué, sur l'essentiel des points. Pour le détail, nous allons nous retrouver demain en commission sénatoriale de la Réforme. Les journalistes de toutes tendances et de tous métiers annoncent que c'est demain, à cette commission du Sénat, que l'on va voir si les choses avancent ou si, au contraire, vous allez être, Monsieur le Premier Ministre, condamné immédiatement et sans illusion.

Par conséquent, ce n'est pas l'analyse des textes, article par article, que nous allons faire, mais essayer de comprendre ce qui vient de se passer et d'évaluer les chances des échéances. Dans l'ordre inverse du temps, l'échéance la plus lointaine d'abord, jusqu'à se rapprocher de l'échéance la plus proche, c'est-à-dire les semaines qui nous attendent.

Voyons d'abord, d'après vos projets et vos déclarations, l'échéance la plus lointaine. Une nouvelle date apparaît dans le ciel politique si troublé, le 31 décembre 1984. Sans faire l'exégèse détaillée des textes que nous commencerons à étudier demain, on peut apercevoir à première vue que cette échéance est largement fictive. Elle a été conçue pour mettre quelque baume au cœur des socialistes wallons. On leur dit: « Vous aurez une région temporaire. » Le vocabulaire s'est amélioré. Le transitoire irréversible avec condition résolutoire, tout cela a disparu. La clarté s'est faite par le vocabulaire ordinaire. Quand une loi indique elle-même la date à laquelle elle cesse de sortir ses effets, tous les honnêtes gens, et pas seulement les juristes, considèrent que c'est une loi temporaire. Eh bien, la date n'est pas exacte. Pourquoi? Parce que si les régions mises en place — à supposer que vous y

arriviez — subsistaient jusqu'au 31 décembre 1984, elles auraient été dans l'impossibilité de fonctionner dès deux ans avant, soit le 31 décembre 1982, puisque à partir du 1^{er} janvier 1983 les régions n'auront plus de budget. Pour qu'il y ait un budget régional — c'est le cas depuis la loi du 1^{er} août 1974 — il faut un calcul basé sur des clefs de répartition. Celles-ci sont bien connues. Elles ont fait l'objet de l'article 11 de la loi de 1974 devenu, si je ne me trompe, l'article 7 dans le texte coordonné après les modifications de 1977 et 1979. Or, disparaît de vos textes, à partir du 1^{er} janvier 1983, cette clef de répartition là. On le sait. C'est pour des raisons de fond, parce que certains critères ne sont plus acceptés par la communauté flamande, notamment le critère concernant les kilomètres carrés du territoire. Il n'y a dans vos projets aucune proposition, aucune solution même suggérée à titre de variante pour remplacer cette clef de répartition.

Vous avez donc donné à vos coalisés socialistes wallons, une illusion, ou un argument de plaidoirie? Vous leur donnez deux ans de plus, sans aucune certitude que l'exécutif et l'assemblée pourront élaborer quelque budget régional que ce soit. Comment peut-on imaginer pendant ces deux ans, 1982-1984, une région qui n'aurait plus de budget?

On me rétorquera qu'il faut faire un pari optimiste et que nous pouvons, dans l'intervalle, aboutir à un accord. Je me demande lequel.

Un clef est, en tout cas, récusée par l'ensemble de la communauté flamande, celle basée sur le territoire. Quelle autre clef va s'y substituer? Je l'ignore. Je pourrais vous questionner à ce sujet, Monsieur le Premier Ministre, mais j'y renonce car j'ai la conviction que vous l'ignorez également.

Dès lors, le délai de 1984 est faux car on n'aboutira jamais à une solution à cette date avec la structure temporaire que vous mettez sur pied.

La question se pose de savoir, tout en se basant sur l'hypothèse irréaliste de cette date de 1984, ce qui se passera si aucune réforme définitive n'est alors intervenue. Il y aura, dans ce cas, un retour à la loi du 1^{er} août 1974 telle qu'elle a été modifiée en 1979, mais il s'agira, en l'occurrence, d'un faux retour car il se fera sans la fameuse clef de répartition inscrite dans la loi de 1974 et qui est abandonnée.

Même le système provisoire ne peut reprendre vigueur au 1^{er} janvier 1985 parce qu'il n'existe plus de clef de répartition, base des budgets que les exécutifs ont élaborés au cours des six dernières années.

Je demande aux partenaires socialistes wallons où est leur victoire dans ce délai de rabiote qui leur a été accordé pour la forme.

Enfin, en ce qui concerne les communautés, je constate, Monsieur le Premier Ministre, que vous leur avez tourné le dos.

Nous en revenons, en effet, au conseils culturels sans aucune attribution supplémentaire.

Comme vous devez chercher des appoints, peu nombreux, il est vrai, dans une des deux Chambres, la Chambre des représentants, nous avons compris nous, PRL, que vous ne désiriez, en aucune façon, compter sur notre appui parce que, pour pouvoir compter sur un parti d'opposition, il faut nécessairement faire un geste dans la direction de ses thèses fondamentales.

Je rappelle une fois de plus que notre groupe, depuis le 8 février 1979, a parié sur la communauté, sur l'extension de ses pouvoirs et même, après un délai raisonnable, sur l'élection d'un exécutif par la communauté française Bruxelles-Wallonie de Belgique. Or, vous tournez le dos à cette orientation — votre projet va, en effet, moins loin que le projet 260-261 — et par la même occasion à l'opposition PRL. Nous pouvons dès lors conclure que l'on s'oriente vers une autre issue; nous verrons laquelle.

Mais même en ce qui concerne les matières personnalisables qui disparaissent du pouvoir normatif, vos projets annoncent qu'elles restent en vigueur au niveau des exécutifs.

Désormais, lorsque vous élaborerez avec vos collègues, les budgets de 1981, se posera la question de savoir les critères qui serviront de base à l'élaboration des budgets des ministères des Affaires communautaires. Jusqu'à présent, sur base d'un texte, — à l'état de projet, il est vrai, mais dont vous anticipez l'exécution, — on pouvait déceler une issue visible. Il n'y en a plus, car non seulement les clefs de répartition relatives aux affaires régionales ont disparu ou disparaîtront au 31 décembre 1982, mais les autres clefs relatives aux communautés ont subi le même sort.

Or, ce budget de 1981, vous devrez l'élaborer, comme de coutume, à partir du 15 juin de cette année. Le Conseil des ministres y consacre toujours une grande partie du mois de juillet. Comment allez-vous faire, puisqu'il n'y a plus d'accord politique sur les clés de répartition

en ce qui concerne les affaires communautaires? Si elles sont abandonnées sur le plan normatif, elles ne le sont pas sur le plan exécutif, et il faut de toute façon des crédits pour établir le budget qui sera défendu par le ministre M. Michel Hansenne.

Comment celui-ci va-t-il procéder? Il y avait une réponse à cette question; il n'y en a plus. Nous n'avons pas vu dans votre déclaration qu'aux dispositions du projet 260 abandonnées vous substituiez d'autres propositions. Il n'est plus question de l'échéance de 1984, ni de l'échéance de 1982, mais de celle de juillet 1980, pour le budget de 1981. S'il n'y a pas d'accord, cette échéance risque d'être la vôtre, et le gouvernement risque d'entrer à nouveau en état de crise aiguë.

Bruxelles, objet de nos controverses, hélas! n'est plus le seul obstacle, n'est plus la cause essentielle de la querelle, puisqu'il n'y a plus d'accord sur le financement des budgets régionaux et communautaires, sans compter certains traités auxquels M. Wyninckx vient de faire allusion. Mais c'est là une autre affaire. Revenons à Bruxelles.

Je vois dans vos projets qu'il y aura dans les matières personnalisables, là où la scission des institutions n'est pas possible à Bruxelles, deux ministres. S'ils ne sont pas d'accord, il y aurait recours au Conseil des ministres.

J'ai cherché en droit comparé si l'on pouvait trouver dans le monde quelque chose de semblable. J'ai trouvé deux corégents dans la république de Saint-Marin. (*Sourires sur de nombreux bancs.*)

M. Paulus. — Et Andorre?

M. Perin. — Quant à la principauté d'Andorre, elle a deux co-princes, l'un à Paris, le second est évêque de l'autre côté des Pyrénées.

A Saint-Marin donc, il y a deux corégents. C'est tout ce que j'ai pu trouver, mais c'est fort intéressant. Nous sommes en pleine période expérimentale.

Trêve de plaisanterie sur ce point. Je voudrais ajouter qu'à titre personnel — cela m'a valu beaucoup de difficultés d'ailleurs — j'ai imaginé depuis trois ans divers systèmes pour tenter d'aboutir à un accord sur la région bruxelloise, son agglomération, ses communes. Je n'ai eu aucun succès auprès de la communauté francophone de ce pays, parce que j'avais prévu une réforme radicale, toujours impopulaire, basée sur les fusions de communes. Je voulais ainsi trouver une solution pondérée où l'influence des francophones et des Flamands dans cette région centrale aurait été équitablement calculée.

Je me suis aperçu — c'est une de mes grandes désillusions — que mes projets personnels — je le répète, ils n'ont jamais engagé aucun parti — ont été saisis du côté de la communauté flamande seulement dans la mesure où ils pouvaient intéresser leur point de vue unilatéral. On a retenu la fusion des communes pour faire coïncider rationnellement les affaires municipales, provinciales et régionales. Ainsi que l'avaient prédit certains de mes amis, notamment le président du PSC d'alors, la communauté flamande tout entière — je n'implique pas un parti déterminé — a unanimement avancé la thèse excessive, exagérée, et qui rendait tout dialogue impossible, de la parité pure et simple, en invoquant le Conseil des ministres.

Entre 42 p.c. de population et 50 p.c. de sièges ministériels, on note un écart de 8 p.c. Entre 15 p.c. de population et 50 p.c. de sièges de l'exécutif bruxellois, l'écart n'est pas de 8 p.c. mais bien de 35 p.c. Il n'est donc plus question de pondération équitable, équivalente à celle du Conseil des ministres, mais bien, ce qui du côté francophone est considéré comme une tentative de véritable envahissement, les Flamands devenant, d'une façon extraordinaire, des citoyens privilégiés dans la capitale.

Quand on connaît — même les Wallons y sont attentifs, en tout cas je le suis — la longue histoire du mouvement flamand dont beaucoup d'aspects sont, à mes yeux, légitimes, on relève cette arrière-pensée de la reconquête, doublée — on ne cesse de nous en avertir, et pas seulement des milieux extrémistes — d'arrière-pensées séparatistes. On nous parle même de république — les Wallons n'osent plus le faire, ils sont devenus si convenables depuis 25 ans — capitale Bruxelles, bien entendu. On me dira: «Ce n'est pas sérieux, jamais un membre de cette assemblée n'évoquera cela à la tribune.» Mais il est d'autres tribunes où l'on parle avec une plus grande franchise, voire une plus grande brutalité!

Alors, il est inévitable que ceux qui ont tendu, comme moi, des perches à l'autre communauté en prenant le risque d'être mal vus et de rencontrer des difficultés politiques personnelles au sein de leur groupe, laissent tomber les bras et en reviennent à la réalité.

Quelle est cette réalité?

D'abord, la capitale de la Belgique en droit constitutionnel, c'est la seule ville de Bruxelles et rien que cela. Or l'article 126 n'est pas soumis à révision et il ne correspond même pas à la réalité. La réalité,

c'est la partie du territoire de cette commune où sont implantés réellement les établissements d'intérêt national et international. Ixelles n'est pas la capitale de la Belgique, elle ne prétend pas l'être. Forest et Schaerbeek de même. Dans la réalité des faits, ce sont des communes francophones, à pourcentages divers mais qui atteignent souvent 85 p.c., avec, en raison de la législation belge de 1963, des facilités linguistiques pour les habitants et d'énormes difficultés linguistiques pour les administrations.

La réalité, c'est que nous n'avons pas créé nous-mêmes la notion de communauté mais qu'elle s'est créée petit à petit par décantation, car vous l'avez privilégiée par rapport à la notion de région. Notre groupe s'y est d'ailleurs rallié.

Je vous fais observer que les Bruxellois constituent un quart de notre communauté francophone de Belgique. De là à conclure que si rien ne va plus, les communes bruxelloises non fusionnées... (*Interruptions.*) Je signale, à dessein, du haut de cette tribune, que j'ai abandonné cette thèse, faute d'être compris.

M. de Wasseige. — Très bien !

M. Perin. — Je vais plus loin; je constate que ces communes sont des communes francophones à facilités flamandes. Je trouve toutefois légitime que les Flamands de ces communes aient droit à voir leur identité communautaire reconnue et organisée.

Je m'étonne de cette contradiction dans l'autre communauté. La doctrine est communautaire, mais pour qu'elle le soit dans toute sa logique, il faut que les ressortissants de l'une ou l'autre communauté soient officiellement et politiquement reconnus dans l'agglomération de Bruxelles.

Or, nous dit-on, c'est insoutenable. Et l'on ajoute: « Vous créez une sous-nationalité. » Je n'ai pour ma part jamais utilisé ce vilain mot. Qualifiez cette notion comme il vous plaira, c'est la logique du système communautaire et j'ai l'impression, qu'une fois de plus, du côté de la communauté flamande, on utilise la notion de « communauté » dans la mesure où c'est avantageux à la communauté flamande mais on refuse la logique du système communautaire quand ce n'est pas nécessairement avantageux pour la communauté flamande et on continue à s'aveugler, à ne pas voir le réel.

Si un village de 4 000 habitants, jadis dialectal, s'est francisé en vingt ans, on refuse de voir le réel. J'ai l'impression, Monsieur le Premier Ministre, que ce pays est en train de mourir parce qu'on refuse, par passion, de voir le réel et de l'organiser fidèlement pour coller à la réalité humaine.

Je n'aurais pas tenu ces propos si j'avais été encouragé ne serait-ce que par un seul groupe de l'autre communauté. Puisque cela n'a pas été le cas, et ceci revenant au groupe PRL, je l'inciterai à suivre la logique de la résolution du 8 février 1979 et, avec conviction, à mener toute l'action de persuasion nécessaire pour que cette communauté se consolide, et constitue — on ne sait jamais ce qui peut arriver — une légitimité valable dans l'hypothèse où tous les gouvernements belges successifs échoueraient dans leur tentative de réforme, il faut hélas ! — ce n'est pas de gaieté de cœur — faire cette hypothèse.

Enfin, Monsieur le Premier Ministre, vous vous trouvez devant le problème politique qui consiste à faire voter à la Chambre des représentants et après, au Sénat, vos projets diminués que vous allez commenter demain en commission du Sénat. Faisant les comptes, nous voyons bien que vous ne pouvez pas compter sur les camarades communistes. (*Rires.*) Pourquoi ? Je crois, en effet, qu'ils ne sont pas très favorables à la loi-programme. Or, M. Cools lie les deux, la loi-programme et la loi sur la régionalisation. Fort des quatre voix communistes, vous obtiendriez le vote de la loi sur la régionalisation, et la loi-programme serait votée par votre majorité. A ma connaissance, les camarades communistes ne pensent pas beaucoup de bien de cette tactique. En lisant les journaux ce matin, j'ai cru comprendre qu'ils ne semblaient pas d'accord et qu'ils ne vous donneraient pas leurs quatre voix. *Exit*, donc, les camarades communistes.

Il y a alors les amis du Rassemblement wallon de M. Mordant. Vous voyez, je change de vocabulaire selon l'idéologie: d'un côté les camarades, de l'autre les amis. (*Rires sur de nombreux bancs.*)

M. Cools, toujours membre potentiel de l'Union populaire de Wallonie — je crois que cela n'aura pas lieu car M. Cools n'est pas fou et si la région se créait, il peut laisser entendre aux sociaux-chrétiens que si d'aventure dans la négociation pour former le collège régional, ils étaient un peu trop exigeants, il gouvernerait avec les camarades communistes et les amis du Rassemblement wallon. Mais, soyez-en persuadé, il ne gouvernerait pas la région avec eux.

M. André. — Merci du bon conseil !

M. Perin. — Je ne dis pas cela pour vous informer, c'est pour prendre conscience moi-même de ce qui se passe, c'est ce qui s'appelle de l'auto-éducation.

Je viens d'expliquer au Premier ministre qu'avec la voie qu'il a prise, il a délibérément tourné le dos au PRL. Je ne lui en fais pas un reproche amer sachant qu'en politique il ne faut jamais être amer. De toute façon nous avons nos projets et si un jour une majorité gouvernementale était favorable à cette orientation, nous trouverions une issue.

Alors se pose la question: avec qui ?

Jusqu'il y a peu, je me suis demandé, Monsieur le Premier Ministre, comment vous pouviez garder une sérénité qui ne s'explique pas seulement par votre caractère. C'est qu'il y avait une astuce, et j'étais très vexé de ne pas voir laquelle. Heureusement vint Mme Goor, nouveau ministre des Affaires bruxelloises qui m'a donné la clé de l'énigme — pas à moi, mais pire, aux journaux ! (*Rires.*)

En ouvrant mon journal, le 25 janvier, j'ai lu par priorité un passage vous concernant, Madame, et ce avant de m'intéresser aux événements d'Afghanistan, même si ce n'est pas du même ordre et de la même importance. Il faut comprendre qu'un titre aussi accrocheur que « Mme Goor, une approche personnelle des rapports entre PSC et FDF » vous fascine — moins sans doute que le portrait de Nathalie Wood à la page de garde de *Ciné-Revue*, je veux bien le reconnaître (*hilarité*) — mais vous fascine tout de même.

Voilà l'issue: le partenaire éjecté pourrait néanmoins se montrer compréhensif grâce à l'astuce de Mme le ministre des Affaires bruxelloises qui, en effet, précise, en souriant — Mme Goor sourit trois fois dans l'article — « J'ai le sentiment, peut-être une réaction féminine ... » Voilà, on recrute parmi les femmes, parce que cela présente des avantages, permet des approches personnelles et des astuces auxquelles les hommes n'avaient pas songé. (*Sourires.*) Donc, dit Mme Goor: « J'ai le sentiment que l'ouverture d'une discussion, aussi sur les deux tiers, — les voix qui vous manquent à la Chambre des représentants — peut se faire à partir d'une telle situation. » — les propos qui précèdent et qui je vais vous rappeler — « Peut-on toujours recevoir sans rien donner ? ... »

De quoi s'agit-il ? Mme Goor est ministre féminin, mais elle est aussi PSC et le PSC a une longue, très longue tradition de la négociation donnant-donnant. Cela fait partie de la nature substantielle d'un parti de gouvernement.

Ici, quel est le donnant-donnant ? C'est très astucieux. Dans ce texte, Mme Goor dit encore: « J'ai la tutelle des communes de la région bruxelloise... » Moi j'ajoute: dont beaucoup sont impécunieuses. En outre, il y a le Conseil d'agglomération, lui aussi impécunieux, et, enfin, depuis la rupture du Rassemblement bruxellois, — je reprends le texte de l'article — « le FDF dont l'influence reste prépondérante, voit le PSC assurer par ses voix la relève des libéraux défaillants ».

Il y a donc matière à échange. Vous tenez les cordons de la bourse pour les communes bruxelloises en difficulté, pour l'agglomération en déficit et vous disposez des quelques voix PSC nécessaires au fonctionnement normal de l'assemblée du Conseil d'agglomération, les libéraux en question étant défaillants depuis la rupture du Rassemblement bruxellois.

Donc, Madame, votre phrase s'éclaire merveilleusement: « Peut-on toujours recevoir sans rien donner ? »

Eh bien, j'imagine que par ces promesses engageantes, vous allez un peu acheter l'une ou l'autre jambe cassée FDF à la Chambre des représentants.

M. R. Gillet. — Mme Goor se fait de singulières illusions, Monsieur Perin.

M. Perin. — Vous nous expliquerez cela plus tard, Monsieur Gillet; c'est surtout M. Lagasse qui devra expliquer cela, de même que les députés FDF à la Chambre des représentants.

J'ai peut-être aussi beaucoup d'illusions et je veux voir si la dernière s'écroule et, par conséquent, celle de Mme Goor aussi, de même que celle du Premier ministre.

Madame Goor, rouerie féminine aux étonnants accès (*rires*), vous avez commis, à mon avis, une erreur politique monumentale. Je ne pense pas à ce calcul extrêmement astucieux, car qui se serait aperçu de l'échange si cela s'était conclu dans le silence et si, par malheur, l'un ou l'autre FDF s'était retrouvé avec une jambe cassée ? Rien n'est plus facile que de faire un plâtre creux. Je connais certains étudiants qui ont placé un plâtre autour de leur avant-bras pour ne pas passer

l'examen et qui l'ont retiré, le soir même, pour faire guindaille. (*Rires.*)

On peut, à la Chambre des représentants, mettre un plâtre à un parlementaire FDF, ou bien l'un ou l'autre peut être victime d'une crise de foie subite — je ne fais pas allusion à M. Persoons, je raisonne dans l'abstraction (*rires*) — ou encore quelqu'un peut être retenu si pas aux sports d'hiver, dans une île lointaine, aux Bahamas par exemple.

Les absents « involontaires » — pas d'abstentions; c'est indécent de pousser sur le bouton blanc! — permettent donc à votre projet de passer. Vous survivez. L'agglomération aura ses crédits, de même que les communes en déficit, et les voix du PSC sont acquises pour voter les délibérations du Conseil d'agglomération de Bruxelles.

Mais, Madame Goor, pourquoi avoir raconté cela aux journaux? (*Rires.*) C'est une réaction féminine! Vous avez méconnu l'âme profonde du FDF et le lyrisme épique des réunions de la Madeleine. (*Nouveaux rires.*) Si ces absences ne sont pas révélées, on peut avoir et le lyrisme épique et l'argent pour les budgets.

Mais, si vous faites part à l'avance de votre stratégie, le FDF risque de ne pas faire ce que votre approche personnelle avait astucieusement imaginé. J'en veux pour preuve l'interruption de M. Gillet. Il fait partie de ce souffle épique. Il vient d'ailleurs de se soulever de son siège (*rires*), pour me dire que jamais, le FDF ne se laissera acheter. Le projet risque donc de ne pas passer à la Chambre des représentants, la loi-programme non plus et nous nous retrouvons devant une crise ministérielle. Monsieur le Premier Ministre, vous n'avez eu qu'un sursis.

La conclusion est toujours la même au risque d'être monotone. Vous ne deviez pas tourner le dos à la seule opposition qui a des positions réalistes basant le système belge définitif — ne faisons plus du temporaire, allons au définitif tout de suite — sur les deux grandes communautés, avec un système de solidarité. Je voudrais rappeler que le mot « fédéralisme » est synonyme d'association solidaire. En Allemagne fédérale, il a fallu réformer les finances de façon que les *Länder* riches ne s'isolent pas dans une politique économique et fiscale différente des *Länder* pauvres. Si le même mot est utilisé à des fins purement séparatistes, qu'on le dise et qu'on change franchement de vocabulaire. J'en ai assez des fédéralistes qui sont indépendantistes. Un Wallon que j'ai connu jadis vient de créer un mouvement carrément indépendantiste. C'est son option. Cela a sa logique, son austerité — que les Wallons perdent leurs illusions —, sa fierté. Mais alors, la Belgique n'existe plus. Il faut le dire franchement et l'opinion publique jugera. Mais, utiliser un mot qui, dans le monde entier, signifie « association solidaire » pour mettre fin à une telle association et se séparer purement et simplement, est une hypocrisie qui ne tiendra pas indéfiniment.

Alors, Monsieur le Premier Ministre, votre sort est aléatoire et se jouera en plusieurs étapes.

La première, et non la moindre, sera de passer le cap de l'examen en commission de la Réforme des Institutions du Sénat. Celle-ci va se réunir demain. Certains irrespectueux l'appellent la « commission des crocodiles », parce que ses membres dévorent à belles dents tous les projets de loi des gouvernements successifs. Encore faut-il voir si votre projet passera d'un seul coup. Si vous le découpez en bribes et morceaux, la mâchoire des crocodiles va de nouveau fonctionner.

Si vous franchissez la première étape, vous passerez la seconde puisque vous avez au Sénat la majorité des deux tiers.

Reste à passer le cap de la Chambre des représentants. Si vous le franchissez avec succès, il faudra encore surmonter la difficulté des crédits communautaires pour les exécutifs communautaires. Vous devez, dès fin juillet de cette année, trouver, au sein de votre gouvernement, un accord sur le critère de répartition des crédits.

Si vous franchissez cette étape, vous en avez peut-être jusqu'en 1982, et encore! Mais alors, l'échéance sera 1982 et non pas 1984 comme on l'a promis aux socialistes wallons. Pourquoi? Parce qu'il n'y aura plus de budgets. Aucun indice d'accord sur le financement n'est apparu au cours des dernières discussions. Tout au contraire, les récentes négociations ont mis en évidence un désaccord profond.

Dès lors, je suis désolé de terminer sur une note inquiète et pessimiste: si les étapes que vous vous êtes assignées vous-même, Monsieur le Premier Ministre, sont franchies, ce ne seront pas des étapes vers la rénovation de l'Etat, mais des étapes vers le néant. (*Applaudissements sur les bancs libéraux.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Leemans.

De heer Leemans. — Voorzitter, Ministers en collega's, uit de betoegen die wij vandaag reeds hebben gehoord, blijkt voldoende hoe verschillend de voorstellen van de Eerste minister worden geïnterpre-

teerd. Het is inderdaad voor een democratie een bijna onmogelijke opgave om nog te functioneren wanneer wetgevend werk of politieke dossiers omwille van hun techniciteit, of louter omwille van hun invloed op de publieke opinie, aanleiding geven tot wat wij in de sociologie noemen, zuivere conflictsituaties.

Het conflict verschilt in zoverre van elk ander sociaal probleem dat het alleen oplosbaar is via compromisvorming en niet meer via informatie, communicatie of dialoog, of hoe men deze sociaal-psychologische technieken ook mag noemen.

Het conflict vereist een compromis; elk compromis doet pijn aan degenen die het moeten sluiten omdat in een conflictsituatie nooit één van beide partijen volledig gelijk kan krijgen.

Bij politici of politieke partijen komt dan de verleiding opduiken om op hele simpele thema's in te spelen en interpretaties te geven aan teksten, interpretaties die soms diametraal tegenover elkaar staan. Het volstond de heer Bertrand te beluisteren die de gewestvorming, zoals ze nu is voorgesteld, helemaal niets meer vindt terwijl collega Van der Elst ze een ramp vindt voor Vlaanderen, omdat de huidige voorstellen volgens hem de gewestvorming met drie definitief consacreren.

De vraag stellen wie gelijk heeft, zou niet verstandig zijn. Wij zitten in de moeilijkheden en het is te begrijpen dat in een conflictsituatie deze verschillende interpretaties ontstaan.

Mijnheer de Eerste Minister, wij schrijven vandaag 29 januari en als referentiepunt in dit debat dienen wij 10 januari te beschouwen.

Er is in die tien dagen tussen 10 en 20 januari echter nog veel gebeurd. Uw zorg en hardnekkigheid, Mijnheer de Eerste Minister, had tot gevolg dat in korte tijd weer een stuk geschiedenis werd geschreven, de zo moeilijke geschiedenis van evenwicht en compromis tussen de beide gemeenschappen in dit land. Het zal niet onze laatste evenwichtsoefening zijn, ofschoon ook vandaag nog iedereen hoopt dat we toch even een rustpunt zouden vinden in dit land.

Wanneer uw voorstellen, zoals vervat in de regeringsmededeling, een werkelijke bijdrage zouden kunnen zijn om, al was het maar voor tien jaar, een rustpunt te vinden, zou iedereen in dit land u dankbaar zijn. In het omgekeerde geval weet ik niet wat er zal gebeuren.

Herhaardelijk heb ik op deze tribune en in de commissie voor de Staatshervorming gewezen op het voor de hand liggende feit dat de gesprekken over de tweede, en de zogenaamde definitieve fase, parallel moesten verlopen. We hadden bovendien evenmin een verklarend woordenboek nodig om te begrijpen dat, « voorlopig » en « omkeerbaar » niet konden samengaan. Maar op 10 januari kwam u in hoge mate tegemoet aan de voor ons onoverkomelijke bezwaren door, met de steun van uw Ministerraad, nieuwe voorstellen te formuleren voor de verdere werkzaamheden van het Parlement inzake de staatshervorming.

Het is goed even de vijf punten van 10 januari te herhalen. Ten eerste, met de bespreking van de definitieve fase wordt onmiddellijk begonnen. Ten tweede, de normatieve bevoegdheid van de gewesten ligt lager dan de wet. Ten derde, tijdens de overgangsfase wordt de Grondwet niet gewijzigd. Ten vierde, de persoonsgebonden materies zullen in de overgangsfase nationaal gefinancierd blijven, zo mogelijk volgens de behoeften. Ten vijfde, indien, op 31 december 1982, geen definitieve hervorming is bereikt, wordt teruggevallen op de wet Perin-Vandekerckhove.

Iedereen weet wat na 10 januari is gebeurd. Het blijft voor ons moeilijk te begrijpen waarom deze eerste voorstellen moesten worden geamendeerd. Indien onze partij en de fractie met die voorstellen toch kunnen instemmen, moet deze instemming uitdrukkelijk worden begrepen als een misschien wel pijnlijk ondergaan compromis, maar toch als een goed bedoelde bijdrage van ons tot de zo noodzakelijke en onontkoombare compromisvorming en oplossing, met dien verstande dat we positief wensen mee te werken aan de definitieve staatshervorming in de parlementaire werkgroep. We hopen dat dit vóór einde 1982 tot een resultaat kan leiden en bovendien dat de financiering van de beide gemeenschappen en het hoofdstedelijk gebied ook zijn beslag kan krijgen, zo mogelijk nog vóór einde 1982. Die financiering zou gebaseerd moeten zijn op de principes van de eigen verantwoordelijkheid en de wederzijdse solidariteit van de gemeenschappen en het hoofdstedelijk gewest.

Het is misschien moeilijk nog eerlijk en enthousiast te zijn.

Misschien zeggen we het te veel omfloerst en te onduidelijk in de conflictsituaties waarin we zijn terechtgekomen. Ik meen toch te mogen stellen dat onze fractie oprecht streeft naar een definitieve oplossing en die is dan toch door de jongste voorstellen weer tot de reële mogelijkheden gaan behoren. Ik moet hier niet meer herhalen wat reeds vorige jaren door diverse collega's van onze fractie werd geformuleerd betreffende de tweede en de definitieve fase. Wij hebben steeds aangedrongen op de definitieve fase. Nu we weten dat de

voorlopige totaal omkeerbaar wordt, is het de taak zo snel mogelijk de definitieve fase te bespreken in de parlementaire werkgroep.

M. R. Gillet. — Vous changez souvent d'avis !

De heer Leemans. — Het Parlement zal ditmaal moeten bewijzen, zoals tien jaar geleden, dat het zijn taak en verantwoordelijkheid als constituant aankan.

Onze fractie is overigens de mening toegedaan dat in ieder geval, wat er ook moge gebeuren — er is de jongste uren al zo veel allusie gemaakt op wat kan geschieden —, de volgende legislatuur ook constituant moet zijn, zo we nog niet tot de definitieve oplossing mochten zijn gekomen en dat daartoe de nodige wettelijke waarborgen dienen te worden ingeschreven in de voorlopige wetsontwerpen nrs. 261 of 262.

Uw regeringsmededeling heeft voor de Senaat wel een bijzondere betekenis omdat in tegenstelling tot andere verklaringen of mededelingen van de regering ons nu wel wetsontwerpen bekend zijn en die wetsontwerpen voor het grootste deel een vertaling bedoelen te zijn van uw mededeling. De teksten werden vorige week in de commissie rondgedeeld en vanmorgen hebben we de laatste amendementen ontvangen zoals reeds werd gezegd.

Vandaag verwacht u van ons dat we de politieke evenwichtsmomenten onderschrijven, maar tevens onthouden we uit uw verklaring dat, ofschoon de teksten werden ingediend, dat u de normale parlementaire behandeling van deze teksten mogelijk en nodig acht. De werkzaamheden van de commissie waren — wat men ook moge zeggen over cursussen in staatsrecht of krokodillen — tot nog toe best constructief. Wij zullen in dezelfde geest verder werken, ook al hebt u de vroegere ontwerpen grondig moeten amenderen.

De heer Vanderpoorten. — Er komt dus niets van terecht.

De heer Leemans. — Het is evident dat de voorstellen vervat in uw mededeling in de fractie heel wat vragen en opmerkingen hebben opgeroepen. Ik zal trachten ze kort te resumeren.

M. R. Gillet. — C'est ainsi que cela commence.

De heer Leemans. — De gestelde suprematie van de wet op de ordonnantie roept vele problemen op. Naar onze mening is het wenselijk dat hieromtrent het advies van de Raad van State wordt gevraagd, meer in het bijzonder over de vraag of een gehele of gedeeltelijke opheffing bij wet met gewone meerderheid kan gebeuren, alsook betreffende de vraag of de toepassing van de alarmprocedure van artikel 38bis van de Grondwet niet de opschorting van bedoelde ordonnantie tot gevolg moet hebben.

Wij onderkennen in uw voorstel een bevestiging van het eigensoortige statuut van het hoofdstedelijk gebied Brussel, onder meer in de alarmprocedure van de Brusselse gewestraad en de gescheiden lijsten van bevoegdheden. Hij wil de fractie voorkomen dat in het wetsontwerp 261 beide lijsten van bevoegdheden in twee afzonderlijke artikelen dienen ondergebracht te worden. We betreuren dat in de huidige fase niet meer garanties voor de Vlamingen konden worden ingebouwd, vooral dan op gemeentelijk vlak, wat met het oog op de gemeenteraadsverkiezingen van 1982 toch zeer belangrijk moet worden genoemd.

M. R. Gillet. — Voilà la réponse à votre discours, Monsieur Delmotte. Ils commencent à changer d'avis !

De heer Leemans. — Misschien zal blijken dat het Brussels gewest moeilijk regeerbaar is en wellicht komt men tot geen beslissingen. Wij kunnen ons moeilijk voorstellen dat men jarenlang met voorlopige twaalfden zal blijven werken.

Het zal voor ons een bewijs te meer zijn om snel tot de definitieve fase te komen ten einde een definitief statuut te kunnen uitwerken voor dit hoofdstedelijk gebied, waar agglomeratie, provincie, gewest en hoofdstad duidelijk om een eigen statuut vragen. Van de financieringsproblemen hebt u in uw voorstellen een kernprobleem gemaakt en terecht. Alleen reeds het vervallen van het dotatiesysteem op 31 december 1982 zal ons dwingen tot een definitief gesprek over de financiering van de beide gemeenschappen en het hoofdstedelijk gebied en wel op een zulkdanige wijze dat elke entiteit de eigen verantwoordelijkheid draagt, maar toch ook dat het principe van wederzijdse solidariteit behouden blijft. Dit belet niet dat meer dan ooit dit Parlement de begrotingen nauwkeurig zal moeten analyseren, want de gemeenschaps- en gewestelijke oefeningen — als ik mij zo mag uitdrukken — gaan verder.

M. R. Gillet. — N'y a-t-il plus trois régions ?

De heer Leemans. — Denken wij maar aan het wetenschapsbeleid en de ontwikkelingssamenwerking om niet te spreken over de vele kapitaaluitgaven met communautaire of gewestelijke dimensies.

Wat de persoonsgebonden materies betreft in de voorlopige fase, is de fractie van mening dat enerzijds de verdeling der kredieten best kan gebeuren zoals in het verleden, dat wil zeggen op basis van de behoeften zoals deze kunnen worden afgelezen uit de begrotingen van vorige jaren of misschien, zoals uit onze gesprekken ook bleek, nog het best op basis van het bevolkingspercentage.

Anderzijds moet het besluitvormingsmechanisme duidelijk zijn. U stelt, ik citeer: « Dat de kredieten en de bestemming ervan voor de persoonsgebonden materies zullen beslist worden door het nationaal parlement op voorstel van de gemeenschapsexecutieven ». Deze procedure zal snel uitgewerkt dienen te worden, want reeds nu zijn in onze senaatscommissies begrotingen ter bespreking gesteld waarin heel wat posten voorkomen die tot deze persoonsgebonden materies behoren. We zullen dus niet anders kunnen dan deze begrotingen goed te keuren met een zeker voorbehoud, zolang de procedure niet duidelijk is.

Ik hoef u immers niet te zeggen, Mijnheer de Eerste Minister, dat we zeer tevreden zijn dat teruggekomen is op de aanvankelijke verdelingscriteria.

We blijven in deze voorlopige fase voorstander van de asymmetrische formule, ook al weten we dat dit grondwettelijke problemen kan oproepen. We willen met u naar de formules zoeken die grondwettelijk verdedigbaar zijn en de Nederlandse Cultuurraad moeten in staat stellen om de gewestelijke bevoegdheden uit te oefenen.

Het probleem van de politieke verantwoordelijkheid der verschillende executieven blijft gesteld. Vorig jaar juni was ons antwoord op uw vraag reeds communautair gekleurd. Dit zal zo blijven nu en we onderschrijven dus uw stelling dat de executieven in ieder geval tot eind 1982 binnen de regering blijven, maar daarmee is nog geen afdoende antwoord gegeven op deze dubbele politieke verantwoordelijkheid. Reden te meer, nogmaals, om zeer snel op te schieten met de definitieve oplossingen.

Tenslotte blijft onze fractie zeer bezorgd over de ganse sociaal-economische problematiek. Wij zijn vooral bekommerd om de behandeling van de zogenaamde programmawet in de Kamer van volksvertegenwoordigers, omdat wij weinig of niets weten over de vooruitgang van de behandeling van deze wet in de Senaat. Wij zijn ook vooral bezorgd omdat beide wetsontwerpen betreffende de voorlopige gewestvorming en de programmawet anderzijds blijkbaar voor sommigen totaal gebonden moeten worden behandeld. Wij kunnen ons niet inbeelden dat de ene Kamer zich bemoeit met, laat staan druk uitoefent op de andere Kamer, wat haar werkzaamheden betreft. Wij zullen dit nooit aanvaarden.

De heer Vanderpoorten. — Dus geen parallelisme !

De heer Leemans. — Neen, Mijnheer Vanderpoorten.

M. Vanderpoorten. — Vous l'avez entendu, Messieurs les socialistes !

De heer Leemans. — Mijnheer de Eerste Minister, misschien zal ook deze grondwetsherziening maar goed zijn voor tien jaar. Belangrijk is echter dat wij gezamenlijk tot een rustpunt kunnen komen, gedragen, hoe moeilijk het ook lijkt, door een vernieuwd wederzijds vertrouwen en ruimte, politieke ruimte, om onze eigen en gemeenschappelijke problemen, vooral deze van sociaal-economische aard, op te lossen.

Elk compromis doet pijn, vraagt enorm veel vertrouwen. Dit vertrouwen wil onze fractie u vandaag toch nog met overtuiging schenken. (Applaus op sommige banken van de meerderheid.)

M. le Président. — La parole est à M. Lagasse.

M. Lagasse. — Monsieur le Président, chers collègues, la première partie de mon intervention, qui sera du reste la moins brève, s'adresse essentiellement au Premier ministre.

Monsieur le Premier Ministre, avant tout je désire compatir... Car, décidément, votre nouveau gouvernement paraît né sous une mauvaise étoile. A peine formé, il attire les nuages les plus sombres; son programme et son calendrier sont déjà remis en question ou tout au moins sujets à controverse au sein de votre majorité. M. Brouhon dit ceci, M. Blanckaert dit le contraire, M. Leemans vient du reste de reconnaître la grande diversité des interprétations et, pour confirmer

la chose, il nous a donné un son de cloche totalement différent de celui que M. Delmotte nous avait fait entendre ce matin.

Monsieur le Premier Ministre, croyez que nous vous plaignons. Dans quel guépier vous êtes-vous donc fourré ?

Il y a cinq jours à peine, vous êtes venu ici à la tribune lire votre nouvelle « déclaration gouvernementale ». Et immédiatement après, dimanche matin, lors d'émissions de la BRT et de la RTBF, le président de votre parti, dans des déclarations mielleuses dont il a le secret, nous explique qu'il prend ses distances : Ce nouvel accord, il n'a pas été associé à son élaboration ; il va de soi que ses parlementaires conservent une totale liberté ; ils doivent pouvoir juger en connaissance de cause et apprécier la qualité d'un travail qui, dit-il, semble avoir été fait avec quelque précipitation...

M. Tindemans, une fois de plus, fait la fine bouche. De surcroît, il s'en prend, en des termes que je ne qualifierai pas, au président du parti socialiste, lequel, sauf erreur, est toujours associé à la coalition gouvernementale. Décidément, chez M. Tindemans cela devient une maladie. A peine a-t-il obtenu de vous, Monsieur le Premier Ministre, l'essentiel de ce que réclamait le dernier congrès de son parti, qu'il recommence à vous harceler, à vous demander ceci et cela. Il doit en tout cas prendre le temps de réfléchir, nous explique-t-il.

Je croyais, Monsieur le Premier Ministre, que l'expérience vous avait « appris », comme on dit familièrement. En tout cas, nous vous avions prévenu : une fois que l'on est devenu l'otage du mouvement flamand, on n'en sort pas indemne.

Que s'est-il passé ? Après le congrès du CVP du 16 décembre dernier, le FDF vous avait, ici même, le 19 décembre, demandé de façon précise si oui ou non, vous entendiez exiger de chacun des membres de votre équipe le respect des engagements fondamentaux pris dans la déclaration gouvernementale d'avril dernier. Oui ou non, cette déclaration sera-t-elle appliquée ? Et nous précisions la question par une série de points, notamment en ce qui concerne la valeur de loi à reconnaître aux ordonnances comme aux décrets, principe admis depuis des années, même par un congrès du CVP. Oui ou non, demandions-nous encore, êtes-vous prêt à demander à tous les membres de votre majorité qu'ils refusent toute discrimination aux dépens de la région bruxelloise ?

Le lendemain, Monsieur le Premier Ministre, vous avez répondu, de façon non équivoque, au nom du cabinet de politique générale, et je reprends vos termes : « la réforme irréversible » — le qualificatif est revenu trois fois dans votre réponse — « sera réalisée comme prévu ». Vous envisagiez même « d'accentuer le caractère irréversible de cette deuxième phase » en cherchant, si un accord était possible, à y intégrer certains éléments supplémentaires nouveaux qui, dans la déclaration gouvernementale, avaient été rattachés à la troisième phase, à la réforme définitive.

Il était donc bien entendu — vous vous étiez exprimé de façon franche et loyale — que tout ce qui figurait dans le pacte et qui était à la base de la formation du gouvernement précédent, serait entièrement respecté et ne serait modifié ni directement ni indirectement. La seule nouveauté proposée était d'y intégrer éventuellement des éléments supplémentaires : « Si, dans les trois semaines à venir, un accord pouvait être réalisé entre tous les partis associés au gouvernement sur tel ou tel point complémentaire, pourquoi ne pas l'intégrer à la deuxième phase ? »

Il était entendu que la recherche de ces accords complémentaires ne pouvait aucunement constituer une cause de retard dans la réalisation de la deuxième phase transitoire et irréversible : rendez-vous était pris pour le 9 janvier, date à laquelle la commission sénatoriale de Révision de la Constitution et des Réformes des Institutions devait se réunir.

Le 9 janvier, Monsieur le Premier Ministre, vous étiez au rendez-vous : mais, au lieu de nous dire avec franchise et loyauté que la recherche d'un accord complémentaire n'avait pas abouti et au lieu d'inviter le Parlement à reprendre, sans plus tergiverser, ses travaux dans le respect des accords d'avril, vous avez annoncé à vos ministres que vous changiez votre fusil d'épaule et que vous modifiez radicalement le projet. Vous avez par ailleurs laissé entendre que c'était à prendre ou à laisser, votre parti en ayant ainsi décidé.

Qui peut contester qu'il y ait eu un changement radical ? En effet, vous faisiez savoir, de la façon la plus claire, qu'il n'y aurait plus de phase « transitoire et irréversible ». Vous changiez de vocabulaire : il s'agirait d'une réforme purement temporaire et les projets devaient être allégés ; cette réforme, expliquait-on, serait essentiellement « réversible ». A l'analyse, votre nouvelle proposition se présentait comme le contraire de l'autonomie des régions.

Eh oui jeudi dernier, dans la communication que vous nous avez lue, vous avez, sans rire, prétendu qu'il n'y avait pas eu de nouvelles négociations, qu'aucun nouvel accord n'avait été négocié au sein du

gouvernement et que vous restiez fidèle à la déclaration gouvernementale d'avril.

Je me demande, Monsieur le Premier Ministre, qui, à ce moment, vous tentiez de convaincre. Nous avons lu la presse : dès le lendemain, même celle qui vous est la plus favorable ne manquait pas de remarquer que l'essentiel de votre communication de 20 minutes avait eu pour objectif d'expliquer les modifications successives résultant des négociations qui se sont déroulées du 5 au 19 janvier.

Les choses sont établies : de nouvelles négociations, il y en a eu ; des modifications profondes, il y en a eu ; c'est un vrai démantèlement de la deuxième phase, il ne reste pratiquement rien des engagements d'avril 1979 !

Ces engagements d'avril 1979 étaient axés sur la deuxième phase de la réforme, qualifiée de « transitoire et irréversible ». C'était en quelque sorte le plat de résistance de la déclaration gouvernementale du mois d'avril dernier. Et Dieu sait, si, pendant neuf mois, on a glosé sur ces deux qualificatifs ! Vous avez personnellement expliqué, Monsieur le Premier Ministre, que « transitoire » signifie que l'on se dirige vers une orientation précise sur laquelle on ne reviendra pas, et que cette réforme serait « irréversible » car il était essentiel qu'un certain nombre de choses ne soient plus remises en question. Tous les membres du gouvernement ont abondé dans ce sens. Il était entendu notamment que cela signifiait la reconnaissance de trois régions égales en droit, des ordonnances ayant valeur de lois, des communautés compétentes pour toutes les matières personnalisables.

Voici maintenant qu'à l'autopsie ou plutôt — je vais peut-être un peu trop vite ! — à l'inventaire, non seulement vous rejetez tout caractère irréversible, non seulement vous dites que tout pourra être remis en question, mais encore, ouvertement, sans réticence, vous affirmez que les ordonnances régionales n'auront pas la valeur d'une loi, vous rompez le parallélisme entre ordonnances et décrets. Vous dénaturez ainsi les ordonnances régionales telles qu'elles avaient été admises par tous — y compris le CVP — depuis trois ou quatre ans.

En outre, vous amorcez une discrimination aux dépens de Bruxelles comme troisième région, d'une façon qui se veut astucieuse, certes, mais tout le monde sait où cela devrait conduire.

Vous instituez, pour le surplus, un régime de territoire d'Etat, de *Rijksgebied*, pour tout ce qui concerne ce que l'on appelle le communautaire à Bruxelles.

De surcroît — et cela n'a peut-être pas été suffisamment souligné —, le nouveau gouvernement nous annonce que la formule des exécutifs intégrés au gouvernement central, et non responsables devant leur assemblée régionale, subsistera jusqu'en 1982 : ce qui est contraire aux résolutions adoptées par le Sénat et par la Chambre au mois de juillet dernier, et directement contraire à l'essence même d'un régime fédéral.

Je ne développerai pas ces derniers points. Notre collègue Serge Moreaux est inscrit dans la discussion et en parlera tout à l'heure. Je ne doute pas que ces aspects particulièrement importants retiendront votre attention.

Il serait aisé de montrer que ces modifications substantielles apportées dans l'accord du 16 janvier ont toutes été inspirées directement par les résolutions du congrès CVP du 16 décembre dernier. On ne le répètera jamais assez : c'est ce congrès qui est le véritable responsable de l'échec du gouvernement Martens I.

De heer Jorissen. — Wat schiet er nog van over ?

M. Lagasse. — Peut-être est-il bon que j'ouvre ici une parenthèse. Je viens de parler de votre premier gouvernement, Monsieur Martens. Je sais que vous n'appréciez guère cette expression et que vous n'aimez pas que l'on parle de deuxième gouvernement Martens. Vous vous évertuez, semble-t-il, à faire croire que c'est toujours le gouvernement créé en avril dernier qui se maintiendrait...

Qui espérez-vous ainsi illusionner ? C'est évidemment un nouveau gouvernement qui se présente aujourd'hui devant le Parlement, qui a demandé la semaine dernière la confiance à la Chambre des représentants et la demande ce soir au Sénat. C'est une coalition politique différente, et nous avons même eu droit de voir la photo de famille publiée dans les journaux. Cette coalition repose sur une autre majorité parlementaire, laquelle ne représente pas les deux tiers à la Chambre des représentants, et ne bénéficie plus de l'appui même d'une majorité simple de la troisième région...

Alors, Monsieur le Premier Ministre, que vous faut-il de plus pour justifier l'appellation de nouveau gouvernement, de gouvernement Martens II ? Pourquoi essayer de cacher cette réalité ? Certains s'en trouveraient-ils gênés ?

Le 16 janvier, il est vrai, le Premier ministre n'a pas remis sa démission au Roi... et cela aussi l'opinion publique le lui reproche. En

effet, Monsieur le Premier Ministre, dès lors que vous constatiez le refus du CVP de s'en tenir à l'accord gouvernemental, par trois fois approuvé par une majorité parlementaire constitutionnelle, vous deviez, selon la coutume constitutionnelle, présenter la démission de votre gouvernement, quitte à vous voir chargé immédiatement de la formation d'un nouveau gouvernement, qui pouvait fort bien être la coalition quadripartite que l'on nous présente aujourd'hui. Le résultat eût été le même, mais les règles eussent été respectées ! Eh non, vous avez préféré faire révoquer par le Souverain les ministres du parti qui entendait rester fidèle à ses engagements ! Permettez-moi de vous dire que jusqu'alors vous nous aviez habitués à jouer franc-jeu : nous regrettons profondément le dernier épisode de votre roman-feuilleton.

Quoi qu'il en soit, vous présentez aujourd'hui au Parlement une nouvelle équipe et un nouveau programme. Il ne peut être question, vous le comprendrez, pour notre parti, vu le caractère profondément différent de ce programme, de se considérer lié si peu que ce soit par vos nouvelles propositions. Celles-ci n'ont donc pas, dans l'état actuel des choses, la majorité des deux tiers à la Chambre. Il est possible, il est vrai, que comme l'un de vos prédécesseurs, M. Eyskens, en 1970, il est possible que vous ayez la chance de trouver... comment dire pour ne pas choquer... un « dupé magnifique »... Il n'empêche qu'aujourd'hui vous n'avez plus la majorité constitutionnelle.

Notre accord d'avril portait sur un ensemble équilibré résultant de concessions réciproques pour lesquelles, on nous l'a souvent rappelé, il avait fallu de très longues négociations. Cet équilibre, votre parti l'a rompu. Ne comptez en aucune façon sur notre appui pour faire passer votre fausse régionalisation.

M. Perin. — Et pour les crédits budgétaires ?

M. Lagasse. — Je m'en voudrais de laisser à M. Perin ou à n'importe qui d'autre, la moindre illusion à cet égard. Et spécialement pas au nouveau ministre des Affaires bruxelloises. (*Sourires.*)

Récemment, j'ai lu certaines de ses déclarations, dans une excellente presse. Je sais que le nouveau ministre des Affaires bruxelloises est extrêmement affable..., mais il ne connaît pas bien, je crois, le premier parti de Bruxelles : depuis la fondation de notre parti, il y a seize ans, nous n'avons jamais troqué un principe contre un plat de lentilles. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

Mme Goor-Eyben, Ministre de la Région bruxelloise. — Je désire apporter une précision, Monsieur le Président, je n'ai pas interrompu M. Perin quand il a fait allusion à une conversation que j'ai eue avec un journaliste. Nous parlions à ce moment-là du fonctionnement de l'assemblée régionale bruxelloise, et à aucun moment je n'ai évoqué avec lui, ni une majorité des deux tiers, ni une décision quelconque du Parlement national. Je tiens à faire cette mise au point. Il s'agissait d'une interview où j'ai uniquement parlé du fonctionnement de l'assemblée régionale bruxelloise, fonctionnement auquel, je le suppose, le premier parti de la région bruxelloise dont parle M. Lagasse est tout aussi attaché que les autres partis de Bruxelles.

M. Lagasse. — Je vous remercie de cette mise au point.

M. Perin. — Cet article est paru dans un journal *Le Soir* le 25 janvier, Monsieur Lagasse.

M. Lagasse. — Pour l'instant je préfère savoir de source directe ce que pense le nouveau ministre des Affaires bruxelloises, et je veux croire, puisque Mme Goor vient d'évoquer l'assemblée des parlementaires bruxellois, qu'elle n'hésitera pas à convoquer cette assemblée dans les tout prochains jours, comme c'est d'ailleurs son devoir aux termes de la déclaration gouvernementale. Je suis persuadé qu'à ce moment-là, le premier parti de Bruxelles sera présent et lui expliquera clairement de quelle façon il envisage l'avenir de notre région. (*Applaudissements sur les bancs FDF-RW.*)

Pour le surplus, je voudrais confirmer que le groupe FDF-Rassemblement wallon participera à la nouvelle commission, — une de plus ! — qui étudiera la réforme de l'Etat, phase définitive, comme il continuera aussi à participer à la commission paritaire pour la coexistence harmonieuse des deux communautés de ce pays. Sauf erreur, cette commission existe toujours. En tout cas, l'arrêté qui l'a créée n'a jamais été rapporté. J'ai vérifié dans le *Moniteur* ces derniers jours.

M. Vanderpoorten. — Si ! Si !

M. Lagasse. — Vous dites que le *Moniteur* a annoncé l'abrogation de l'arrêté royal qui a créé la commission, appelée familièrement Copaco ? N'aurais-je pas bien lu ?

De heer Jorissen. — U moet die alle dagen lezen van A tot Z.

M. Lagasse. — Vérification sera faite. Au reste, M. le Premier ministre nous dira sans doute, tout à l'heure, ce qu'il en est et quel est le rôle qui resterait confié à cette commission — qui en vertu de textes précis était tenue de déposer son rapport avant le 15 mai prochain. Mais je reviens un instant à la nouvelle commission pour l'étude de la réforme définitive : pour que les discussions aient quelque chance d'aboutir, il nous paraît indispensable d'organiser préalablement une concertation étroite entre tous les parlementaires francophones. Et ceci me permet de passer à la deuxième partie de mon intervention, qui s'adresse essentiellement à nos collègues francophones.

Mes chers collègues, je me tourne vers vous non certes avec l'espoir d'influencer le vote que vous serez amenés à émettre tout à l'heure. Nous savons comment les choses se passent dans les partis traditionnels. Mais là n'est pas l'essentiel. Pour notre communauté française, la question primordiale, c'est celle qui se présentera, à vous comme à nous, dans quelques semaines. Tout ce qui se fait aujourd'hui n'est que bois de rallonge, vous le savez aussi bien que moi. Des déclarations toutes récentes de M. Tindemans, il faut conclure que ce n'est pas du bois de première qualité et que la rallonge ne vous conduira pas très loin.

Je sais ce que vous pensez en votre for intérieur et si même j'avais des hésitations, je n'aurais qu'à relire le très beau discours prononcé ici, il y a cinq semaines, par M. Sweert. J'en reprends quelques extraits : « Le programme du gouvernement », disait M. Sweert avec conviction, « a fait l'objet de longues négociations et s'est concrétisé dans l'accord du 1^{er} avril 1979. Cet accord constitue un contrat que toutes les parties en cause doivent respecter à partir du moment où elles l'ont approuvé. Les instances de chacun des partis de la coalition gouvernementale ont marqué leur accord. C'est pourquoi les parlementaires qui soutiennent le gouvernement ont voté la confiance à deux reprises sur base de cette déclaration gouvernementale ».

Et M. Sweert ajoutait : « Nous sommes fondés d'exiger que chacun des partenaires honore le contrat qu'il a signé et qu'il en réalise le contenu, et je voudrais dire pour ce qui concerne le groupe socialiste que nous restons indéfectiblement attachés à la réalisation de l'accord et que nous ne pourrions admettre des modifications qui n'auraient pas été acceptées par toutes les parties de la majorité. »

Rappelant l'article 107^{quater} et sa substance, M. Sweert poursuivait, toujours au nom du groupe socialiste : « Toute décision qui viendrait à méconnaître ou à remettre fondamentalement en cause les solutions acquises dans le passé, solutions pour lesquelles des contreparties ont déjà été données, ne pourrait aboutir à l'apaisement communautaire que nous souhaitons tous mais, au contraire, serait une nouvelle source de conflits peut-être plus graves. L'accord de gouvernement constitue un équilibre qu'il a été malaisé d'édifier. Il constitue un consensus minimum. Celui qui romprait cet équilibre prendrait pour l'avenir une des plus lourdes responsabilités. » Et le *Compte rendu analytique* relate des applaudissements sur de nombreux bancs.

Eh oui, mes chers collègues, vous êtes toujours convaincus de cela ! Mais en même temps, vous devez constater que la nouvelle déclaration gouvernementale non seulement modifie, non seulement rompt cet équilibre laborieusement établi, rompt avec le programme du 1^{er} avril 1979, mais aussi qu'il a été l'occasion d'expulser le FDF du gouvernement. Tout cela, vous le saviez depuis longtemps, puisque vous lisez les journaux comme moi. Vous saviez que l'idée fixe du CVP était de jeter hors du gouvernement la formation politique à laquelle j'appartiens. Et vous savez aussi, mes chers collègues, qu'au prochain tournant ce sera au tour du parti socialiste. Les indices existent déjà, des déclarations sont faites, ici et là. Bientôt on vous expliquera, que sais-je ? on vous dira que le parallélisme entre la loi-programme et le vote de la régionalisation est une absurdité, une stupidité et que des gens raisonnables comme vous ne peuvent maintenir de pareilles positions...

M. Delmotte. — Monsieur Lagasse, vous avez entendu la déclaration du Premier ministre, vendredi dernier.

M. Lagasse. — Oui, nous l'avons entendue, mais nous connaissons aussi les commentaires qui en ont été faits sur les bancs du CVP, à la Chambre et au Sénat. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

M. Delmotte. — Si le CVP et son chef de groupe, M. Leemans, ne sont pas d'accord avec la déclaration du Premier ministre, ils n'ont qu'à émettre un vote de méfiance tout à l'heure. Moi, j'ai ce que je souhaite, dans le cadre de la déclaration (page 18), « et progressent d'un même pas ».

M. Lagasse. — Je suis heureux de vous entendre souligner la chose, mais je dois vous rappeler qu'à trois reprises déjà le CVP a marqué son accord, qu'à trois reprises il a rompu cet accord et que malgré tout, M. Martens continue.

De heer Jorissen. — Dat doet gij ook.

M. Lagasse. — Bien sûr, on va vous expliquer que ce parallélisme est impossible à défendre, que c'est une ineptie... Je ne sais trop quelles « barrachinades » on vous sortira...

M. M. Toussaint. — C'est déjà fait cela, M. Leemans l'a dit il y a un instant.

M. Lagasse. — On vous dira de songer au franc, à la situation économique, aux événements internationaux, on vous pressera : faites un effort, encore un renoncement pour que le gouvernement puisse continuer... C'est cela qui vous attend; vous le savez bien. Et si je vous dis cela, à présent, ce n'est aucunement dans un esprit polémique, c'est parce que nous entendons prendre date et nous voulons nous retrouver avec vous dans quelques semaines ou au plus tard dans quelques mois. Sera-ce à Pâques? (*Vives exclamations.*)

M. Vanderpoorten. — Dans l'opposition?

M. Lagasse. — D'abord il fut question du 15 février; très vite on a parlé de fin février et ensuite de fin mars. Je crois maintenant qu'il s'agit du 1^{er} avril. Monsieur le Premier Ministre, c'est votre date préférée, n'est-ce pas? Et après tout, peu importe! Il y a une échéance et cette échéance est proche. Je vous le dis, Martens II durera moins que Martens I.

Telle est la situation grave devant laquelle nous allons tous nous trouver dans quelques mois.

Je ne vais donc pas polémiquer avec M. André, porte-parole du PSC; je ne répliquerai pas aux propos qu'il a tenus tout à l'heure, parce que nous devons nous retrouver également avec son parti. A ce moment-là, nous allons provoquer une concertation de tous les partis francophones parce que, en dehors d'une position commune, vous le savez, une négociation avec la communauté flamande ne peut plus aboutir aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs du FDF.*)

C'est dans la mesure où nous aurons décidé des solutions communes que nous deviendrons nous-mêmes.

De heer Jorissen. — Het is te hopen in elk geval dat deze regering geen resultaat haalt.

M. Lagasse. — Chers collègues, nous aurons constamment présente à l'esprit cette échéance prochaine, cette nouvelle rencontre. Et vous devez vous y préparer comme nous nous y préparons. C'est pourquoi nous allons éviter toute espèce de polémique; vraiment, ce n'est pas l'heure de nous déchirer. Cela ne servirait à rien.

Je sais, on a dit de notre parti qu'il était « juvénile ». Eh bien, j'accepte; oui, nous sommes un parti juvénile. On a cru devoir ajouter que notre parti était « fragile ». Je ne répliquerai pas. Tout le monde sait que jamais nous n'avions recueilli autant d'affiliations nouvelles que depuis quelques jours. On a ajouté que ce parti juvénile et fragile était « tombé dans le piège du CVP ». Mes chers collègues, je m'adresse surtout aux plus âgés d'entre vous et je fais appel à leurs souvenirs. Tous ceux qui ont vécu les mois de mai et juin 1940 se rappelleront qu'à ce moment-là, pour éviter d'être encerclés et assujettis, il a fallu prendre ses distances, il a même fallu réembarquer : pour préparer la journée du 6 juin 1944. Le piège tendu alors par nos adversaires était, pour les dirigeants politiques, de rester ici à Bruxelles; le piège était de rester à Vichy; le piège était d'aller à Montoire. Tout le monde ne s'en est pas rendu compte immédiatement, en 1940. Certains ont compris plus vite. Mais, peu à peu, les yeux se sont ouverts et finalement, une vaste alliance s'est refaite, qui a restauré et la liberté et la démocratie.

C'était là l'essentiel. Eh bien, oui, une vaste alliance des francophones de ces pays est la pensée première qui doit nous guider, les uns et les autres, au moment où se multiplient les discours qui indiquent clairement que leur premier objectif est la dislocation de notre communauté française pour mieux isoler la Wallonie.

Mes chers collègues, c'est ensemble que la Wallonie et Bruxelles entendent réclamer une réelle autonomie. C'est ensemble qu'elles sont à même de l'obtenir.

C'est pourquoi nous serions impardonnables si, dans la péripétie actuelle, nous nous laissions aller à de vaines polémiques, à de vaines querelles. (*Applaudissements sur les bancs du FDF et sur quelques bancs libéraux.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Jorissen.

De heer Jorissen. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Mevrouw en Heren Ministers, geachte collega's, ik ben blij dat de voorzitter opnieuw aansloot bij een oude traditie mij te laten spreken na de heer Lagasse. Dat komt omdat wij altijd ongeveer hetzelfde zeggen.

Nu moet ik wel toegeven dat de heer Lagasse mij aangenamer is in de oppositie dan wanneer zijn partij in de regering zit.

Ik hoor hem alleen niet graag spreken over woordbreuk omdat als er één partij is die niet alleen haar woord breekt, maar vooral geen enkele taalwet eerbiedigt, het wel zijn partij is.

De heer Boey, ondervoorzitter, vervangt de heer Robert Vandekerckhove als voorzitter

He zal wel geen verbazing wekken wanneer we hier met een *understatement* stellen dat wij geenszins kunnen berusten in het jongste akkoord dat de Eerste minister heeft afgesloten met de Franstalige partijen. Een vermoeide Eerste minister blijkbaar, zo we nog een verontschuldiging zoeken, want ze hebben in dit akkoord niets goeds maar veel rampzaligs gevonden voor onze Vlaamse volksgemeenschap. Naast hem waren wakkere francophonen aan het werk want ze hebben met één slag de oogst binnengehaald die hen mandenlang door heel de Vlaamse politieke gemeenschap werd ontzegd. « Maar zij wonnen wat zij wilden », zo sprak — meen ik althans — Van Rijswijk eens.

Het huidige akkoord, met de drie gewesten en met de dotaties, is een stuk slechter dan het Egmontakkoord.

M. R. Gillet. — C'est trop bête!

De heer Jorissen. — Deze keer kregen de Vlamingen niets, zelfs geen persoonsgebonden materies.

Thans heeft de minister de Franstaligen niets kunnen weigeren.

Hij heeft zelfs geen verbetering kunnen brengen in de samenstelling van de regering op het gebied van de taalverhoudingen, want andermaal is niet alleen het aantal ministers, Eerste minister inbegrepen, gelijk op beide taalrollen, doch ook het aantal staatssecretarissen.

De heer Martens, Eerste Minister. — De Eerste minister uitgezonderd!

De heer Jorissen. — Dat is dan juist.

De Eerste minister heeft daarbij Vlaanderen nog het geschenk gegeven van de bevoegdheidsuitbreiding van de minst geliefde minister in Vlaanderen, de heer Gramme, tot het wetenschapsbeleid.

De heer Martens, Eerste Minister. — De heer Gramme is een Franstalige minister die zeer goed Nederlands spreekt.

De heer Jorissen. — Ik heb het hem mee geleerd. Dat zal dus wel.

De heer Martens, Eerste Minister. — Juist daarom.

De heer Jorissen. — Dat was een neutrale operatie.

In deze nieuwe functie kan hij trouwens onmiddellijk een uitstekende medewerker aanwerven in de persoon van de heer Happart, die in zich de kwaliteiten verenigt van een goed pomoloog en van een goed polemoloog.

Mevr. D'Hondt-Van Opdenbosch. — Dat meent u toch niet?

De heer Jorissen. — Natuurlijk niet, maar hij zou dat kunnen doen.

Om de regering, in de gewijzigde vorm, toch maar te handhaven heeft men daarbij niet gearzeld paniekerige geruchten over de frank te verspreiden of te laten verspreiden. Dat dit deze frank geen deugd deed scheen slechts een geringe bekommernis. Hoofdzakelijk scheen dat deze regering kon aanblijven.

We zeggen wel aanblijven, eerder dan werken, want de zo noodzakelijke sanering van de financiën, het zo noodzakelijk uitvoeren van een programmawet wordt telkens verschoven en afhankelijk gemaakt van andere voorwaarden, zodat we de slechtste dorpspolitiek krijgen op het hoogste niveau.

De CVP speelt zoals gewoonlijk een dubbel spel. Ze aanvaardt het akkoord en gaat het dan aanklagen.

Ondertussen stellen we vast dat de regeringspolitiek op sociaal-economisch vlak tot nog toe een flagrante mislukking was en dat

dreigt te blijven: de werkloosheid wordt niet verholpen; de frank blijft in wankelbaar evenwicht; ons deficit op de handelsbalans blijft en thans dreigt de inflatie weer op hol te slaan.

Nochtans wordt het land nu bestuurd door een Rooms-rode coalitie, de vertegenwoordigers van de twee grootste politieke families, zoals dat in het Belgisch jargon heet. Zij hebben de jongste maanden de volle maat gegeven van hun onbekwaamheid en wij zijn er helaas zeker van dat het in de volgende maanden niet zal beteren. Knoeiërs blijven nu eenmaal altijd knoeiërs.

Maandenlang heeft de CVP in krijgshaftige tonen laten horen dat van twee zaken nooit iets in huis zou komen. In de schaduw werden zij daarbij af en toe begeleid door de BSP. Welke zijn die twee zaken?

De Franstaligen konden op hun kop gaan staan, maar drie gelijkwaardige gewesten kwamen er nooit. Zo heette het. Anderzijds zou het gedaan zijn met de dotaties waardoor jaarlijks een stroom van vele tientallen miljarden naar Wallonië vloeit. Wij stellen echter vast dat niet de Franstaligen op hun kop staan. Wij kijken naar het verbijsterend schouwspel van de CVP-ers die op hun kop gevallen zijn. Het is geen fraai spektakel. Het is duidelijk dat de Franstaligen een definitieve stap verder hebben gezet naar de volledige uitholling van de Vlaamse democratische meerderheid in dit land en dit met het volle behoud van de Franstalige meerderheid te Brussel. Het is duidelijk dat wij naar een zelfstandig Wallonië gaan, waaraan wij jaarlijks automatisch schatplichtig zullen zijn en dat wij naar een zelfstandig Brussel gaan waar de Vlaamse minderheid verder zal worden geringelood en onder de knoet zal liggen. Voor de Vlamingen te Brussel, niets! Ik zie minister Chabert schuldig kijken, en terecht.

De ene minderheid is de andere niet. Het taalracisme blijft bestaan. De heer Perin heeft terecht opgemerkt dat er een groot verschil is tussen Brussel en Wallonië, dat de Vlaamse minderheid in Brussel procentueel groter is. Er zijn echter twee miljoen Walen minder dan Vlamingen en er zijn slechts 200 000 Nederlandstaligen minder dan Franstaligen te Brussel. Hij zou beter deze gegevens voor ogen houden. Wij zullen niet langer een België hebben met een meerderheid van 60 pct. Vlamingen maar wel een België met een meerderheid van twee tegen één, met een meerderheid van 66 pct. Franstaligen tegen 33 pct. Vlamingen. Daar komt het op neer! Dit is de nieuwe rekenkunde van de heer Wilfried Martens.

Wat Brussel betreft moeten wij nog een opmerking maken. Een stad moet men bekijken zowel in zijn historisch als in zijn toekomstig perspectief. Brussel was een Vlaamse stad tot in de 19de eeuw, zo Vlaams als de andere Vlaamse steden. Het bezit van de mooiste Vlaamse kultuurmonumenten met een *unicum* als de Grote Markt, Vlaams in elk van haar stenen. Anderzijds wordt Brussel een stad van vreemdelingen. Thans bestaat reeds 25 pct. van de bevolking uit vreemdelingen en dit percentage groeit jaarlijks aan omdat de inheemse bevolking, de verkrottende stad verlaat die zo schitterend wordt bestuurd door de grootste Franstalige partij waarvan wij daarstraks nog een woordvoerder hebben aanhoord. Jaarlijks verlaten meer dan vijfduizend mensen de stad. Dat er 85 pct. francofonen zouden zijn is een mythe in het leven geroepen door de Franstalige propaganda. Die 85 pct. bestaat niet! De 25 pct. vreemdelingen spreken hun eigen taal. Bij de jongste Europese verkiezingen stemde 25 pct. van de bevolking op Vlaamse lijsten. Waar haalt men die 85 pct.? Men zou het niet vermoeden als men al dat lawaai hoort, maar er leven in Brussel minder dan 600 000 Franstaligen, afgezien nog van het feit dat heel wat van die officiële Franstaligen thuis hun Vlaams dialect als omgangstaal gebruiken. Het aantal Franstaligen dat in Brussel leeft, neemt voortdurend af. Men zou eindelijk eens de moed moeten hebben om aan de arrogantie, het egoïsme en de brutaliteit van deze kleine groep voorbij te gaan in plaats van hen de wet te laten dicteren.

M. R. Gillet. — M. Van der Elst a dit le contraire tout à l'heure.

De heer Jorissen. — Want zelfs nu het FDF buiten de regering staat, dan nog blijft de Brusselse francofone geest de regering beheersen. Men kan zich daarom afvragen waarom men de heren heeft buitengezet als ze nu nog erger dingen aanvaardt als toen ze erbij waren.

Wij wensen ook even in te haken op het zogeheten voorlopig karakter van de dotaties, tot 1982, en de gewestvorming, tot 1984. Deze bedrieglijke oplossing lag zo voor de hand en was zodanig het ei van Colombus dat ze maanden geleden in Franstalige kringen reeds werd rondgefluisd en dat ik ze in ieder geval ook reeds aan mijn vrienden had voortverteld. Waarom stelt men dit voor?

Ten eerste, men kan de goedgelovige aanhangers paaien dat het van voorbijgaande aard zal zijn. En aangezien sommige flaminganten goedgelovig zijn, zullen ze het waarschijnlijk weer slikken.

Ten tweede, men kan rekenen op het gewenningsproces. Men heeft dit ook gedaan bij het ontstaan van de gewestplannen.

Waarom vinden wij dit tijdelijk karakter bedrog?

Ten eerste, omdat in België niets vaak zo definitief is als het voorlopige. Ten tweede, omdat eens gevormde administraties zeer moeilijk kunnen ontbonden of verplaatst worden. Ten derde, en vooral — we hebben deze morgen de heer Delmorte horen zeggen: zo zult gij handelen — omdat voor het ongedaan maken er een regering moet worden gevonden die dat feit aanvaardt. Wat zal er gebeuren? We zullen opnieuw voor een maandenlange regeringscrisis komen te staan omdat de Franstalige partijen geen vrede zullen nemen met dat ongedaan maken. Er zal een andere Wilfried Martens komen om de frank te redden of omdat het land moet bestuurd worden of om een andere flauwe, schijnbare verklaring die moet dienen om Vlaanderen te bedotten. En het voorlopige zal worden verlengd!

Dat tijdelijk karakter, Mijnheer de Eerste Minister, is ongeloofwaardig. Dat is goed voor onnozelaars.

Dit land was tot voor één generatie een overwegend Franstalig land met een broederlijke samenwerking aan de top van Wallonië, Brussel en Fransprekend Vlaanderen. Met de groei van de Vlaamse Beweging is er echter onrust gekomen bij de Franstaligen. Zij vreesten dat de Vlaamse meerderheid die altijd had bestaan — doch als een sociologische minderheid — op zekere dag een werkelijke meerderheid zou worden, die de Franstaligen zou kunnen overheersen zoals de Franstaligen meer dan een eeuw lang de Vlamingen overheerst hadden. De Franstaligen zagen vooruit en wilden dit voorkomen. Sindsdien streven zij niet naar een nieuwe eerlijke machtsverdeling waarbij elk volk, elke taalgemeenschap, maximaal zelfbestuur zou krijgen, wat een juiste en eerlijke oplossing zou zijn, zoals ze trouwens door onze partij steeds werd voorgestaan.

Zij doen het echter anders. Zij willen allereerst volledig baas zijn in hun gebied, de Walen in Wallonië, de Franstalige Brusselaars in Brussel. Daarbij willen zij meer. Zij willen zoveel mogelijk van hun vroeger veroverde of gedeeltelijk veroverde machtsposities bij de Vlamingen en bij de Duitstaligen behouden. Zij vragen zelfbestuur voor Wallonië maar de Duitse Belgen moeten verder economisch gekoloniseerd blijven in het Waalse gewest, in plaats van een eigen gewest te krijgen rechtstreeks afhankelijk van en met een vertegenwoordiger in de nationale regering. Zij moeten overheerst blijven door de Franstaligen zoals in het België stijl 1830.

De vorige grendelgrondwet — ze dateert van 1970-71 en kwam niet van ons — heeft de taalgebieden vastgelegd. De oude imperialistische en staatsnationalistische reflex blijft echter bij de Franstaligen doorspelen. Voortdurend zetten ze gesloten akkoorden op de helling. Hun « Vaterland muß größer sein »! Vandaar hun bestendige pogingen op de Vlaamse bevolking in de Voer te terroriseren met neofascisten als Happart en andere terroristen-karabijschutters. Waarom verhuist deze imperialistische klik, die niet eens behoorlijk Frans spreekt, niet naar het Waalse gebied? Daar kunnen ze Frans horen spreken en misschien leren ze het er zelf nog ook.

Hetzelfde spelletje wordt gespeeld in de Brusselse randgemeenten, weer eens in gebieden die al meer dan duizend jaar Vlaams zijn. Hier proberen ze niet zozeer Vlamingen te verfransen dan wel Franstalige Brusselaars te laten inwijken om ze dan op te juttten ten einde het gebied voor de francophonie te veroveren. Waarom blijven ze er niet weg? Waarom trekken ze niet naar Waterloo, waar ze trouwens mooie herinneringen aan hebben, of naar Eigenbrakel? Zulks zou logisch zijn voor iemand die zich niet thuisvoelt in een « dom » Vlaams dorp.

Wanneer het huidige voorstel van de Eerste minister wordt aanvaard, zouden de Vlamingen niet alleen worden geminoriseerd — twee tegen een — maar zou de Vlaamse meerderheid tevens door een automatisme schatplichtig worden gemaakt.

Het goedkeuren van deze voorstellen, waarin geen enkele behoorlijke waarborg voor de Brusselse Vlamingen is vervat, zal tot gevolg hebben dat de volgende discussie zal handelen over een ruil van waarborgen voor de Vlaamse Brusselaars tegenover deze voor Franstalige inwijkelingen in de Vlaamse randgebieden, waarborgen waarnaar de Vlaamse inwijkelingen in Waterloo en elders in Wallonië nog altijd kunnen fluiten. Zulks belet de Walen niet de Franstalige Brusselaars te steunen in hun imperialistische en taalracistische eisen.

Als sommige Walen vragen wat wij tegen hen hebben, is het dit gebrek aan logica.

De grondwetsherziening is in de jaren zestig begonnen met de noodzaak van de zetelaanpassing. Voor deze normale operatie eiste de PSC waarborgen tegen minorisering. De CVP beloofde hun dit zeer lichtzinnig. De Walen kregen de grenselgrondwet, voorzien van alarmbellen. Voor hen was dit een triomf. Zij waren verlost uit hun minderheidspositie en dit zonder dat hun hiervoor een faktuur werd aangeboden. Als veel geringere tegenprestatie zou de Vlaamse minderheid te Brussel dezelfde waarborgen krijgen als de Franstaligen op nationaal vlak.

Hier gebeurde dan de grote woordbreuk. Die regeling werd niet alleen gesaboteerd, maar dit dan zelfs straffeloos. Niet enkel werd ze straffeloos gesaboteerd, maar, erger, nooit meer sindsdien hebben de drie Vlaamse partijen die betrokken waren bij de grondwetsherziening van 1971 uitvoering van die afspraak geëist. De Franstalige partijen, die zo graag spreken over « gebroken woord », gebaarden van niets.

In het huidige voorstel van de Eerste minister is er evenmin iets terug te vinden van de vroegere afspraken. Zelfs de persoonsgebonden materies worden de Brusselse Vlamingen niet meer gegund. Dit is werkelijk beneden alle kritiek. Zo zullen we zo ver komen dat de Franstaligen niet alleen zonder slag of stoot uit hun minderwaardigheidspositie geholpen worden, terwijl de Vlaamse minderheid te Brussel onderworpen blijft aan de Brusselse Franstalige taalracisten.

Wat de Eerste minister thans aan het voorbereiden is, is niet langer een ruil van de Vlaamse minderheid te Brussel tegen de Waalse minderheid in België, doch de kapitulatie die hij verder doortrekt, zodat wij de volgende maal zullen mogen praten over een ruil van Vlaamse rechten te Brussel voor rechten van Franstaligen in Vlaams-Brabant. Zover hebben onze archi-knappe Vlaamse politici ons gebracht.

Ik wil me thans richten tot mijn vrienden van de CVP-fractie. Ik heb daar vrienden, en het is nodig dat men zijn vrienden vermaant.

Maandenlang, geachte collega's, hebt ge gezegd en geschreven, maandenlang, hebt ge in uw naam laten zeggen en laten schrijven, dat het goed was dat ge de helft plus één telde van de Vlaamse leden van de Senaat, omdat ge daardoor elke ongunstige ontwikkeling voor Vlaanderen inzake de grondwetsherziening zoudt kunnen verhinderen.

Gij hebt nu de kans. Gij hebt nu de kans voorstellen af te wijzen die gij maandenlang met afschuw hebt verworpen, als ongunstig voor Vlaanderen, als slecht voor onze taalgemeenschap, als onaanvaardbaar voor ons volk, als iets dat gij nooit zoudt dulden, als iets dat er slechts zou komen over uw lijk.

Dat iets zijn de dotaties, met de ingebouwde *hold up* op Vlaanderen, dat iets is de driedelige gewestvorming met drie gewesten van gelijke waarde, Brussel niet met minder waarde dan Vlaanderen en Wallonië, doch met meer, gezien het hoofdstedelijk karakter, dat het op de koop toe — en het is een koop — erbij krijgt.

Gij hebt nu de kans, collega's, datgene te verhinderen wat gij maandenlang hebt verketterd. Of gaat ge nu aanvaarden wat gij vorig jaar, in 1979, heel het jaar door hebt verbrand? Zult ge zo maar iets goedkeuren waartegen ge pas een maand geleden nog op uw partijcongres met forse halen zijt tekeergegaan? Ge hebt er de sprekers die tegen de dotaties en tegen de driedelige gewestvorming van leer trokken stormachtig, minutenlang en waarschijnlijk staande toegejuicht.

De heer Van Ooteghem. — Storme-achtig!

De heer Jorissen. — Vreest ge niet, collega's, u totaal ongeloofwaardig te maken door van principes te veranderen gelijk van hemd? Vreest ge niet een voorwerp van spot te worden, niet alleen voor uw tegenstanders, doch ook voor het beste deel van uw aanhang, degenen die nog te goeder trouw geloofden dat gij uw beginselen zoudt dienen?

In uw plaats zou ik het niet doen. Wanneer uw partij haar principes, die zij toch moeten dienen, opgeeft om het tegenovergestelde van die beginselen te aanvaarden, dan hebt ge niet alleen het recht, doch ook de plicht, tegen uw partij in opstand te komen.

Men zal er u misschien nu niet dankbaar om zijn, doch later wel. Een partij is een middel om voor principes te vechten. Een partij is geen doel. Beginselen zijn het doel. Het is dus beter voor beginselen te stemmen tegen de partij dan voor de partij te stemmen tegen de eigen beginselen. Beginselloosheid — dat is in de loop van het verleden dikwijls geïllustreerd — betekent immers de afbraak en de ontbinding van een partij. En zo u van uw partij houdt, moet u voor de beginselen stemmen. Slechts zo kan het later komen tot een heilzame kentering in de partij, waardoor ze opnieuw op het rechte pad wordt gezet.

Indien u nu die moed mist, dan zult u hier niet een afgeslankte gewestvorming goedkeuren, zoals men de pil voor u verguldt, maar dan zult u uiteindelijk stemmen voor een afgeslankte CVP-Senaatsfractie na de volgende parlementsverkiezingen.

Een Engels dichter heeft ooit gezegd: « Ik zou niet van u houden indien ik de waarheid niet meer liefhad. »

U kunt dat toepassen op uw partij: U houdt niet van uw partij, zo u haar waarheid, haar beginselen niet verkiest boven de partij zelf.

Wij zullen de Eerste minister niet vergeten; ook tot hem willen wij ons richten.

Men heeft van u beweerd, Mijnheer de Eerste Minister, dat u handig bent geweest. Wij zullen dit niet ontkennen. U hebt uw partij handig in de hoek gemanoeuvreerd. Handigheid is op zichzelf geen deugd. Men kan zijn handigheid gebruiken voor een goed doel en dan is zij lovenswaardig, maar men kan ze ook aanwenden voor een slecht doel en dan is zij afkeurenswaardig.

De handigheid van de Eerste minister is afkeurenswaardig, omdat hij ze gebruikt tegen de levensbelangen van zijn eigen volk, waarvoor hij nochtans in zijn prillere jeugd heeft gevochten.

Anderzijds, Mijnheer de Eerste Minister, wordt u thans afgeschilderd als een staatsman. Ik gun u dat, maar het gebeurt in de Franstalige pers en die pers alleen, tenzij misschien ook nog in *Het Belang van Limburg*.

U bent, Mijnheer de Eerste Minister, de man geworden van de Franstalige partijen. De man of de gevangene? De gevangene of de gijzelaar?

De heer Robert Vandekerckhove treedt opnieuw als voorzitter op

Wij leven in een wereld van afdreiging en gijzeling, internationaal en nationaal.

België is niet alleen gebouwd op het geduld van de Vlamingen, zoals de heer Michiel Van de Kerckhove het zo raak verwoordde in de jaren vijftig. Het is eveneens gebouwd op de bestendige en duivels meesterlijke afdreiging door de Franstaligen. Zij vinden altijd wel Vlamingen om af te dreigen. Zij hebben daar thans, helaas, de huidige Eerste minister voor gevonden.

U bent op het verkeerde pad, Mijnheer de Eerste Minister, radicaal op het verkeerde pad. U wil Vlaanderen in de minderheid vastspijkeren.

Welke uitweg biedt u de volgende Vlaamse generatie nog, zo u in uw plannen mocht slagen? De revolutie? Die revolutie die u in uw jeugd hebt gepredikt. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Radoux.

M. Radoux. — Monsieur le Président, chers collègues, je ne suis venu à la tribune que pour un court instant. Je voudrais demander à Monsieur le Premier Ministre s'il partage les vues du président de mon groupe qui a saisi ce matin l'occasion de ce débat pour suggérer que le Sénat soit mis au courant de l'évolution de la situation internationale.

Je demande notamment au Premier ministre, à la suite du communiqué du 24 janvier, issu du comité ministériel de politique étrangère, s'il est possible que les membres du Sénat et de la Chambre obtiennent le texte intégral de ce communiqué duquel on ne peut qu'inférer les intentions et l'état d'esprit du gouvernement.

Cette communication est nécessaire au moment où précisément vont se tenir — dès après-demain — une série de réunions importantes au niveau international, notamment la conférence de Vienne, jeudi prochain, et celle du 5 juin à Genève.

Je demande au Premier ministre si le gouvernement prend l'initiative d'une telle intervention suivie d'un débat ou s'il est nécessaire que nous déposions une demande d'interpellation. Le Premier ministre comprendra certainement que la demande d'interpellation n'est pour nous qu'un moyen de lancer un débat et personnellement je préférerais que le gouvernement prenne l'initiative. Je vous remercie.

M. le Président. — La parole est à M. Michel Toussaint.

M. M. Toussaint. — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, depuis déjà un grand nombre d'années je suis au Sénat et ce débat me paraît le plus pénible auquel j'aie jamais assisté.

Quand on change de ministres et qu'on annonce une nouvelle politique, on fait généralement une déclaration gouvernementale. Vous vous êtes contenté d'une communication du gouvernement. On peut se demander si vous n'en arriverez pas à de simples communiqués du

genre de ceux que faisaient les armées pendant la drôle de guerre en 1939-1940: « sur le front, rien de spécial », ou « quelques rencontres de patrouilles »; plus simplement, pourrions-nous entendre: « sur le front régional et communautaire, rien de nouveau ».

Tout ce que nous allons prendre comme décision, dites-vous, reste conforme à la déclaration gouvernementale d'il y a neuf mois. On se demande si, objectivement, au fond de vous-même, vous pouvez réellement penser cela.

Je ne suis pas toujours d'accord avec M. Lagasse. Il m'arrive souvent d'avoir des opinions très différentes des siennes. Ce qui ne l'empêche pas de m'apprécier, semble-t-il, puisqu'il m'appelle le mage de Namur. Aujourd'hui, je trouve que beaucoup de choses dites par M. Lagasse méritent votre réflexion. Elles décrivent une situation qui s'analyse, en fin de compte, par vos contradictions successives.

Vous larguez un parti en cours de route. Trois nouveaux ministres — personnalités sympathiques, ce qui n'a rien à voir avec le débat. Une politique régionale une nouvelle fois réduite et vous prétendez que rien n'est changé, que le gouvernement continue, qu'il n'y a pas lieu à déclaration gouvernementale.

De toute façon, les déclarations, les communications, tout cela comme le disait un jour M. Mark Eyskens, citant Shakespeare, ne sont que: *words, words, words*. Dans ce domaine-ci comme dans les autres, il serait temps que vous passiez aux actes.

On vous jugera, Monsieur le Premier Ministre, et nous serons pour ou contre vous. Si vous faites des propositions raisonnables en matière économique et sociale, nous vous suivrons, mais je vous conjure de faire moins de déclarations!

Vous avez, en neuf mois, fait trois déclarations ou communications gouvernementales, ce n'est pas mal! Par ailleurs, il semble que vous deviez vous dépêcher car M. Cools vous a donné rendez-vous aux environs de Pâques. Dès lors, vous reviendrez à Pâques ou à la Trinité, avec une nouvelle communication. Dans deux ans environ, c'est-à-dire en mai 1982, auront lieu les élections générales qui constituent indéniablement une étape. Comme vous ne pourrez y échapper, je vous demande quels sont les délais que vous vous accordez.

Cela signifie, Monsieur le Premier Ministre, que si rien ne se faisait — et on peut le craindre —, vous auriez pris de terribles responsabilités parce que le pays devra aller aux élections, alors qu'il se trouvera au point zéro, situation que nous connaissons déjà actuellement.

Votre communication peut s'analyser en trois points. Tout d'abord, vous vous excusez, et je reconnais qu'il faut du courage pour ce faire surtout lorsqu'il s'agit d'une « gaffe » plutôt gênante, à plus d'un égard.

Ensuite, sous prétexte de souligner le caractère confidentiel des déclarations du Conseil des ministres, vous les violez à votre tour. Vous expliquez qu'à la Chambre, vous avez imité, de Conrart le silence prudent. Je le veux bien.

Par ailleurs, vous affirmez gratuitement et erronément, que les décisions que vous avez prises, je cite: « restent conformes à la déclaration gouvernementale ».

Pour prouver que vous ne changez pas d'avis, vous citez un extrait de la première déclaration gouvernementale, vous omettez de parler de la seconde qui était une communication et vous en arrivez à reconnaître que sont intervenues, je reprends vos termes: « quelques modifications » que voici:

a) On passe immédiatement à la réforme définitive par le truchement d'un groupe de travail parlementaire. On verra demain si cela se réalise.

b) On limite la portée de la deuxième phase; de provisoire et irréversible, — il faut reconnaître que celui qui a trouvé cette formule devra s'en expliquer un jour, du point de vue linguistique, ce qui ne sera pas aisé, — elle devient temporaire et aléatoire.

Si, en 1984, après les élections, rien ne va plus, on en reviendra à la loi Perin-Vandekerckhove, excellente sous certains aspects et à la loi Vandekerckhove de 1974. La nation aura ainsi perdu dix ans.

Vous avez entendu les réponses de M. Lagasse qui, sans avoir, je crois, entendu les questions posées par M. Perin, y répondait par l'intermédiaire des astuces de Mme Goor.

J'en conclus que vous ne pouvez compter sur l'appui du FDF, pas plus d'ailleurs que sur celui de la famille libérale. Si vous aviez une hésitation à propos des espoirs que vous pourriez avoir à notre sujet, je vous conseillerais d'avoir une concertation avec ceux de vos amis politiques qui faisaient partie du gouvernement en 1971.

Même de rien, vous précisez dans votre communication que:

1° Les compétences des régions flamande et wallonne sont différentes de celles de la région bruxelloise;

2° Les dotations vivent leurs dernières années;

3° Pour les matières personnalisables, en ce qui concerne l'argent, c'est-à-dire le nerf de la guerre pour toute la politique, vous déclarez: « pour le restant de la politique on verra plus tard ».

Je me permets de continuer à analyser votre communication, Monsieur le Premier Ministre, et je remarque en passant que si, à Bruxelles, cela ne marche pas, on disposera de douzièmes provisoires, irréversibles ceux-là, je suppose.

Quelques précisions enfin sur les ordonnances, la sonnette d'alarme que, visiblement, on ne retrouvera jamais en temps utile si on en a besoin, la communauté allemande enfin.

En troisième point de votre communication, vous nous annoncez — et nous en sommes soulagés — que vous allez vous occuper des finances publiques, de l'emploi, de la monnaie, du pouvoir d'achat...

On comprend, Monsieur le Premier Ministre que, pour signer ces accords, vous ayez choisi la Saint-Marius. Vous rendiez ainsi hommage à une vieille histoire marseillaise que tout le monde connaît: « Olive, retiens-moi ou je fais un malheur! »

Hier, votre Vice-Premier ministre, M. Claes, dans une interview accordée au *Belang van Limburg*, lançait un cri d'alarme dont vous avez certainement eu l'écho; il disait notamment que le plan des années 1980-1985 devait prévoir des effets catastrophiques. Or, le Vice-Premier ministre doit savoir de quoi il parle.

Pendant ce temps, le gouvernement palabre et les Belges — en tout cas les Wallons, que je connais évidemment mieux —, perdent tout espoir. Dans leur malheur, ils rient — et ils n'ont pas tout à fait tort — de votre « provisoire irréversible », de votre « temporaire illusoire », de votre « réversible contradictoire », en se demandant si vous faites du provisoirement définitif ou du définitivement provisoire.

Vous nous reviendrez, Monsieur le Premier Ministre, et assez rapidement, ainsi que je l'ai dit tout à l'heure — les socialistes l'ont annoncé, et tout peut arriver maintenant dans ce pays —, vous nous reviendrez, comme le général Marlborough, à Pâques ou à la Trinité, avec des accords de la Saint-Fidèle ou de la Saint-Parfait.

On dit souvent qu'il n'y a plus de consensus social dans ce pays, ce qui constitue un grave problème. Vous obligez à poser la question de savoir s'il existe encore un consensus politique.

Pour combien de temps êtes-vous là? Si je vous pose la question, c'est que je suis inquiet de la réponse que M. Tindemans y a apportée. Il ne paraît pas très optimiste sur la longévité de votre gouvernement, puisque, d'après lui, vous pourriez rester un petit moment, peut-être deux ans...

Où est le fameux gouvernement de huit ans? Où sont les gouvernements de législature?

En tout cas, vos laudateurs habituels dans la presse francophone n'ont pas été très gentils. A titre d'exemple, je me bornerai à citer trois titres de journaux sociaux-chrétiens. Tout d'abord, *La Libre Belgique*: « A petits pas, le gouvernement est « re »-parti »; *Vers l'Avenir*: « Une communication gouvernementale plus que chèvrechoutiste »; *La Relève*: « Oui mais, non mais, oui mais... ». Cela signifie que tout peut continuer et, malgré tout, c'est une chance pour vous.

J'en terminerai, car je veux être bref. Que demandez-vous? La confiance de votre majorité. Vous l'aurez. Quelle confiance? Confiance entre qui, en quoi et sur quoi? Ceux qui ont assisté à la séance de cet après-midi se le demandent. Vous avez entendu les différents porte-parole de votre majorité. Je n'y reviens pas.

La seule confiance, Monsieur le Premier Ministre, que vous pouvez espérer tout à l'heure, c'est l'addition des méfiances des quatre partis de la majorité qui vous reste. (*Applaudissements sur les bancs libéraux.*)

M. le Président. — La parole est à M. Moureaux.

M. Moureaux. — Monsieur le Président, mes chers collègues, la déclaration du Premier ministre, la semaine dernière, et le débat d'aujourd'hui sont, quoi qu'en pensent certains, moins anodins qu'il n'y paraît. Surtout pour vous, Monsieur le Premier Ministre.

En ce qui me concerne, en effet, votre déclaration marque la fin de votre prétendu fédéralisme. Les deux éléments essentiels du vrai fédéralisme sont d'abord l'existence d'un pouvoir législatif régional autonome, sans tutelle du pouvoir central et, en second lieu, l'existence d'un pouvoir exécutif régional indépendant du pouvoir central et responsable devant l'assemblée régionale. Sur ces deux points essentiels, le gouvernement, Monsieur le Ministre des Réformes institutionnelles, qui remplace temporairement le Premier ministre, vient, dans la ligne du congrès du CVP du 16 décembre et en contravention avec la déclaration gouvernementale, de faire les pas décisifs en arrière.

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler — c'est surtout au Premier ministre que je voulais adresser ce rappel — qu'en 1974, alors que le Premier ministre actuel était président du CVP, ces deux thèmes furent la pierre d'achoppement des négociations pour la formation d'un gouvernement avec le parti socialiste. C'est un bel exemple de continuité!

Je veux examiner les deux problèmes tels qu'ils se présentent dans votre déclaration mise à jour. Les amendements gouvernementaux à l'article 30 du projet 261 remettent fondamentalement en cause l'autonomie législative régionale. Si l'on n'y prend garde, il est clair pour tout le monde que la majorité flamande du Parlement national aura, si ces amendements sont votés, le pouvoir d'annuler systématiquement les ordonnances régionales wallonnes et bruxelloises. Il va sans dire que la réciproque n'est pas vraie.

Curieux fédéralisme que celui où l'un des Etats fédérés se réserve un droit de regard et de contrôle exclusif sur les autres Etats fédérés.

En situation de légitime défense, les francophones parce qu'ils ont des idées à défaut d'avoir le nombre, ont alors imaginé un système de fonctionnement automatique de la sonnette d'alarme qui puisse donner aux Bruxellois et aux Wallons minorisés des garanties réciproques. Vous avez, alors, Monsieur le Premier Ministre, froncé les sourcils et même finalement chassé nos ministres parce qu'ils défendaient, à vos yeux, avec une détermination suspecte, l'autonomie de la communauté française.

Dans votre déclaration, vous traitez de la procédure de la sonnette d'alarme prévue par l'article 38bis de la Constitution, qui est en fait l'épine dorsale du pacte mutuel de défense francophone qui a suscité votre ire. Vous en parlez en ces termes: «La procédure requiert que trois quarts au moins des membres d'un des groupes linguistiques signent individuellement une motion motivée qui déclare, etc.», et vous terminez en affirmant à propos du pacte francophone: «Les accords ainsi conclus devront respecter les dispositions constitutionnelles et légales ainsi que, ajoutez-vous, les décisions «actuelles» du gouvernement».

Cela entraîne deux types de remarques de ma part.

La première est que vous violez le principe élémentaire de la séparation des pouvoirs, car c'est aux Chambres, et non au gouvernement, qu'il appartient d'organiser leurs travaux et de régler le fonctionnement de la procédure parlementaire. Il n'y a donc pas de décision du gouvernement qui tienne en l'espèce.

La deuxième est que vous avez ajouté au texte constitutionnel un mot qui ne s'y trouve pas. Cela a fait dire à un éminent constitutionnaliste que c'est votre interprétation de l'article 38bis qui viole la Constitution. Vous avez ajouté le mot «individuellement». L'article 38bis de la Constitution stipule que la motion doit être signée par les trois quarts des membres, mais rien ne dit que cette signature est individuelle.

Il est assez remarquable, et peut-être regrettable, que le gouvernement semble ignorer que, en tout cas pour le Sénat, le problème est en partie résolu par le règlement d'ordre intérieur du groupe linguistique français. En application de l'article 32bis de la Constitution, l'article 2 de la loi du 3 juillet 1971 prévoit que chaque groupe linguistique peut arrêter son règlement d'ordre intérieur. C'est d'ailleurs ce qu'a fait le groupe linguistique français du Sénat. Notre présidente qui était présente il y a un instant, Mme Pétry, se fera un plaisir de vous faire tenir un exemplaire de ce règlement mais, à tout hasard, je vous cite un extrait de l'article 11 qui stipule: «Les réunions du groupe ont pour objet la délibération préalable au dépôt de la motion prévue par l'article 38bis de la Constitution,...» et, *in fine*: «Les membres du groupe seront invités à prendre part à un vote à la suite des délibérations sur les cas prévus à l'article 38bis de la Constitution».

Voilà un texte réglementaire qui, à mes yeux, contredit vos déclarations, Monsieur le Premier Ministre, et qui s'imposait normalement à votre gouvernement, car c'est un texte de règlement organique relatif au fonctionnement d'une assemblée parlementaire autonome.

M. le chevalier de Stexhe. — Monsieur Moureaux, il faut toujours la signature individuelle. Le règlement ne modifie pas cela.

M. Moureaux. — Monsieur de Stexhe, je vous engage vivement, si vous avez une interprétation personnelle, à venir la donner au groupe linguistique français lorsqu'il se réunira, mais moi je me borne à citer le texte. Il parle d'un vote et d'une délibération du groupe linguistique français en ce qui concerne l'article 38bis.

M. le chevalier de Stexhe. — D'une délibération préalable à une signature individuelle.

Et permettez-moi de vous dire qu'il ne s'agit pas d'une interprétation personnelle, mais du texte de la Constitution.

M. Moureaux. — La signature individuelle est un ajout du Premier ministre à un texte constitutionnel qui n'en parle pas.

M. le chevalier de Stexhe. — Une signature est toujours individuelle.

M. Moureaux. — Venez vous expliquer à ce sujet, si vous le désirez. En tout cas, je constate — bien que ce ne soit pas l'essentiel — que la déclaration du gouvernement prend des libertés, d'une part avec le texte de la Constitution, d'autre part, avec les textes réglementaires votés par le groupe linguistique français du Sénat.

M. le chevalier de Stexhe. — Pas du tout.

M. Moureaux. — J'ai personnellement la conviction que la délibération et le vote entraînent des conséquences en ce qui concerne la présentation de cette motion. Nous pourrions en rediscuter, si vous le souhaitez, là où cela convient, c'est-à-dire au sein de notre groupe linguistique.

M. Vanderpoorten. — Mais le texte de votre groupe linguistique n'a pas l'accord du Sénat.

M. Moureaux. — Monsieur Vanderpoorten, je suis désolé de vous dire que l'article 2 de la loi du 3 juillet 1971 a été pris en application de l'article 32bis de la Constitution. Le groupe linguistique français du Sénat dispose de l'autonomie réglementaire en vertu de cet article 2. Vous n'avez donc pas à apprécier la manière dont les francophones ont estimé devoir organiser leur délibération, j'ai le regret de vous le dire, Monsieur Vanderpoorten.

M. Lagasse. — Vous voulez aussi corriger notre règlement?

M. Moureaux. — Vous n'avez pas le pouvoir d'apprécier ou de corriger notre règlement et, si vous estimez l'avoir, vous ne faites qu'aggraver nos inquiétudes; nous avons donc bien raison de les exprimer.

M. le chevalier de Stexhe. — Et vous n'avez pas le pouvoir d'interpréter abusivement le règlement.

M. Moureaux. — Je n'interprète rien du tout. J'en ai simplement donné lecture. C'est vous qui donnez une interprétation et je me borne à constater que ce texte prévoyait la délibération du groupe linguistique français sur l'application de l'article 38bis et un vote à l'issue de cette délibération. Je n'ai rien dit d'autre.

M. le chevalier de Stexhe. — Ce n'est pas un vote qui lie individuellement les membres du Sénat.

M. Moureaux. — Cela, c'est votre interprétation.

M. le chevalier de Stexhe. — Pas du tout, c'est le texte de la Constitution.

M. Moureaux. — Nous prenons acte de votre interprétation. Elle est instructive. Ce débat se révèle très utile.

Je dis à M. Vanderpoorten et également à l'intention du Premier ministre que lorsque les francophones décident entre eux qu'ils se rallieront automatiquement...

M. le chevalier de Stexhe. — Où lisez-vous cela?

M. Moureaux. — Dans l'accord francophone, Monsieur de Stexhe; vous devriez avoir de meilleures lectures.

Je dis que lorsque les francophones décident entre eux qu'ils se rallieront automatiquement à une majorité des trois cinquièmes des Bruxellois ou des Wallons pour faire retentir la sonnette d'alarme, cela ne regarde que les francophones.

M. le chevalier de Stexhe. — Pas du tout.

M. Vanderpoorten. — Ah non! C'est la Constitution qui règle cela.

M. Moureaux. — Vous pouvez être d'un avis contraire, mais pour nous cela ne regarde que les francophones.

M. Vanderpoorten. — Nous ne sommes pas d'accord. Et je remarque que certains francophones ne marquent pas leur accord non plus.

M. M. Toussaint. — Permettez-moi de vous poser une question.

M. Moureaux. — Certainement, Monsieur Toussaint. Ce débat est très utile.

M. M. Toussaint. — Cet accord éventuel, dont je ne sais ce qu'il est devenu...

M. Moureaux. — Moi non plus.

M. M. Toussaint. — ... ne lie évidemment parmi les francophones que ceux qui l'ont signé.

M. Moureaux. — Bien entendu. C'est un accord politique, Monsieur Toussaint. Nous en débattons en temps et lieu, mais je tiens à dire que lorsque nous signons un accord politique, nous le respectons. Peut-être n'a-t-on pas compris cela de l'autre côté. On peut évidemment avoir des raisons de ne pas comprendre que nous tenions, nous, à respecter nos engagements.

M. M. Toussaint. — Vous n'avez pas rendu un bon service aux francophones.

M. Moureaux. — Nous constatons donc que, dans le climat actuel, l'autonomie de législation des régions pour Bruxelles et pour la Wallonie n'est plus assurée.

Le deuxième volet du fédéralisme, c'est l'autonomie du gouvernement régional. Qu'en reste-t-il aujourd'hui? A vrai dire, il n'en reste rien; en tout cas, rien pour ce qui est de la région de Bruxelles.

Vous savez tous, tout le monde sait que la démocratie parlementaire est née du contrôle budgétaire sur l'exécutif. En supprimant celui-ci par le biais du système des douzièmes provisoires automatiques — parce que là l'automatisme est autorisé — vous tuez dans l'œuf la démocratie régionale.

Nous avons reçu avec une certaine stupeur les textes du gouvernement qui appliquent l'accord. Je lis dans les amendements apportés au texte du 10 janvier ou aux textes antérieurs — ne remontons pas au déluge — : « Au cas où le budget de la région bruxelloise » — pour ce qui est d'un traitement différentiel, on ne pouvait pas faire mieux ! — « n'est pas approuvé avant le 1^{er} janvier, l'exécutif de la région bruxelloise dispose de douzièmes provisoires calculés sur la base du projet de budget déposé ». Dans le droit courant — celui qui n'est pas appliqué spécialement à la région de Bruxelles — les douzièmes provisoires sont toujours calculés sur les budgets des exercices antérieurs. Voilà donc une nouveauté : les douzièmes provisoires seront calculés sur le projet de budget de l'exécutif ! Autrement dit, pour court-circuiter la majorité démocratique des Bruxellois, vous attribuez à un exécutif minoritaire le droit de se donner à lui-même les moyens budgétaires. Voilà un fameux dérapage par rapport à ce qui est l'essence même de la démocratie parlementaire : le contrôle budgétaire.

Monsieur le Premier Ministre, depuis dix ans, on l'a dit dans ce débat, notre charte fondamentale est méconnue. L'autonomie régionale n'est pas appliquée.

Pour pallier cette violation permanente de la Constitution dont votre parti est le principal responsable, avait été pragmatiquement mise en place une solution à la Belge : le système des gouvernements régionaux intégrés dans le gouvernement national, mais appuyés sur une majorité significative dans chaque région. C'était le prix de votre légitimité.

Cette légitimité, vous l'avez perdue. Pour les Bruxellois, vous n'êtes plus qu'un gouvernement de fait imposé de l'extérieur. Demain, vous pourrez agir de même à l'égard de la Wallonie. Mais méfiez-vous ! Dans un État de droit, un gouvernement illégitime est condamné à disparaître, sauf s'il s'impose par la force.

Les Bruxellois se sentent de plus en plus exilés dans leur propre pays mais notre peuple, il l'a montré dans le passé, est un peuple fier. Il saura se défendre si on ne lui rend pas justice. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

BIENVENUE A UNE DELEGATION DU QUEBEC

VERWELKOMING VAN EEN AFVAARDIGING UIT QUEBEC

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, j'ai le plaisir de saluer la présence à la tribune officielle d'une délégation québécoise qui nous fait visite dans le cadre d'une mission d'étude sur la procédure parlementaire, notamment sur l'organisation et le fonctionnement de nos commissions.

Je souhaite à ses membres la bienvenue et un séjour fructueux parmi nous. (*Applaudissements.*)

M. Désir. — Et vive Bruxelles libre !

M. Wyninckx. — Le ridicule ne tue plus !

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

Reprise de la discussion

MEDEDELING VAN DE REGERING

Hervatting van de beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion de la communication du gouvernement.

La parole est à M. Daulne.

M. Daulne. — Monsieur le Président, chers collègues, c'est avec un grand plaisir qu'il m'a été donné de constater, Monsieur le Premier Ministre, que lors de la communication gouvernementale, vous n'avez pas manqué d'évoquer la région de langue allemande. Permettez-moi cependant de vous demander quelques précisions et de vous présenter quelques suggestions.

Bien que vous ne l'ayez pas déclaré explicitement, il paraît résulter de votre texte dans son ensemble que le gouvernement ne déposera pas de proposition de modification de l'actuel article 59^{ter} de la Constitution au cours de la deuxième phase, comme l'avaient prévu les points 23 à 27 de l'accord gouvernemental d'avril dernier. Pour éviter tout malentendu sur cette question, il est certainement souhaitable que vous précisiez sans ambiguïté les intentions du gouvernement sur ce point.

Mais, même sur la base de l'article 59^{ter}, il est possible d'apporter des améliorations substantielles à la loi actuelle sur le Conseil de la communauté culturelle allemande. L'opinion publique, dans la région de langue allemande, aura certainement été avec beaucoup de satisfaction que votre communication annonce une modification de cette loi. Encore faudrait-il préciser maintenant les grandes orientations de cette réforme. Quelle sera la force juridique du pouvoir normatif conféré au Conseil de la communauté culturelle allemande ? Pour quelles matières celui-ci sera-t-il compétent et de quelle façon sera-t-il, enfin, doté d'un exécutif spécifique ?

D'autre part, la confirmation de la décision de créer une cellule administrative pour la communauté allemande mérite également d'être soulignée parce que l'absence de ce service constitue indubitablement la cause essentielle du fonctionnement déficient du collège exécutif actuel. L'application de la décision annoncée dans la communication du gouvernement me paraît, dès lors, devoir être réalisée de toute urgence.

La communication gouvernementale affirme en outre que le groupe de travail parlementaire chargé de l'élaboration de la réforme définitive de l'Etat traitera aussi de la place de la communauté allemande. Il me paraît cependant important de prévoir également l'association de la communauté allemande aux travaux de ce groupe de travail parce qu'il ne peut être question d'imaginer une réforme définitive à la conception de laquelle les germanophones n'auraient pas été associés.

Mais, indépendamment des questions de fond que je viens de soulever, je veux insister sur la nécessité de réaliser la réforme de la loi du 10 juillet 1973 relative au Conseil de la communauté allemande dans les délais les plus courts et, en tout cas, au même moment que les autres modifications prévues pour la deuxième phase. Trop souvent, la communauté allemande est devenue la victime d'échecs survenus en dernière minute, tel par exemple celui du projet du ministre Hoyaux dans la législature antérieure. Le maintien du statu quo devient chaque jour plus insupportable et il s'impose de procéder le plus rapidement possible à la réalisation des réformes annoncées.

In der Hoffnung, daß Sie mir auf meine verschiedenen Fragen eine klare Antwort geben können, möchte ich Ihnen bereits im voraus danken und Ihnen mein Vertrauen aussprechen. (*Beifall.*)

M. le Président. — La parole est à Mme Mathieu.

Mme Mathieu-Mohin. — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers collègues, je prends aujourd'hui la parole une nouvelle fois — cela ne surprendra personne je crois — en tant que représentante de la périphérie bruxelloise.

Déjà en avril 1979, je vous avais fait part de mes craintes concernant le sort réservé aux francophones de la périphérie par votre déclaration gouvernementale: le texte qui nous était soumis était un parfait exemple d'imprécision et, dès lors, ne pouvait donner satisfaction que dans l'esprit dans lequel il serait appliqué.

Or, nous remarquons que le CVP marque formellement son hostilité à tout ce qui subsiste encore des accords gouvernementaux et refuse notamment de donner quelque droit que ce soit aux francophones de la périphérie.

Le CVP n'est malheureusement pas seul.

M. Van Miert a déclaré qu'il n'était plus du tout question de la périphérie dans les discussions récentes et que, d'ailleurs, la périphérie n'était plus «négociable», s'il était admissible d'utiliser un terme pareil lorsqu'il s'agit de garantir la liberté culturelle et individuelle de plus de cent mille citoyens.

Puis-je vous demander, Monsieur le Premier Ministre, si vous comptez apporter des changements aux divers points du chapitre de votre déclaration d'avril 1979, intitulés «Garanties diverses pour la coexistence des communautés.»

Vous nous avez affirmé il y a quelques jours qu'un nouvel accord du gouvernement n'a pas été négocié et que vous restez fidèle à la déclaration d'avril ainsi qu'à l'accord du gouvernement du 10 janvier 1980 qui y est joint. Mais vous ajoutez cependant que certains points de cet accord ont été modifiés.

Permettez-moi de vous poser quelques questions précises.

Vous nous annoncez un nouveau groupe de travail parlementaire qui entamera, à court terme, le débat sur la réforme définitive de l'Etat.

Ce groupe aura-t-il dans ses prérogatives de remplacer le comité paritaire chargé d'établir un rapport au gouvernement pour améliorer la coexistence communautaire et prévenir notamment toute discrimination entre citoyens?

Notre collègue, M. Lagasse, vous a déjà posé cette question mais j'y reviens parce que je la trouve très importante.

Ce comité paritaire a déjà reçu un certain nombre de demandes et réclamations, dont une pétition introduite par moi-même, visant à obtenir des écoles françaises dans une dizaine de communes de la périphérie bruxelloise. Ce comité devrait remettre le résultat de ses travaux en mai 1980.

Le rapport sera-t-il déposé en temps prévu?

La déclaration gouvernementale mentionnait que les conseils communautaires définiraient un système d'accueil au niveau communal, afin de faciliter la vie quotidienne des minorités, dans ses aspects humain et administratif.

Puis-je vous demander si vous avez déjà défini ce système d'accueil et dans quelles communes exactement il sera adopté? Je parle bien entendu des communes de la périphérie bruxelloise.

De même, pour quand prévoyez-vous la mise en place de la commission paritaire des deux exécutifs communautaires, chargée d'examiner les demandes d'aide aux activités culturelles adressées par des communes à régime linguistique spécial à leurs exécutifs communautaires respectifs?

Envisagez-vous d'exclure définitivement la grande périphérie de cette aide et que, seules, les six communes à facilités et les Fourons puissent en bénéficier? Encore une fois, dans quelles conditions et quand travaillera cette commission?

Enfin, à quel moment la commission nationale, chargée de veiller au respect de la non-discrimination dans l'application des dispositions légales et réglementaires, la commission de recours, avec rôle consultatif, sera-t-elle opérationnelle?

J'attends avec intérêt les réponses que vous voudrez bien accorder à ces différentes questions, Monsieur le Premier Ministre.

Dans votre communication, vous envisagez d'améliorer la situation de la communauté allemande dans le cadre de la réforme définitive de l'Etat. Les revendications constantes et injustifiées des Flamands de Bruxelles retiennent constamment votre attention.

J'espère que vous aurez à cœur de ne pas traiter les francophones de la périphérie moins bien que d'autres citoyens de ce pays.

La communauté française de la périphérie existe. Vous ne pouvez pas l'ignorer. Elle continuera à se défendre et le FDF continuera d'en être un défenseur vigilant. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de Eerste minister.

De heer Martens, Eerste Minister. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, ik geloof dat dit lange debat over de regeringsmedede-

ling die ik vorige donderdag heb voorgelezen bijzonder verhelderend is geweest voor wie goed geluisterd heeft. Dit debat heeft ongetwijfeld grote tegenstellingen aan het licht gebracht tussen de verschillende politieke fracties, in de eerste plaats van de oppositie, en het is eveneens een illustratie geweest van de verwarring en de diepe tegenstelling die in het land en ook in de parlementaire vertegenwoordiging bestaan, wat het vinden van een harmonieuze oplossing voor onze problemen zeker niet vergemakkelijkt. Dit betekent dat zowel de regeringsplannen voor de tweede fase van de staatshervorming als de zeer belangrijke opdracht die zal worden gegeven aan de parlementaire werkgroep om eindelijk tot een consensus te komen over de basisopties van de definitieve staatshervorming uitermate belangrijk zijn. Iedereen kan vaststellen dat de communautaire tegenstellingen blijven bestaan en dat wij nog een heel eind verwijderd zijn van een voldoende consensus over de definitieve hervorming. Met andere woorden, er moet onmiddellijk begonnen worden met het werk en ook tijdens de tweede fase van de staatshervorming zal langs een nauwe weg gezocht moeten worden naar middelen om een belangrijke stap vooruit te zetten.

M. Moureaux a qualifié ce débat d'utile. Je puis être d'accord avec lui sur ce point. Cependant, il a prononcé des paroles d'une extrême gravité puisqu'il a parlé d'un «gouvernement de fait imposé de l'extérieur».

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, si le Sénat accorde sa confiance au gouvernement, il s'agira alors d'un gouvernement tout à fait légal et je ne pourrais accepter que l'on parle d'un «gouvernement de fait imposé de l'extérieur».

M. Moureaux. — Pour Bruxelles, en tout cas, oui.

De heer Martens, Eerste Minister. — Ook voor Brussel, Mijnheer Moureaux.

M. Moureaux. — Non!

De heer Martens, Eerste Minister. — Alvorens in te gaan op de verschillende opmerkingen van institutionele en communautaire aard, zal ik de vragen in verband met de internationale en de economische toestand behandelen. In de eerste plaats de internationale toestand. Het zou inderdaad goed zijn dat de bevoegde ministers, allereerst dan de minister van Buitenlandse Zaken, een uiteenzetting geven niet alleen voor de gespecialiseerde commissies, maar ook in openbare vergadering, over de internationale situatie en de standpunten die de regering heeft ingenomen.

Puis-je rappeler à M. Delmotte et à d'autres orateurs qui ont insisté sur ce fait, que j'inviterai M. Simonet à faire une communication, non seulement devant les commissions spécialisées du Sénat et de la Chambre, mais aussi éventuellement en séance publique, sur la situation internationale et sur les prises de position élaborées vendredi dernier par le Comité ministériel de Politique extérieure?

Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, de toestand blijft ook op begrotingsvlak en op sociaal-economisch gebied uiterst zorgwekkend. Ik aanvaard een gedeelte van de kritiek die is uitgebracht. Er kan niet worden ontkend dat het vrij ambitieuze programma van saneringen en herstel dat de regering heeft ontworpen na langdurige beraadslagingen en na concertatie met de sociale gesprekspartners, hoofdzakelijk wegens de institutionele en communautaire crisis, niet erg is opgeschoten. Dit geldt zowel ten aanzien van de parlementaire besprekingen daarover als voor de goedkeuring van de programmawet.

Wij hebben evenwel gedaan wat wij konden.

U bent even goed als ik op de hoogte, maar ik wil de programmawet nog even in essentie in herinnering brengen. Het gaat over 17 miljard besparingen in de sector ziekteverzekering, over het optrekken van de kleine pensioenen en de bestaansminima voor een bedrag van 2 320 miljoen frank. Het gaat over een zeer belangrijke aanpassing van de belastingschalen, vooral ten gunste van de gezinnen. Het gaat over uiterst belangrijke maatregelen in verband met de democratisering van de economie, hoofdzakelijk in de enegiesector. Belangrijk is eveneens — en dit is even buiten het eigenlijk formele bestek van de programmawet — het fundamenteel gesprek dat wij moeten hebben over de globale hervorming van de sociale zekerheid en over het gezondheidsbeleid, vooral na de moeilijkheden van de voorbije weken, het gesprek met de sociale partners, maar meer in het bijzonder nog een gesprek daarover met dit Parlement, zowel in de Kamer als in de Senaat.

Mesdames, Messieurs, 17 milliards d'assainissement d'économies sont prévus. Pour l'Inami, le gouvernement a pu réaliser 8,3 milliards par arrêté royal. Nous avons pris ces décisions dans des conditions extrêmement difficiles. Le 28 décembre, en plein conflit avec le corps médical, il était de notre devoir de prendre ces mesures d'assainisse-

ment dont 5,8 milliards à supporter par le corps médical et les prestataires de soins.

Il est inexact de prétendre que le gouvernement reste passif, mais — il est vrai — son action est retardée par des difficultés survenues entre autres à la suite du conflit communautaire et institutionnel.

C'est la raison fondamentale pour laquelle nous avons déployé tant d'efforts pour résoudre cette crise afin de permettre une progression de la même façon dans les deux voies.

Ik aanvaard kritiek, maar in een dergelijk debat over het begrotingsbeleid van de regering worden altijd vrij extreme stellingen ingenomen. Het is niet overbodig te herinneren aan wat de hoogste monetaire autoriteiten van ons land ter zake hebben gezegd.

Ik heb reeds de gelegenheid gehad voor de Senaat te spreken over het advies van 12 juli jl. waarin de Hoge Raad van Financiën met sterke nadruk erop heeft aangedrongen dat het netto te financieren saldo, het met leningen te betalen deficit, in de begroting 1980 tot 200 miljard zou worden beperkt. Wij hebben in de Rijksmiddelenbegroting voor 1980 een deficit moeten aanvaarden van 232 miljard. Het netto te financieren saldo voor 1979, aangepaste begroting, werd in de loop van het jaar geraamd op 230 miljard. Nu de rekeningen gemaakt zijn en reeds gepubliceerd, blijkt dat het gaat over 212 miljard, wat dan toch een positief resultaat is. Het blijft juist dat wij in de begroting voor 1980 rekening moeten houden met een netto te financieren saldo van 232 miljard frank. Volgens de Hoge Raad van Financiën is dit 30 miljard te veel.

Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, hoe kunnen wij nog eens voor 30 miljard frank aanvullend saneren of voor dit bedrag nieuwe ontvangsten vinden?

Ik geloof dat de gouverneur van de Nationale Bank onlangs te Gent in een toespraak ter zake wijze worden heeft gesproken toen hij zegde: « Een directe therapeutische ingreep in de vorm van een brutale afremming van de overheidsuitgaven zou het interne evenwicht van de economie verder hebben kunnen verstoren en nog meer werkloosheid veroorzaken. Daarom koos de regering waarschijnlijk de goede weg wanneer zij besliste op geleidelijke wijze, gespreid over een aantal jaren, het toch wel grote financiële tekort van de overheidssector te verminderen. »

Wij hebben de bedoeling dit inderdaad zeer hoge percentage van openbare schuld ten opzichte van het bruto nationaal produkt, nu 6,5 pct., ieder jaar geleidelijk, maar in een volgehouden inspanning over vier of vijf jaar, te verminderen tot een meer aanvaardbaar peil van 3 of 3,5 pct. van het bruto nationaal produkt.

Ik vind dat de toespraak van de gouverneur van de Nationale Bank die ik zoeven citeerde, een genuanceerde tekst, goed weergeeft wat de inspanningen zijn van de regering, wat haar moeilijkheden zijn, en ook, ik geef het grif toe, wat op bepaalde punten het falen kan zijn van de overheid in ons land.

Een derde punt is de herschikking van de regering. Dit heeft aanleiding gegeven tot de benoeming van drie nieuwe leden van de regering, waaronder een vrouwelijke minister. Ik kan niet nalaten te onderstrepen dat voor het eerst in de Belgische geschiedenis een regering vier vrouwelijke leden telt en dat drie daarvan behoren tot de Senaat.

Een vierde voorafgaande opmerking is dat men gewag heeft gemaakt van een stembusakkoord in verband met de laatste voorstellen van de regering. Hoe kan men gewagen van een stembusakkoord? Was de wet van 1 augustus 1974, die de voorlopige gewestvorming regelde, een stembusakkoord? De regeringen die de eerste regering-Tindemans hebben opgevolgd, hebben die wet van 1 augustus 1974 toegepast.

Een van de bepalingen stelt dat de Koning niet meer vrij is in de organisatie van de regering. Een wettelijke voorwaarde moet worden vervuld. In de regering moeten ministeriële comités voor gewestelijke aangelegenheden worden gevormd. Zolang die wet bestaat kan er geen regering meer worden samengesteld zonder die executieven.

En 1974, on parlait exclusivement de comités ministériels pour les affaires régionales. Vous avez amendé cette loi. A présent, la loi prescrit que le gouvernement doit comprendre, en son sein, des exécutifs régionaux et des exécutifs communautaires. Du côté flamand, la loi prévoit la création d'un seul exécutif pour les affaires régionales et pour les compétences communautaires.

Comment peut-on, dans ces circonstances, parler d'un accord politique à plus long terme? Le gouvernement qui succédera au mien sera obligé d'appliquer non seulement la loi Perin-Vandekerckhove mais aussi, je l'espère, les deux lois sur la phase transitoire que nous avons l'intention de faire voter par les Chambres législatives.

M. Bertrand a exprimé sa déception, en disant que ce que le gouvernement propose maintenant, ce n'est pas l'autonomie totale ni sur le plan législatif ni sur le plan de l'exécution et c'est vrai.

L'objet de la phase transitoire, c'est de créer un pouvoir régional législatif, de créer des conseils régionaux composés de parlementaires, mais avec une sorte de suprématie de la loi nationale. Il est vrai que jusqu'en 1982, les exécutifs resteront au sein du gouvernement national. Dès que le Parlement aura approuvé les conclusions du Comité paritaire pour la coexistence harmonieuse des communautés, à ce moment-là seulement, les exécutifs pourront sortir du gouvernement. Dans mon discours, j'ai l'intention d'exposer clairement l'importance capitale de cette opération dont les conditions doivent être acceptables pour les deux grandes communautés de notre pays. C'est un fait nouveau que depuis 1974, depuis l'amélioration de la loi Perin-Vandekerckhove, il existe maintenant une nouvelle chance de progresser dans le sens de la réforme de l'Etat, grâce à un processus long et pénible, je l'avoue, mais poser des questions et des exigences radicales ne sert à rien. Cela paralyse, au contraire, toute réalisation. Nous avons choisi une autre voie, nous procéderons par étapes, graduellement et dans des conditions qui requièrent et peuvent obtenir le consensus ou la majorité dans chaque groupe linguistique et dans chaque communauté.

Ik zou in dit verband tegelijkertijd willen antwoorden aan de heer Vanderpoorten en aan de heer Van der Elst. Wij hebben ook in andere omstandigheden samen met Franstalige collega's onderhandelingen gevoerd over de staatshervorming. Bepaalde fasen die ik daareven heb aangehaald, de vorming van de regering-Leburton, Steenokkerzeel, de Egmont-Stuyvenberg-akkoorden en zelfs een gedeelte van de onderhandelingen voor de vorming van mijn regering, hebben wij samen meegemaakt.

Ik kan aannemen dat zich op het ogenblik — ik heb dit ook menen vast te stellen bij de heer Perin — een zekere ontmoediging, een zeker gevoel van defaitisme meester maakt van sommigen van onze collega's. In die mate zelfs dat men begint te twijfelen aan de ernst en de zin van de dialoog in de parlementaire werkgroep die zal worden samengeroepen. Ik kan dit begrijpen. De weg naar de staatshervorming is, zoals ik daarstraks reeds zei, om diverse redenen zeer moeilijk. Er zijn veel tegenstellingen, eerst en vooral van taalkundige aard en vervolgens ook de fameuze kwestie van de betwisting over de financiële middelen van de gewesten en gemeenschappen. Bovendien blijft het een grote uitdaging om voor Brussel een goede en rechtvaardige oplossing te vinden.

Dit gevoel van ontmoediging, dat ik soms ook ken, want ik dacht dat de definitieve staatshervorming vlugger zou kunnen worden gerealiseerd, mag ons toch niet overmeesteren. Wij botsen nu op de realiteit, de echte hindernissen en obstakels om een goede staatshervorming tot stand te brengen.

Ik verwacht niet dat ik u zal kunnen overtuigen, maar ik wens u toch het nieuw voorstel van de regering uiteen te zetten om tot de realisatie van het regeringsprogramma over te gaan. Het is in wezen geen nieuwe regeringsverklaring, want er is altijd discussie geweest over het al dan niet gedeeltelijk samenvloeien van de tweede en derde fase tijdens deze legislatuur. Ik zal aantonen dat, wat u beweert, niet juist is. Het evenwicht is niet verbroken. Wij voorzien inderdaad in een vrij lange overgangsperiode, echter met een duidelijke vervaldatum en zonder de chaos te creëren. Vermits de dotaties en de verdeelsleutels vervallen eind 1982 bevat het jongste voorstel de verplichting een nieuw financieringssysteem uit te werken. Het kan niet worden betwist, het volstaat de tekst van het ontwerp te lezen, dat in Brussel waarborgen werden ingebouwd voor de Vlaamse gemeenschap, zowel op het stuk van de gewestraad als van de executieve.

Op het stuk van de gewestraad, is de besluitvorming onderworpen aan de alarmbel. Wanneer wij straks het hoofdstuk zullen bespreken van de beslechting van conflicten, zult u merken dat wanneer door de helft van een taalgroep in de Brusselse gewestraad de wens hiertoe wordt uitgedrukt, de voorzitter van de gewestraad verplicht is een ontwerp of voorstel van ordonnantie voor te leggen voor advies aan de Raad van State.

Dit zijn maar twee voorbeelden en er zijn er verschillende andere om aan te tonen dat reële waarborgen op het vlak van de gewestraad zijn ingebouwd. Op het vlak van de executieve moet, zoals in de executieve in Vlaanderen en Wallonië, een consensus tot stand komen en als er geen overeenstemming wordt bereikt, is er verhaal mogelijk bij de nationale regering.

Dat zijn enkele elementen van antwoord. U hebt gepoogd het negatieve aspect te onderstrepen. Het is mijn plicht erop te wijzen dat wat u gezegd hebt, niet juist is, dat integendeel ook voor de delicate kwestie Brussel effectieve waarborgen zijn ingebouwd, zelfs in de huidige overgangsfase en in het geheel van de economie van deze overgangsfase. Ik zal straks nog de gelegenheid hebben de verschillende evenwichtspunten aan te duiden.

A M. Delmotte, je dirai d'abord qu'en effet, le gouvernement a longuement délibéré sur des propositions et décisions tendant à réaliser la réforme de l'Etat conformément à la déclaration gouvernementale et que nous avons choisi la procédure consistant à soumettre ces nouvelles propositions et décisions aux Chambres législatives après que les ministres concernés auraient consulté leur parti.

Concernant la démission des ministres FDF, je voudrais également dire que j'ai eu le souci et la préoccupation de respecter les règles constitutionnelles et légales. (*Exclamations sur les bancs du FDF et du RW.*) J'ai essayé d'observer la discrétion la plus grande et je n'ai pas recherché la publicité. (*Vives interruptions sur les bancs du FDF et du RW.*)

M. Neuray. — C'est raté.

M. Martens, Premier Ministre. — Cela veut dire que lorsque le Conseil des ministres, dans sa toute grande majorité, prend une décision et que quelques ministres ne peuvent émettre un vote affirmatif, ils ont le choix : ou bien de se rallier à la décision de la majorité, ou bien d'offrir leur démission. S'il n'en va pas ainsi, il est essentiel pour le bon fonctionnement du gouvernement que le Premier ministre propose alors lui-même la démission de ces ministres au chef de l'Etat. (*Vives exclamations sur les bancs du FDF et du RW.*)

M. Lagasse. — Et c'est la révocation.

M. Martens, Premier Ministre. — Monsieur Lagasse, aucun gouvernement ne peut fonctionner si l'on n'applique pas cette règle fondamentale que je puis résumer dans ces mots : ou se soumettre ou se démettre.

M. Lagasse. — Il s'agit de la déclaration gouvernementale.

M. Martens, Premier Ministre. — C'est ce qui s'est produit et je répète que je n'ai pas cherché la publicité.

M. Lagasse. — La déclaration gouvernementale est intangible.

M. Martens, Premier Ministre. — Du côté des médias, on m'a d'ailleurs reproché de me cacher à ce moment-là.

J'avais une autre raison. Par précaution, comme la parité n'existait plus au Conseil des ministres, je n'ai plus fait de déclaration de caractère politique après que la démission a été accordée aux ministres FDF. (*Nouvelles interruptions sur les bancs du FDF et du RW.*)

M. Lagasse. — Elle n'a pas été accordée; elle a été imposée.

M. Martens, Premier Ministre. — J'ai proposé la démission des ministres FDF au chef de l'Etat.

M. Lagasse. — Vous n'aviez pas à la demander. Et pourquoi avez-vous peur du mot « révocation » ? Cela vous gêne-t-il tellement ?

M. Radoux. — D'après la Constitution, « le Roi nomme et révoque les ministres ».

M. Lepaffe. — Il révoque les ministres, d'accord. Il ne les « démissionne » pas.

M. Martens, Premier Ministre. — Je remercie M. Delmotte pour l'appui loyal et fidèle qu'il a exprimé au nom de son parti. M. Delmotte a même eu l'élégance de dire qu'il espère un dialogue franc dans le groupe de travail parlementaire sur la réforme définitive. Il a dit que le groupe socialiste collaborera à ces travaux dans cet esprit. Son groupe travaillera donc avec loyauté mais également, ai-je noté, avec toute la vigueur nécessaire.

M. Delmotte. — J'ai parlé de rigueur, Monsieur le Premier Ministre.

M. Martens, Premier Ministre. — C'est exact : avec toute la rigueur nécessaire.

M. Delmotte a insisté sur le fait que le Parlement et le gouvernement sont maintenant appelés à travailler plus et mieux et qu'à cet effet, un effort ultime doit être consenti, comme l'a demandé le gouvernement.

C'est aussi dans cet esprit que j'ai apprécié l'avis exprimé par M. Dieudonné André au nom du PSC. Vous êtes, Monsieur Delmotte, comme M. André, comme M. Leemans, comme M. Wyninckx, membres de la commission du Sénat pour la Réforme de l'Etat.

J'ai pu apprécier votre travail et celui de vos collègues. Demain, nous allons recommencer cette tâche sur des projets de loi modifiés et j'ai la conviction qu'après les difficultés et les convulsions de la période passée, nous avons une nouvelle chance d'aboutir.

De heer Wyninckx heeft terecht geïnsisteerd op de noodzaak de strikte deontologische regels van de vertrouwelijkheid en geheimhouding in de regering te respecteren. De regering heeft lang geargeld eer zij besliste dat ik in haar naam precies en exact zou meedelen aan het Parlement wat zich heeft voorgedaan. Zoals uw collega's bent u voldoende op de hoogte van het verloop van de gebeurtenissen om te weten dat het voor ons niet mogelijk was hierover niet te spreken.

Ik ben formeel dat dit geval een absolute uitzondering moet blijven. Uit voorzorg hebben wij vooraf het advies gevraagd van constitutionele specialisten. Het is mijn overtuiging dat wat zich heeft voorgedaan niet goed is voor onze instellingen en dat, zo wij, bijna uit heikracht, daartoe gedwongen waren, dit een absolute uitzondering moet blijven en dat de vertrouwelijkheid en de solidariteit van besprekingen en beslissingen in de Ministerraad zowel als in de ministeriële vergaderingen, een absolute voorwaarde zijn voor het goed functioneren van de regering en van de instellingen.

Ik dank de heer Wyninckx voor het vertrouwen in de regering dat hij daarnet heeft uitgesproken. Er zal inderdaad als overgang, tenzij vroeger een definitieve oplossing tot stand komt, een vrij lange periode van 4 1/2 jaar verlopen doch deze doet geen afbreuk aan het tijdelijk karakter van deze fase.

De heer Wyninckx heeft ook terecht gepleit voor een wapenstilstand op sociaal-economisch vlak. Ik kan u verzekeren dat wij zullen zorgen voor tariefzekerheid inzake ziekteverzekering, iets wat velen bijzonder interesseert er ter harte gaat en dat wij onze inspanningen voortzetten voor het behoud en, indien nodig, het herstel van de wetelijkheid — ik denk aan de privé-milities. Wij vragen Kamer en Senaat met de regering samen te werken in een onderzoeksc commissie wat betreft het functioneren van de politiediensten. Ik hoop dat, na de moeilijkheden die wij gekend hebben, deze onderzoeksc commissies van Kamer en Senaat effectief aan de slag kunnen gaan.

Ten aanzien van de internationale politiek verheffen wij onze stem waar wij kunnen. Wij hebben dit gedaan bij de voorbereiding van de moeilijke beslissing over de raketten, in Europees verband. Wij hebben een moratorium van zes maanden aanvaard en zullen de situatie opnieuw bekijken met het oog op de komende Navoraad.

De heer Vanderpoorten. — Gaan wij naar Moskou, Mijnheer de Eerste Minister ?

De heer Martens, Eerste Minister. — In Europees verband, heb ik gezegd.

De heer Vanderpoorten. — Moskou ligt in Europa.

De heer Martens, Eerste Minister. — Ik bedoel de Europese Gemeenschap.

Monsieur Perin, vous avez aussi insisté, c'était en tout cas mon impression, sur le caractère extrêmement difficile et lent du processus de réforme de l'Etat. Je comprends votre sentiment, d'autant plus que je le partage, et je reconnais combien il est difficile, dans ce pays, de réaliser cette nécessaire réforme de l'Etat.

L'équilibre nouveau que nous avons élaboré consiste à réserver tous les points délicats et difficiles pour la discussion et la concertation en groupes de travail parlementaires et à ne pas proposer de modifications de la Constitution dans la seconde phase, dite transitoire. Nous avons donc retiré la proposition visant à modifier la Constitution à propos des matières personnalisables, c'est-à-dire le pouvoir normatif sur le plan des compétences et des matières personnalisables.

Mais cela ne signifie pas qu'on ne doit pas prévoir des moyens financiers; j'insisterai sur ce point dans ma réponse à M. Leemans.

En ce qui concerne les institutions bicommunautaires ou bilingues à Bruxelles, il est prévu un système de cogestion d'un membre néerlandophone et d'un membre francophone, habitants de la région bruxelloise. Il doit s'agir d'une vraie cogestion des institutions bilingues qui traitent les matières dites personnalisables avec, si on n'aboutit pas à une décision collégiale, un recours possible au Conseil des ministres.

Mijnheer Leemans, u hebt naast de bezorgdheid die u hebt uitgesproken over de sociale-economische problemen, de beslissing van de regering van 10 januari samengevat in vijf essentiële punten. Ten eerste, men begint onmiddellijk met de bespreking van de definitieve fase. Ten tweede, wat betreft de ordonnances, de regionale wetgevende macht, is er een hoederecht, een soort controle van het natio-

nale Parlement. Ten derde, in de overgangsfase wordt niet overgegaan tot een grondwetsherziening. Ten vierde, vermits de normatieve macht niet wordt overgedragen voor de persoonsgebonden materies, blijft de financiering ook nationaal en niet onderworpen aan de overwogen verdeelsleutel. Ten vijfde, op 31 december 1982, volgens de beslissing van 10 januari, neemt het overgangsstelsel een einde, maar men komt niet terecht in de chaos, men valt terug op het systeem Perin-Vandekerckhove. Dat was ook het geval, in de overeenkomst van 10 januari, wat betreft de dotaties. Welnu, ik denk dat die samenvatting vrij juist is.

Welke zijn de essentiële toevoegingen of wijzigingen door de beslissing van 19 januari? Ten eerste, dat het vijfde punt in het overgangsstelsel wordt verlengd tot einde 1984 en ten tweede dat, einde 1982, het systeem van financiering voor de gewesten definitief een einde neemt. Op dat moment moet het worden vervangen door een ander, hopelijk definitief nieuw systeem, zodat men niet terugvalt op het dotatiesysteem ingevolge artikel 7 van de wet Perin-Vandekerckhove.

Ik meen dat, wanneer het correct is te zeggen dat de beslissing van 10 januari kan worden samengevat in de vijf punten die u hebt aangehaald, het even correct is te beweren dat de toevoegingen en de wijzigingen door de beslissing van 19 januari vervat in de twee punten verband houdend met de vijf punten aangehaald betreffende de beslissing van 10 januari.

De regering wenst ook, Mijnheer Leemans, zoals u, dat de werkgroep voor de definitieve hervorming inderdaad, vóór einde 1982, tot een resultaat komt.

Daarom, Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, heb ik geen enkele moeite gehad om van de vier coalitiepartijen en hun voorzitters te bekomen dat in de mededeling van de regering zou worden gezegd dat, hoe dan ook, en voor het geval we niet tot een definitieve hervorming komen of wanneer die definitieve hervorming niet volledig zou zijn gerealiseerd op het einde van de huidige legislatuur, iedereen akkoord ging om te zoeken naar een middel opdat het volgende Parlement opnieuw een constituant zou worden.

Ik heb geen enkele politieke moeilijkheid ondervonden. Het is één van de paradoxen van onze toestand dat, wanneer men aan Franstalige kant denkt dat er een bezwaar zal zijn aan Vlaamse kant, of omgekeerd, — dat heb ik de jongste weken dikwijls ondervonden, onder meer wat dit punt betreft — uit het onderzoek blijkt dat iedereen bezielde was met de wil om tijdens deze legislatuur inderdaad nog te komen tot een definitieve hervorming en volkomen bereid was, indien zulks niet het geval mocht zijn, ervoor te zorgen dat het volgende Parlement ook een constituant zou zijn.

Vanaf morgen begint het onderzoek van de teksten. Deze regering-mededeling ging reeds vergezeld van concrete teksten van de regering. We zullen in het Parlement moeten zoeken naar de beste formulering om die efficiënte controle, zonder obstructie van de nationale wetgever, op de ordonnances te organiseren. We zullen de in de ontwerpen van wet voorziene waarborgen op wettelijk vlak, zowel van geweststraden als van executieven, moeten organiseren.

Wij hebben voorzien dat het Brussels gewest kan functioneren, ook wat betreft zijn begroting en het is van groot belang dat in de nieuwe politieke constellatie het Brussels gewest zou functioneren.

M. Lagasse. — C'est la nouvelle démocratie!

M. Martens, Premier Ministre. — Vous n'avez aucun intérêt à ce que les organes tels qu'ils sont conçus pour la région de Bruxelles — exécutif au sein du gouvernement et conseil régional composé de parlementaires — fonctionnent mal. Ce ne serait pas dans l'intérêt de la réforme de l'Etat.

Nous avons cherché une solution non partisane qui garantisse un bon fonctionnement des organes dans le respect des droits de la communauté flamande à Bruxelles. (*Exclamations sur les bancs du FDF-R.W.*)

M. Lagasse. — Bien fonctionner, cela suppose que le gouvernement s'appuie sur une majorité. Ce ne sera pas du tout le cas à Bruxelles.

De heer Martens, Eerste Minister. — Wat betreft de persoonsgebonden materies wordt de normatieve macht inderdaad niet overgedragen en worden bijgevolg de voorziene verdeelsleutels niet toegepast. U weet dat de speciale verdeelsleutels voor de culturele en de persoonsgebonden materies — twee derde op basis van de bevolking, één derde op basis van de oppervlakte — niet worden toegepast ver-

mits de hervorming zoals ze was voorzien niet doorgaat vanaf 1980. Wij moeten dus een nieuwe basis uitwerken zoals in de regeringsmededeling wordt gezegd. Wij hebben een werkgroep daartoe opdracht gegeven.

Et cette décision, Monsieur Perin, doit être prise, non pas au mois de juillet de cette année, mais dans les quinze jours qui viennent, sinon, les budgets concernés ne peuvent être ni adaptés, ni modifiés, ni votés par le Parlement.

On sera donc fixé sur ce point, non dans cinq ou six mois, mais dans les quinze jours. C'est en tout cas la volonté du gouvernement de prendre une décision sur une nouvelle base de répartition des crédits prévu pour les matières personnalisables.

Ook in het nieuwe voorstel, Mijnheer Leemans, wordt de asymmetrische formule toegepast. De regering is van oordeel dat de bevoegdheden van het Vlaamse gewest op het normatieve vlak kunnen worden uitgeoefend door de Nederlandse Cultuurraad.

M. Lagasse. — Qu'en pense le Conseil d'Etat?

De heer Martens, Eerste Minister. — De regering hoopt dat het Parlement dit regeringsstandpunt zal bijtreden. Wij hebben steeds gezegd dat de uiteindelijke interpretatie van de grondwettelijkheid van de voorgestelde teksten, Mijnheer Lagasse, behoort bij het Parlement. De regering heeft dit standpunt ingenomen en hoopt dat het Parlement die stelling zal bijtreden.

Deze asymmetrische formule, met namelijk één executieve voor de Nederlandse gemeenschap en het Vlaamse gewest, wordt ook behouden op dat vlak.

Wat de politieke verantwoordelijkheid betreft, houden wij ons strikt, u hebt dat bemerkt in de memorie van toelichting, aan de resolutie die ter zake werd goedgekeurd in Kamer en Senaat.

Monsieur Lagasse, je dois vous rappeler que tous les ministres FDF ont, en Conseil des ministres, approuvé les décisions du 10 janvier.

M. Lagasse. — Moyennant l'accord compensatoire que vous savez et qui était conclu entre les partis francophones.

M. Martens, Premier Ministre. — Ils n'ont jamais dit cela. Ils ont accepté et approuvé sans restrictions les décisions prises le 10 janvier en Conseil des ministres. (*Exclamations sur les bancs du FDF-R.W.*) Et aussi les propositions au Parlement concernant les ordonnances pour Bruxelles ...

M. M. Toussaint. — C'est la première fois au cours de l'histoire qu'on viole ainsi le secret des délibérations du Conseil des ministres.

M. Martens, Premier Ministre. — Monsieur Toussaint, j'ai dit que «le Conseil des ministres unanime» avait approuvé les décisions du gouvernement.

M. Lagasse. — C'est incroyable!

M. le Président. — Laissez poursuivre le Premier ministre.

M. Martens, Premier Ministre. — Sinon — ne vous énervez pas, Monsieur Toussaint — on aurait eu un accident gouvernemental le 10 janvier.

M. M. Toussaint. — Il aurait mieux valu cela que violer le secret du Conseil des ministres. Ceci est bien plus grave et l'histoire continuera à se répéter. (*Vives exclamations.*)

M. Martens, Premier Ministre. — Monsieur Toussaint, permettez-moi de vous faire remarquer que cela figure dans les documents officiels transmis au Parlement par le gouvernement. Je vous engage à les relire. (*Protestations de M. M. Toussaint.*) J'ai, en effet, déclaré: «Le Conseil des ministres unanime a approuvé, le 10 janvier ...». A ma connaissance, les ministres FDF y participaient. (*Interruptions sur les bancs du FDF-R.W.*)

Deuxième élément. J'ai répondu à propos de la démission des ministres FDF, que lorsqu'on fait partie d'un gouvernement on se soumet aux décisions prises ou on se démet de ses fonctions.

M. Lagasse. — Pourquoi avez-vous détruit l'accord des partis francophones?

M. Vanderpoorten. — L'amour est passé!

M. Moureaux. — Vous invoquez l'accord du 10 janvier sans préciser les motifs du désaccord postérieur. Si vous violez les secrets du Conseil des ministres, ce ne peut être unilatéralement.

M. Martens, Premier Ministre. — Monsieur Moureaux, le Conseil des ministres unanime a approuvé la décision. Sinon, je le répète, il y aurait eu un accident gouvernemental le 10 janvier.

Il est, par ailleurs, préférable de se taire à propos d'autres accords. (*Vives exclamations sur les bancs du FDF-RW.*)

Pour répondre à une autre question précise de M. Lagasse, je lui signale que le comité paritaire poursuivra sa tâche. Son rapport est attendu pour le 15 mai et sera transmis au gouvernement et au Parlement. Je me propose d'avoir un entretien avec les deux présidents de ce comité jeudi prochain. Je leur demanderai, à cette occasion, de terminer leurs travaux pour le 15 mai et de transmettre le rapport contenant leurs propositions au gouvernement, au Parlement et au groupe de travail parlementaire.

Mijnheer Jorissen, u hebt grote bezorgdheid aan de dag gelegd voor mijn partij.

De heer Vanderpoorten. — Dat is nodig.

De heer Martens, Eerste Minister. — Ik herinner mij de tijd dat u één van de heftigste bekampers was van mijn partij.

De heer Jorissen. — Het kan evolueren.

De heer Martens, Eerste Minister. — U zei *in tempore non suspecto* dat het Wilfried Martens zou zijn die de CVP eens ging hervormen.

De heer Jorissen. — U hebt dat vroeger goed gedaan, Mijnheer de Eerste Minister.

De heer Martens, Eerste Minister. — Dat is u blijkbaar slecht gekomen, Mijnheer Jorissen. Ik kan u echter verzekeren wat mij en mijn partij betreft, dat wij niet zinnens zijn de inspanningen die wij tijdens de voorbije jaren hebben geleverd te verslappen.

De heer Jorissen. — Ik hoop het voor u, Mijnheer de Eerste Minister. Ik ben bekommerd.

De heer Martens, Eerste Minister. — Inzake de overgangsfase kan ik u zeggen dat de departementen van gewesten en gemeenschappen worden opgericht niet bij wet maar bij koninklijk besluit. Dat wil zeggen dat de taalwet inzake de centrale besturen op deze departementen en diensten zal van toepassing zijn. De persoonsgebonden materies worden wel toegepast in Brussel, Mijnheer Jorissen, maar op het uitvoerend vlak. De eenzijdige instellingen vallen onder de bevoegdheid van de executieven van de Vlaamse gemeenschap enerzijds en van de Franse gemeenschap anderzijds. De tweetalige worden collegiaal en samen beheerd door Mevr. Steyaert en door de heer De groeve.

De heer Jorissen. — En vind u dat voldoende?

M. Martens, Premier Ministre. — J'ai répondu, Monsieur Radoux, en ce qui concerne la situation internationale. Je demanderai aux ministres concernés et plus spécialement à M. Simonet de faire une communication au Parlement à ce sujet.

Monsieur Toussaint, j'ai fait effectivement une communication relative au remaniement du gouvernement et à une modification dans la réalisation de la réforme de l'Etat.

Je reconnais avec vous que notre pays a besoin non seulement d'un nouveau consensus social, mais d'un nouveau consensus politique. C'est un des objectifs poursuivis en collaboration avec tous les partis représentés au groupe de travail parlementaire pour la réforme définitive de l'Etat.

Monsieur Moureaux, l'article 138bis prévoit, en effet, que les membres qui se rallient à une motion la signent. Il s'agit donc de la signature individuelle d'une motion.

M. Moureaux. — C'est vous qui le dites.

M. Martens, Premier Ministre. — Non, c'est la Constitution.

M. Moureaux. — Elle ne dit pas « individuelle ».

M. Martens, Premier Ministre. — Elle prévoit une motion motivée signée par au moins les trois quarts des membres d'un des groupes linguistiques. Comment pourrait-on signer collectivement? (*Rires.*)

M. Moureaux. — Ce n'est pas à votre communauté d'interpréter les décisions de la communauté francophone.

M. Martens, Premier Ministre. — Monsieur Daulne, j'ai eu l'occasion, avant le 10 janvier, de rencontrer une délégation du Conseil culturel allemand.

Il a été convenu que les projets de loi préparés par le gouvernement seront adaptés au contenu nouveau de la deuxième phase. Vous le savez, l'accord politique prévoyait aussi une deuxième phase pour la communauté allemande. Les options politiques que nous avons prises pour les communautés néerlandaise et de langue française doivent être retenues pour la communauté allemande. Il faudra donc adapter en ce sens la loi du 10 juillet 1973.

Il va de soi que la communauté allemande doit être représentée au sein du groupe de travail parlementaire, comme elle l'est au comité paritaire.

A Mme Mathieu, je dirai qu'en effet, le comité paritaire devra transmettre son rapport pour le 15 mai au gouvernement, au Parlement et au groupe de travail.

La commission paritaire pour l'octroi des subsides, qui était prévue dans le projet initial, ne l'est plus dans la formule actuelle; elle est reportée à la phase définitive.

Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, ik besluit. Als ik poog de synthese te maken van de beslissingen van de regering in verband met de uitvoering van de staatsvorming, kan ongetwijfeld worden gezegd dat er een vernieuwing in de aanpak is. De bespreking van de definitieve fase wordt onmiddellijk begonnen. Een uitnodiging wordt gericht tot alle partijen die in het Parlement vertegenwoordigd zijn om in positieve zin daaraan mee te werken.

Het tweede punt van mijn synthese is, dat door de beslissing van de regering, de inhoud van de besprekingen in de parlementaire werkgroep nog belangrijker wordt omdat wij niets onherroepelijk doen en tijdens de tweede fase geen initiatieven nemen tot herziening van de Grondwet. Alle punten die voorzien werden in verband met de herziening van de Grondwet, zoals het artikel 26bis, de hiërarchie van de wetgevende normen, onder meer wat betreft de ordonnantie, zullen stof tot dialoog zijn in de parlementaire werkgroep.

De overgangsfase is tijdelijk, maar zij duurt tot 1984. Er is dus voldoende tijd om een werkelijke overgangsfase een kans te geven. Deze fase vervalt op een bepaalde datum, maar dan ontstaat geen chaos, vermits men terugkeert tot het huidige systeem. Mocht voordien — wat wij allen wensen — een oplossing kunnen worden uitgewerkt voor de definitieve hervorming, dan wordt vóór de einddatum van 1984 de definitieve hervorming tot stand gebracht. De regionale dotaties vervallen eind 1982, maar zij moeten worden vervangen door een definitief systeem. In deze periode van overgang zal de wetgevende macht van de gewesten de ordonnantie tot stand brengen, maar onder de hoede van het nationaal Parlement. De executieven blijven in de regering tot 1982. Dit is onder meer een waarborg voor de Vlamingen in Brussel. Indien wij er nochtans in slagen over deze delicate punten, op basis van het rapport van het paritair comité, tot wettelijke bepalingen van waarborgen te komen in de gemeenten met speciaal taalstatuut, zullen de executieven autonoom worden.

Dit is een zeer delicaat evenwicht. Het is een nauwe weg, het is een van de kansen die nog overblijven om door overleg te komen tot de definitieve staatsvorming.

Wie de politieke verhoudingen in ons land kent, weet dat die overgangsfase nodig is, onder meer om het vertrouwen te herstellen en om in een nieuwe sfeer en met een gewijzigde mentaliteit te kunnen werken aan de definitieve fase.

Ik ben ervan overtuigd dat het voorstel van de regering in verband met de overgangsfase aanvaardbaar is voor de grote meerderheid van de burgers en ook voor de twee grote gemeenschappen van dit land. Ik denk evenwel ook dat het één van de weinige kansen is om toch nog door overleg tot de staatsvorming te komen. Dat is het politieke evenwicht en dat zijn de dikwijls ingewikkelde waarborgen waarin langs beide kanten wordt voorzien. Maar het is een weg die, ook als hij moeilijk is, kan worden bewandeld en die een nieuwe kans biedt om eruit te geraken.

Le gouvernement souhaite que tant la loi-programme que les projets de loi des Régions et de Communautés soient traités et votés à court terme et progressent d'un même pas.

De heer Van Ooteghem. — Parallelisme?

M. Martens, Premier Ministre. — Le gouvernement respecte les prérogatives du Parlement, mais il demande aussi à sa majorité de respecter les équilibres politiques. (*Vifs applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Tot besluit van deze bespreking heb ik een motie ontvangen ingediend door de heren Leemans, Delmotte, Wyninckx en André, die als volgt luidt:

« De Senaat,

» Gehoord de mededeling van de regering,

» Schenkt haar het vertrouwen,

» En gaat over tot de orde van de dag. »

En conclusion de cette discussion, j'ai reçu un ordre du jour émanant de MM. Leemans, Delmotte, Wyninckx et André, qui est rédigé ainsi:

« Le Sénat,

» Ayant entendu la communication du gouvernement,

» Lui accorde la confiance,

» Et passe à l'ordre du jour. »

Het woord is aan de heer Vanderpoorten.

De heer Vanderpoorten. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, mag ik opmerken dat de geachte Eerste minister gezegd heeft dat er tussen de oppositiepartijen geen eenheid is?

De heer Jorissen. — Dat moet ook niet. Wij vormen toch geen regering!

De heer Vanderpoorten. — Ik moet persoonlijk toegeven — en ik wens dit te onderstrepen — dat ik met het FDF nooit zal akkoord gaan zolang het zijn huidig programma handhaaft.

Staat u mij toe dat ik voor het overige nog even mijn negatieve stemming verantwoord.

Het debat is inderdaad verhelderend geweest. De enige synchrone geluiden die ik hier heb gehoord zijn de samengevoegde toejuichingen van de meerderheidspartijen bij het einde van de toespraak van de geachte Eerste minister.

De heer Jorissen. — Zij hebben niet lang geduurd.

De heer Vanderpoorten. — Al het overige wat ik hier heb gehoord is tegenstrijdig. Geen mens die ter goeder trouw is, kan zeggen dat het klare en duidelijke standpunt van de heer Delmotte werd bijgetreden door de nogal wazige omschrijving van de geachte heer Leemans.

Er zal geen parallelisme zijn tussen de staatsvorming en de programmawet. Wanneer men ter gelegenheid van de hernieuwde bespreking in de commissie voor de Herziening van de Grondwet opnieuw met een reeks voorbehouden naar voren zal komen, dan vraag ik mij af, Mijnheer de Eerste Minister, of het werkelijk gegrond is te vermoeden dat men vóór de definitieve fase resultaten zal kunnen bereiken, gelet op de dubbelzinnigheid die men bij de voorlopige fase kent.

Hoe zal het mogelijk zijn, Mijnheer de Voorzitter, in de definitieve fase die gelijktijdig met de tweede fase moet verlopen, zonder herziening van de Grondwet, iets concreets tot stand te brengen?

Bovendien heeft de heer Leemans aangekondigd dat het advies van de Raad van State op verschillende punten zou moeten gevraagd worden. De streefdatum zal dus niet bereikt worden. Maar hij heeft vooral benadrukt dat het compromis pijn doet en dat de evenwichtsoefeningen nu lang genoeg hebben geduurd.

Als lid van de oppositie en na het debat in volle sereniteit en helderheid van geest te hebben bijgewoond, moet ik derhalve vaststellen dat het akkoord stoelt op een wederzijds huwelijksbedrog. Het huwelijk is ontworcht; de feitelijke of wettelijke scheiding zal weldra volgen.

De Voorzitter. — Wij gaan thans over tot de naamstemming over de motie van vertrouwen.

— Il est procédé au vote nominatif sur l'ordre du jour de confiance.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over de motie van vertrouwen.

157 membres sont présents.

157 leden zijn aanwezig.

112 votent oui.

112 stemmen ja.

43 votent non.

43 stemmen neen.

2 s'abstiennent.

2 onthouden zich.

En conséquence, l'ordre du jour est adopté.

Derhalve is de motie aangenomen.

Ont voté oui:

Hebben ja gestemd:

MM. Adriaenssens, Akkermans, André, Bailly, Basecq, Bataille, Belot, Bogaerts, Bruart, Busieau, Calewaert, Carpels, Chabert, Claeys, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Croux, Cudell, Cugnon, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Ocken, MM. De Baere, De Clercq (Constant), De Graeve, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mmes De Loore-Raeymaekers, De Pauw-Deveen, MM. De Rore, De Smeyster, le chevalier de Stexhe, Dewulf, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Egelmeers, Féaux, Féir, Flagothier, Geens, Gerits, Gijs, Mmes Giller (Lucienne), Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Mme Hanquet, MM. Hismans, Hostekint, Hoyaux, Hubin, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lallemand, Lavens, Lecoq, Leemans, Lindemans, Lutgen, Mme Maes-Vanrobaeys, MM. Mainil, Mesotten, Meunier, Nauwelaerts, Noël de Burlin, Mme Panneels-Van Baelen, MM. Paque, Paulus, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Pouillet, Radoux, Mmes Remy-Oger, Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, MM. Sondag, Spitaels, Mme Staels-Dompas, MM. Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Théo), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenabeele, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Vangeel, Vangronsveld, Vanha-verbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuize, Van Spitael, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Windels, Wyninckx et Vandekerckhove (Robert).

Ont voté non:

Hebben neen gestemd:

MM. Bascour, Bertrand, Boey, Bonmariage, Coen, Cuvelier, Daems, de Bruyne, Declercq (Roger), Demuyter, Désir, de Wasseige, D'Haeyer, Dussart, Gillet (Jean), Gillet (Roland), Guillaume (Emile), Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Jorissen, Kenens, Lagasse, Lagneau, Lepaffe, Maes, Mmes Mathieu-Mohin, Mayence-Goossens, MM. Moureaux, Neuray, Nutkewitz, Payfa, Pede, Perin, Renard, Toussaint (Michel), Van den Broeck, Van der Elst, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vandezande, Van Elsen, Van Ooteghem et Waltniel.

Se sont abstenus:

Hebben zich onthouden:

MM. Capoen et De Seranno.

De Voorzitter. — Ik verzoek de leden die zich hebben onthouden de reden van hun onthouding mede te delen.

De heer Capoen. — Ik ben afgesproken met de heer Deconinck.

De heer De Seranno. — Ik ben afgesproken met de heer De Rouck.

De heer Peeters. — Mijnheer de Voorzitter, ik heb «neen» willen stemmen, maar mijn stemapparaat heeft blijkbaar niet gewerkt.

De Voorzitter. — Akte wordt u daarvan gegeven.

PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE AUX MESURES PRISES A L'EGARD DE L'ACADEMICIEN ANDREI SAKHAROV

Discussion et vote

VOORSTEL VAN RESOLUTIE BETREFFENDE DE MAATREGELEN GETROFFEN TEGEN DE ACADEMICUS ANDREIJ SACHAROV

Behandeling en stemming

M. le Président. — Au début de cette séance le Sénat a décidé d'examiner d'urgence la proposition de résolution que voici:

« Le Sénat »

Exprime sa profonde inquiétude à la suite des mesures que le gouvernement soviétique vient de prendre contre l'éminent académicien Andréï Sakharov,

Déclare que le bannissement dans la ville de Gorki, dont l'accès est interdit aux étrangers, confirme l'impression que le gouvernement soviétique reste indifférent au respect des libertés individuelles,

Souligne qu'en tant que membre des Nations Unies et cosignataire des accords d'Helsinki, le gouvernement soviétique s'est engagé à respecter les droits fondamentaux de l'homme,

Insiste dès lors pour que le gouvernement belge effectue des démarches auprès du gouvernement soviétique afin que les mesures prises contre Sakharov soient rapportées et que cette éminente personnalité puisse à nouveau jouir d'une pleine et entière liberté.

« De Senaat »

Spreekt zijn diepe bezorgdheid uit over de maatregelen die de Sovjetregering tegen de vooraanstaande academicus Andreï Sacharov heeft getroffen,

Verklaart dat de ballingschap in de voor vreemdelingen afgesloten stad Gorki de indruk bevestigt dat de Sovjetregering onverschillig staat ten opzichte van de eerbiediging van de persoonlijke vrijheden,

Onderstreept dat, als lid van de Verenigde Naties en als medeondertekenaar van de akkoorden van Helsinki, de Sovjetregering zich heeft verbonden de fundamentele mensenrechten te eerbiedigen,

Dringt er derhalve bij de Belgische regering op aan stappen aan te wenden bij de Sovjetregering opdat de maatregelen tegen Sacharov zouden worden ingetrokken en deze eminente persoonlijkheid opnieuw over de meest volledige vrijheid zou kunnen beschikken.

La parole est à M. Radoux.

M. Radoux. — Monsieur le Président, mes chers collègues, je pense que le Sénat acceptera les trois modifications que je propose au texte de la proposition de résolution relative aux mesures prises à l'égard de l'académicien Andréï Sakharov.

Au deuxième paragraphe « Déclare que le bannissement... », je demande que le mot « bannissement » soit remplacé par le mot « relégation ». En effet, le mot bannissement veut dire que la personne qui est l'objet d'une telle mesure sort du territoire du pays dont elle est le ressortissant tandis que le mot relégation signifie qu'elle est conduite dans une autre partie de ce territoire.

Au troisième paragraphe « des accords d'Helsinki » : remplacer par le terme officiel « de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki ».

Au dernier paragraphe : avant-dernière phrase dans le texte français et néerlandais, je demande la suppression des mots « à nouveau » et « opnieuw », parce que si nous disons « à nouveau » cela signifierait que nous sommes certains qu'avant d'avoir fait l'objet de cette peine, M. Sakharov jouissait de tous les droits fondamentaux, ce dont nous ne sommes pas sûrs. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

M. le Président. — L'Assemblée est-elle d'accord sur les modifications proposées par M. Radoux ? (*Assentiment unanime.*)

Nous allons passer au vote sur le texte nouveau qui est ainsi libellé :

« Le Sénat »

Exprime sa profonde inquiétude à la suite des mesures que le gouvernement soviétique vient de prendre contre l'éminent académicien Andréï Sakharov,

Déclare que la relégation dans la ville de Gorki, dont l'accès est interdit aux étrangers, confirme l'impression que le gouvernement soviétique reste indifférent au respect des libertés individuelles,

Souligne qu'en tant que membre des Nations Unies et cosignataire de l'Acte final de la Conférence d'Helsinki, le gouvernement soviétique s'est engagé à respecter les droits fondamentaux de l'homme,

Insiste dès lors pour que le gouvernement belge effectue des démarches auprès du gouvernement soviétique afin que les mesures prises contre Sakharov soient rapportées et que cette éminente personnalité puisse jouir d'une pleine et entière liberté.

« De Senaat »

Spreekt zijn diepe bezorgdheid uit over de maatregelen die de Sovjetregering tegen de vooraanstaande academicus Andreï Sacharov heeft getroffen,

Verklaart dat de relegatie in de voor vreemdelingen afgesloten stad Gorki de indruk bevestigt dat de Sovjetregering onverschillig staat ten opzichte van de eerbiediging van de persoonlijke vrijheden,

Onderstreept dat, als lid van de Verenigde Naties en als medeondertekenaar van de Slotakte van de Conferentie van Helsinki de Sovjetregering zich heeft verbonden de fundamentele mensenrechten te eerbiedigen,

Dringt er derhalve bij de Belgische regering op aan stappen aan te wenden bij de Sovjetregering opdat de maatregelen tegen Sacharov zouden worden ingetrokken en deze eminente persoonlijkheid over de meest volledige vrijheid zou kunnen beschikken.

M. André. — Je demande le vote nominatif, Monsieur le Président.

M. le Président. — Normalement, le vote sur les propositions de résolution a lieu par assis et levé, mais si le Sénat est d'accord nous allons procéder au vote nominatif. (*Adhésion.*)

— Il est procédé au vote nominatif sur la proposition de résolution relative aux mesures prises à l'égard de l'académicien Andréï Sacharov.

Er wordt tot naamstemming overgegaan over het voorstel van resolutie betreffende de maatregelen getroffen tegen academicus Andreï Sacharov.

150 membres sont présents.

150 leden zijn aanwezig.

149 votent oui.

149 stemmen ja.

1 s'abstient.

1 onthoudt zich.

En conséquence, la résolution est adoptée.

Derhalve is de resolutie aangenomen.

Ont voté oui :

Hebben ja gestemd :

MM. Adriaenssens, Akkermans, André, Bailly, Bascour, Basecq, Baille, Belot, Mme Bernaerts-Viroux, MM. Bertrand, Boey, Bogaerts, Bonmariage, Bruart, Busieu, Calewaert, Canipel, Capoen, Carpels, Chabert, Coen, Conrotte, Cooreman, Coppens, Cornelis, Croux, Cudell, Cugnon, Cuvelier, Daems, Dalem, Daulne, Mme De Backer-Van Ocken, MM. De Baere, de Bruyne, De Clercq (Constant), Declercq (Roger), De Graeve, De Kerpel, Deleecq, Delmotte, Mme De Loore-Raeymaekers, M. Demuyter, Mme De Pauw-Devee, MM. De Rore, De Seranno, Désir, De Smeyter, le chevalier de Stexhe, de Wasseige, Dewulf, D'Haeyer, Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, MM. Donnay, Dulac, le comte du Monceau de Bergendal, Dussart, Egelmeeers, Féaux, Férier, Flagothier, Geens, Gerits, Gijs, Mme Gillet (Lucienne), M. Gillet (Roland), Mme Goor-Eyben, MM. Goossens, Gramme, Guillaume (François), Mme Hanquet, M. Henrion, Mme Herman-Michielsens, MM. Hismans, Hostekint, Hubin, Jorissen, Kevers, Kuylen, Lacroix, Lagae, Lagasse, Lagneau, Lallemand, Lavens, Lecoq, Leemans, Lepaffe, Lindemans, Lutgen, Maes, Mainil, Mmes Mathieu-Mohin, Mayence-Goossens, MM. Mesotten, Meunier, Moureaux, Nauwelaerts, Neuray, Noël de Burlin, Paque, Paulus, Payfa, Pede, Peeters, Perin, Mme Pétry, M. Piot, Mme Planckaert-Staessens, MM. Poulain, Radoux, Mme Remy-Oger, M. Renard, Mme Rommel-Souvagie, MM. Seeuws, Smeers, Mme Smitt, M. Sondag, Mme Staels-Dompas, MM. Storme, Sweert, Tilquin, Toussaint (Michel), Toussaint (Théo), Mme Turf-De Munter, MM. Vandenaabeele, Van den Broeck, Van den Eynden, Van den Nieuwenhuijzen, Vanderborcht, Van der Elst, Vanderpoorten, Vandersmissen, Vandezande, Van Elsen, Vangeel, Vangronsveld, Vanhaverbeke, Van Herreweghe, Van Nevel, Vannieuwenhuyze, Van Ooteghem, Van Spitael, van Waterschoot, Verbist, Vergeylen, Waltniel, Windels, Wyninckx et Vandekerckhove (Robert).

S'est abstenue :

Heeft zich onthouden :

Mme Maes-Vanrobaeys.

De Voorzitter. — Ik verzoek Mevr. Maes de reden van haar onthouding mede te delen.

Mevr. Maes-Vanrobaeys. — Ik wilde « ja » stemmen maar per vergissing heb ik mij onthouden.

De Voorzitter. — Daarvan wordt u akte gegeven.

PROJET DE LOI — ONTWERP VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — Le gouvernement a déposé un projet de loi portant approbation du Protocole portant modification du Protocole additionnel du 6 juillet 1970 à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «Eurocontrol», signé à Bruxelles le 21 novembre 1978.

De regering heeft ingediend een ontwerp van wet houdende goedkeuring van het Protocol tot wijziging van het Protocol tot wijziging van het Additioneel Protocol van 6 juli 1970 bij het Internationaal Verdrag tot samenwerking in het belang van de veiligheid van de luchtvaart «Eurocontrol», ondertekend te Brussel op 21 november 1978.

Ce projet de loi sera imprimé et distribué.

Dit ontwerp van wet zal worden gedrukt en rondgedeeld.

Il est renvoyé à la commission des Affaires étrangères.

Het wordt verwezen naar de commissie voor de Buitenlandse Zaken.

PROPOSITIONS DE LOI — VOORSTELLEN VAN WET

Dépôt — Indiening

M. le Président. — Les propositions de loi ci-après ont été déposées:

1° Par M. Basecq, modifiant la loi du 28 décembre 1967 relative à l'octroi d'un salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture.

De volgende voorstellen van wet werden ingediend:

1° Door de heer Basecq, tot wijziging van de wet van 28 december 1967 betreffende een uitgesteld loon in land- en tuinbouw.

2° Par Mme D'Hondt-Van Opdenbosch, modifiant l'article 23 de l'arrêté royal du 4 août 1932 relatif à la coordination de la loi électorale communale.

2° Door Mevr. D'Hondt-Van Opdenbosch, tot wijziging van artikel 23 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1932 tot samenordering van de gemeentekieswet.

3° Par MM. de Wasseige et Roland Gillet, relative à l'information et la publicité en matière de consommation d'énergie.

3° Door de heren de Wasseige en Roland Gillet, betreffende de voorlichting en de reclame inzake energieverbruik.

4° Par M. Roland Gillet, complétant la loi du 18 novembre 1862 portant institution du système des warrants et accordant des facilités de crédit à certaines entreprises qui fabriquent des produits de série.

4° Door de heer Roland Gillet, waarbij de wet van 18 november 1862 houdende instelling van het waarantstelsel wordt aangevuld en kredietfaciliteiten worden verleend aan sommige bedrijven die serie-produkten fabriceren.

Ces propositions de loi seront traduites, imprimées et distribuées.

Deze voorstellen van wet zullen worden vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Il sera statué ultérieurement sur leur prise en considération.

Er zal later over de inoverwegingneming worden beslist.

Le Sénat se réunira le jeudi 31 janvier 1980 à 14 heures.

De Senaat vergadert opnieuw donderdag 31 januari 1980 te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 18 h 35 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 18 u. 35 m.)

468